
Solidarité Genève Sud 2010
Participation des collectivités publiques
genevoises à la solidarité internationale :
État des lieux et perspectives

Impressum

Nous remercions :

Les communes genevoises, l'État et la Ville de Genève, pour leur participation à l'enquête par questionnaire,

Les associations membres de la FGC et leurs partenaires au Sud pour leur contribution à la réalisation de ce livre.

Ainsi que :

Ana Santos Garcia (Service de surveillance des communes)

Gérard Perroulaz (IHEID)

Flavien Renaud (civiliste FGC) dont les articles ont été utilisés dans certains descriptifs de projet

René Zaugg (Association Kombit).

Cet ouvrage a été réalisé par Bastien Briand,
avec l'appui de Julie Duchatel, Anne-Marie Lopez Riat,
Yanik Marguerat et Earl Nolte.

Maquette et mise en page : Jorgen Rasmussen (Atelier Rasmussen)

Couverture : Céline Mahler (Carpe Diem)

Corrections : Olivier Pillonel (Design-Édition)

Crédits photographiques : les associations porteuses des projets mentionnés, sauf mention contraire.

Imprimé à 3'500 exemplaires sur papier blanchi sans chlore (septembre 2011).

Les opinions exprimées dans les articles et interviews reflètent le point de vue de leurs auteurs et pas nécessairement celui de la FGC.

Le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.



2011 Fédération genevoise de coopération

Cet ouvrage est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Paternité - pas d'utilisation commerciale - pas de modification 3.0 non transcrit.



Sommaire

Édito	1
PREMIÈRE PARTIE	
1. La FGC	6
1a. La FGC en bref	6
1b. Les instances vues par leurs membres	8
- La Commission technique	8
- La Commission d'information	9
- Le Conseil	10
2. Le thème - Solidarité internationale des collectivités publiques genevoises : état des lieux et perspectives	
2a. 0.7% : un rendez-vous manqué?	12
- Il y a dix ans, le Canton de Genève adoptait la loi sur la solidarité internationale <i>Par Fabienne Bugnon, Office des droits humains du Canton de Genève</i>	12
- La campagne nationale « 0.7% ensemble contre la pauvreté » porte ses fruits! <i>Par Pepo Hofstetter, Alliance Sud</i>	14
2b. Stratégies des collectivités publiques : regards croisés	16
- « Les collectivités locales contribuent à la réflexion sur les enjeux de la coopération internationale » <i>Interview de Martin Dahinden, Direction du développement et de la coopération</i>	16
- La Ville de Genève s'engage activement en faveur du développement durable et de la solidarité internationale <i>Contribution de la Ville de Genève</i>	18
- « Nous avons un devoir d'information à la population » <i>Interview de Séverine Jacquesson, Commune de Plan-les-Ouates</i>	20
- « Prendre conscience des réalisations et limites de nos soutiens est très important » <i>Interview de Denis Queille, Commune de Presinge</i>	21
2c. Enjeux et débats	22
- ONG, FGC et collectivités publiques : quelles complémentarités et collaborations pour renforcer la coopération au développement ? <i>Par Jean-Luc Pittet, Terre des hommes Suisse et La Florida Pérou</i>	22

- La coopération a besoin d'un nouveau paradigme! 24
Par Michael Kleughtens, Association des blessés de guerre du Salvador
- « Il faut que l'on parvienne à briser le mur de l'ignorance » 26
Interview de Baganda Sakho, maire de la commune rurale de Koar, Sénégal
- Acheter équitable change le quotidien d'êtres humains 28
Par Alexandre Mariéthoz, Solidar Suisse

3. Les dossiers Genève Sud 31

- Accaparement des terres : peut-on agir localement face à un phénomène mondial ? 31
Par Valentina Hemmeler Maïga et Alexis Corthay, Uniterre Genève
- Soutien à la filière caféière du Burundi : Comment aider autrement ? 33
Par Fernand Vincent, Ired.org
- Migrants africains en Suisse et participation au développement 35
Par Théogène-Octave Gakuba, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Haute école de travail social de Genève

DEUXIÈME PARTIE

1. Informations préalables 38

- 1a. Glossaire 38
- 1b. Liste des pays bénéficiaires d'aide publique au développement 40
- 1c. Indications sur les sources et la méthodologie 42

2. Contribution des collectivités publiques genevoises 44

- Communes genevoises (A-Z) 44
- État de Genève 154
- Ville de Genève 170

3. Synthèse 182

- 3a. Les chiffres qui parlent 182
- 3b. Répartition thématique 183
- 3c. Répartition géographique et associations partenaires 184
- 3d. Effort des collectivités genevoises 186

Édito

Par JULIE DUCHATEL, présidente de la Commission d'information de la FGC
et OLIVIER LABARTHE, président de la FGC

*Le peuple et les cantons suisses, [...]
Résolus à renouveler leur alliance
pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix
dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde,
Déterminés à vivre ensemble leurs diversités
dans le respect de l'autre et l'équité,
Conscients des acquis communs et de leur devoir d'assumer leurs responsabilités
envers les générations futures,
Sachant que seul est libre qui use de sa liberté et **que la force de la communauté
se mesure au bien-être du plus faible de ses membres,**
Arrêtent la Constitution que voici...*

Extraits du préambule de la Constitution fédérale de la Confédération suisse
du 18 avril 1999 (État au 1^{er} janvier 2011)

Un État ou une nation, tout du moins selon la conception héritée en Europe au fil des siècles, assure sa pérennité, entre autres au travers du degré de solidarité qui y prévaut. Solidarité entre les générations, entre les classes sociales, face aux hasards de la vie, etc. Lorsque la solidarité nationale est mise à mal et que l'unité de cette entité est remise en cause, cela entraîne un cortège de risques, de troubles et de conflits sociaux, voire de guerres. A l'échelle internationale, étant donné que nous vivons toutes et tous dans un seul et même monde interdépendant, cette notion de solidarité reste pertinente et essentielle pour apporter une réponse durable à la pauvreté (2,5 milliards de personnes vivent avec moins de deux francs par jour), aux injustices, à l'oppression, en somme au mal développement.

Depuis des années, la lutte contre la pauvreté et les inégalités s'est cristallisée autour d'un objectif chiffré – accepté par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – qui se résume par le fameux pourcentage précis – mais quelque peu énigmatique pour le grand public – de 0.7%. Il représente l'objectif pour les pays riches de consacrer 0.7% de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD). Malgré son aspect simplificateur, ce pourcentage démontre l'acceptation de la responsabilité morale et politique et symbolise la volonté de rééquilibrer les rapports Nord-Sud face à toutes sortes d'exploitations et d'injustices, et ce, sans connotation paternaliste. Atteindre cet objectif reste difficile: la Suisse a consacré 0,41 % de son RNB, en 2010, à l'APD et reste le seul pays de l'OCDE n'ayant pas fixé de calendrier pour atteindre 0.7%. L'objectif continue à être malheureusement l'objet de nombreux débats et controverses ou de remises en cause conséquents à des réflexes

isolationnistes. On peut certes saluer la qualité des engagements de la Suisse, mais on doit aussi rappeler le niveau de l'objectif à atteindre.

Le peuple genevois démontre depuis longtemps sa solidarité avec le reste du monde, pour preuve le nombre impressionnant d'associations actives dans la coopération internationale, l'accueil réservé aux diverses organisations gouvernementales ou non gouvernementales ou aux diverses délégations, le soutien à des activités de sensibilisation et de promotion de la solidarité internationale.

Soulignons que le Canton de Genève est le premier canton suisse à s'être doté d'une loi en 2001 stipulant que 0.7% de son budget annuel de fonctionnement serait consacré à la solidarité internationale. Et si le Canton de Genève et les communes genevoises contribuent à près de la moitié du total de l'APD versée par les cantons et les communes suisses, relevons que la Genève internationale, pendant de cette solidarité, rapporte chaque année environ quatre milliards à la région.

La FGC est reconnaissante aux collectivités publiques de soutenir son activité. En particulier elle sait pouvoir compter sur celles qui ont signé un accord de partenariat qui détermine le mode de collaboration avec elle et précise ses engagements financiers. Ce long et fructueux travail de partenariat permet ainsi à la FGC de connaître les montants qu'elle peut mettre à la disposition de ses associations membres qui présentent des projets dûment identifiés et analysés avec pertinence par ses instances. Il y a là, pour chaque association membre, la possibilité de se concentrer au maximum sur la relation avec ses partenaires au Sud en vue d'élaborer des projets de qualité, sachant que la recherche de financement est en bonne partie à la charge de la FGC. La FGC est consciente de la confiance que lui accordent les collectivités publiques. Par ses dispositions internes, elle entend s'assurer que les projets qui lui sont présentés permettent aux partenaires au Sud d'être de véritables agents du développement durable.

La brochure que vous avez actuellement en main est publiée tous les cinq ans par la Fédération genevoise de coopération, sous la responsabilité de sa Commission d'information, et en est à sa sixième édition.

Cet ouvrage permet de mesurer de façon concrète l'aboutissement du long et patient travail de sensibilisation mené, entre autres, par la FGC et ses associations membres. Grâce à la volonté et l'engagement des élus et des collectivités, le public genevois a peu à peu pris conscience de la nécessité et du caractère indispensable de la solidarité internationale.

Cependant, ces acquis peuvent être remis en cause, par exemple lorsqu'un repli sur soi semble être l'unique solution pour se défendre contre des phénomènes que l'on ne comprend pas ou que l'on ne maîtrise pas. Gageons toutefois que la FGC, par le biais de ses multiples actions de « terrain » ou de sensibilisation auprès du public genevois, reflétées dans cette brochure, a su enraciner aussi profondément que possible l'idée selon laquelle nous ne formons qu'un seul monde, certes mal développé, mais qu'il

n'appartient qu'à nous, acteurs-actrices citoyens, de l'améliorer en ouvrant chaque fois plus notre horizon. Il est vrai que la solidarité internationale n'est jamais acquise. Elle devient fragile si l'on pense qu'elle va de soi, ou qu'il n'est pas utile de l'expliciter avec force. En ce sens, la FGC suit avec une grande attention les travaux de la Constituante genevoise. Elle a su se réjouir de toutes les propositions arrêtées par les commissions qui abordèrent, en fonction de leur mandat, les divers pans de la solidarité internationale, mais, au moment où nous bouclons cette édition, la FGC est extrêmement inquiète face à diverses orientations prises par l'Assemblée plénière qui semble vouloir limiter, restreindre, voire passer sous silence, divers aspects de la solidarité internationale. Or, on ne peut perdre de vue la nécessité d'une cohérence entre les divers acteurs politico-économiques de notre République et l'objectif de la solidarité internationale qui vise le bien-être de l'humanité.

En outre, cette publication a également pour but d'affirmer la volonté de transparence qui reste un maître mot à la FGC et dans ses instances. L'idée de présenter les efforts de solidarité internationale de chaque collectivité publique genevoise n'est pas d'établir un classement avec de bons et de mauvais « élèves », selon une grille de lecture interne, mais plutôt de saluer l'engagement financier des collectivités.

Dans la première partie de cette édition, nous avons souhaité dresser le portrait de la solidarité internationale genevoise grâce aux regards croisés de différents acteurs directement impliqués : collectivités publiques, associations, partenaires au Sud et membres de la FGC. Aussi, les divers articles et interviews soulignent que la solidarité internationale genevoise ne peut se résumer à des additions comptables mais est avant tout l'œuvre de l'engagement du peuple genevois et de ses collectivités publiques. Ensuite vous découvrirez comment nos associations et partenaires vivent les multiples débats relatifs à la coopération internationale, qu'il s'agisse du commerce équitable, de l'accaparement des terres, des problèmes posés par la filière du café au Burundi, comme des liens entre migration et développement.

Dans une seconde partie nous présentons, comme lors de chaque édition, la situation détaillée des engagements de chaque collectivité publique genevoise pour l'aide publique au développement. Une synthèse finale présente un instantané des grands traits de la solidarité internationale des collectivités genevoises et souligne l'évolution positive des montants accordés depuis l'an 2000.

Pour le milieu associatif, l'intérêt de cet ouvrage est d'évaluer la répartition dans le Canton de Genève de la solidarité internationale et ainsi de relever les efforts de sensibilisation sur lesquels mettre un accent, par exemple. Pour le public genevois au sens large, cette brochure permet de prendre connaissance de l'action des associations et collectivités genevoises en matière de solidarité internationale et de retracer précisément l'investissement d'une partie de ses impôts.

En somme cette brochure fourmille de riches informations. Nous vous en souhaitons une bonne lecture.



PREMIÈRE PARTIE

1. La FGC

1a. La FGC en bref

Près de soixante associations genevoises qui se consacrent à la coopération internationale au développement et/ou à l'information du public sur le développement et les rapports Nord-Sud.

Un réseau fort d'associations travaillant toutes dans une optique de développement global durable, basé sur la justice sociale et la dignité humaine.

Un rôle d'interface entre ses associations membres, leurs partenaires dans les pays du Sud et les collectivités publiques qui participent au financement des projets. Ses partenaires privilégiés sont la Direction du développement et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères (DDC), l'État de Genève, la Ville de Genève, et les communes genevoises.

Un processus rigoureux de sélection et de suivi des projets certifié par le label FGC.

Des projets **concrets** et à **échelle humaine**, conçus et menés par les partenaires du Sud.

Un forum d'échange et de capitalisation d'expériences, une plateforme publique pour débattre de questions clés dans les relations Nord-Sud et un lobby pour promouvoir la solidarité internationale.

Une structure légère et efficace (5,2 postes) fonctionnant grâce au travail d'une quarantaine **d'experts-bénévoles** qui fournissent plus de 7'000 heures de travail par an.

Un espace de **dialogue et d'échange** pour des dizaines de milliers de citoyennes et citoyens motivé-e-s.

1966-2011 - 45 ans d'engagement pour un monde solidaire!

Organigramme de la FGC

Assemblée générale

55 associations membres*

- Elit les membres des instances
- Adopte les comptes, budgets, rapports d'activités et documents de base de la FGC

Conseil

11 membres*

- Dirige et administre la FGC

Commission technique

13 membres*

- Analyse et suivi des projets de développement

Commission d'information

11 membres*

- Analyse et suivi des projets de sensibilisation
- Met en œuvre la stratégie d'information

Commission de contrôle financier des projets

4 membres*

- Contrôle et donne décharge aux associations sur la base des rapports financiers de leurs projets

Vérificateurs des comptes

2 membres*

- Contrôlent les comptes FGC et soumettent un rapport à l'Assemblée générale

Secrétariat FGC

Secrétaire général (80%)

Secrétaire exécutif (80%)

Chargé de communication (80%)

Coordinatrices projets de développement (2 x 80%)

Coordinatrice information (60%)

Comptabilité (60%)

* Situation au 1er septembre 2011.

1b. Les instances vues par leurs membres

La Commission technique

Interview d'OUSMANE DIANOR

Quels sont les compétences et le fonctionnement de la Commission technique de la FGC ?

Son rôle principal est d'analyser la cohérence des projets soumis pour financement par les associations membres et de transmettre une recommandation au Conseil de la FGC qui décide en dernier recours. Dans notre analyse, nous tenons compte du contexte du pays dans lequel se déroule le projet mais aussi des capacités de l'association et de son partenaire sur le terrain.

Quelles raisons ont motivé votre engagement ?

D'abord, je suis intéressé à échanger avec des personnes de différents horizons. Je gagne également en apprenant ce qui se passe dans d'autres associations et sur d'autres continents. Mais il y a aussi des questions de méthodologie : on utilise des procédures et des critères que je me réapproprie dans mon propre travail et dans la vie de tous les jours.

Quel est, à votre avis, le principal défi qu'attend votre instance ?

Nous menons actuellement une réflexion afin d'être plus efficace et de mettre en place des outils qui permettent de prendre en charge des projets atypiques. Il ne s'agit pas seulement de financer des projets prédéterminés avec des activités précises mais il faut aussi encourager la responsabilisation des populations. Je pense notamment aux fonds locaux de développement que l'on met à disposition de collectivités locales ou de membres de la société civile afin qu'ils décident eux-mêmes de l'allocation des ressources.

Comment qualifiez-vous la FGC ?

Pour moi, la FGC est intéressante car elle permet l'échange entre associations de différente nature, de différente taille et de différent niveau de qualification professionnelle. Mais la FGC, ne fait pas que les accueillir, elle doit les former et les informer sur les outils de gestion de projets. C'est donc un lieu où les associations vont trouver une valeur ajoutée dans leurs activités quotidiennes.

OUSMANE DIANOR a été assistant à l'Institut universitaire d'études du développement puis chargé de projet à Swissaid. Aujourd'hui, il dirige l'association AccEd et assume la présidence de la Commission technique de la FGC à titre bénévole.

Les instances vues par leurs membres

La Commission d'information

Interview de CAROLINE PIFFARETTI

Quels sont les compétences et le fonctionnement de la Commission d'information ?

La Commission d'information a pour mandat de mettre en œuvre la stratégie d'information de la FGC et d'évaluer les demandes de financement des associations membres pour leurs projets de sensibilisation. Chaque demande est étudiée par un rapporteur avant d'être discutée en commun. Nous traitons aussi les propositions de prise de position.

Quelles raisons ont motivé votre engagement ?

D'une part, la sensibilisation du public genevois sur les questions de développement m'intéresse car il s'agit de faire évoluer les consciences en vue d'un monde plus juste et d'une meilleure connaissance des interactions entre notre réalité en Suisse et celle des pays du Sud. De plus, j'ai découvert de nouveaux modes d'action et j'ai pu approfondir mes connaissances de certaines thématiques.

Selon vous, quels sont les principaux défis dans le futur proche pour la Commission d'information ?

Il me semble que nous devrions renforcer les échanges entre associations membres, tout comme les retours d'expérience à propos des projets ; il y a beaucoup à apprendre les uns des autres. Plus largement, la sensibilisation est un défi en soi : nous devons être inventifs pour atteindre les personnes non-convaincues. Finalement, nous ne pouvons épargner une réflexion approfondie sur les questions de cohérence, par exemple concernant l'utilisation de *copylefts*¹ plutôt que de copyrights pour contribuer à un savoir ouvert et partagé dans le respect de ceux qui l'ont produit.

Comment qualifieriez-vous la FGC ?

La FGC a su bâtir une reconnaissance et développer un fonctionnement original dans le sens où il est participatif et collectif. Elle propose des financements de façon structurée et équitable, ce qui est un avantage pour les associations, comme pour les bailleurs. En bref, je trouve que c'est une structure professionnelle et compétente qui en même temps laisse beaucoup de place à l'humain.

CAROLINE PIFFARETTI détient une Licence en géographie humaine et un Master en développement durable. Durant six ans, elle a été coordinatrice de l'Association romande des magasins du monde, elle travaille actuellement dans le domaine du conseil aux associations.

¹ Possibilité d'exploiter, reproduire et modifier une œuvre soumise au droit d'auteur.

Les instances vues par leurs membres

Le Conseil

Interview d'ERIC BURNIER

Quels sont les compétences et le fonctionnement du Conseil de la FGC ?

Le Conseil gère et défend les intérêts de la Fédération. Il se réunit une dizaine de fois par an pour prendre des décisions, sur la base notamment de documents préparés par les commissions, il veille à maintenir l'équité entre les associations membres et les partenaires financiers.

Quelles raisons ont motivé votre engagement ?

J'ai beaucoup travaillé en Afrique et, actuellement retraité, je suis intéressé à agir de l'autre côté du miroir. Ainsi, j'apprends à mieux comprendre la politique genevoise en matière de coopération et aussi la façon dont la solidarité internationale est perçue ici. Lorsqu'on est sur le terrain, on est convaincu qu'il faut faire quelque chose, et, quand on suit les débats à Genève, on réalise que ces questions ne sont pas forcément évidentes pour nos concitoyens. D'autre part, comme je suis médecin, j'ai souhaité apporter mes compétences dans le champ de la santé.

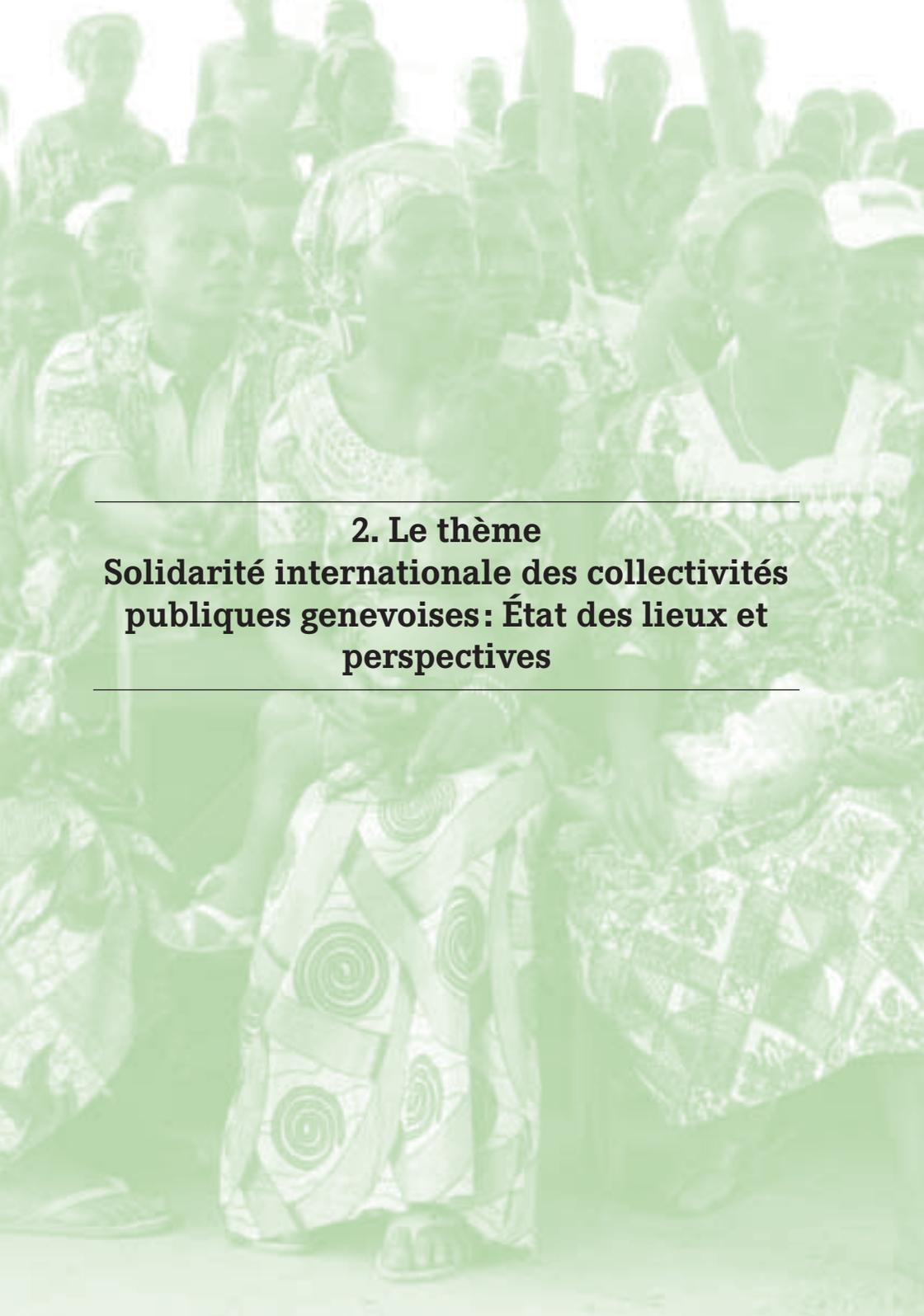
Quel est, à votre avis, le principal défi à venir pour votre instance ?

Je m'attends plutôt à des ajustements qu'à une révolution fondamentale dans les années à venir. La FGC a une longue histoire et compte aujourd'hui 55 associations membres, son budget s'est accru. Ce réseau intense forme une base solide pour l'avenir. Néanmoins, un travail de réflexion stratégique est en cours, notamment sur les critères d'appréciation et de suivi des projets.

Comment qualifieriez-vous la FGC ?

Je la qualifierais d'institution solide qui se développe bien. Elle est attentive aux critiques qui lui sont faites, autant dans la presse que de la part des milieux politiques ou des acteurs du développement. Je pense que cette position dénuée d'arrogance est essentielle, car elle permet d'avancer dans le bon sens : la FGC, grâce à l'effort conjoint des communes et des citoyens, montre l'exemple d'un engagement pour des actions concrètes et non pour des utopies philosophiques.

ERIC BURNIER, médecin, a exercé en Afrique durant plus de dix ans. A son retour, il a travaillé pour l'OMS, la DDC et d'autres organismes. Il a également été chargé de cours à l'Institut universitaire d'études du développement avant de s'engager au CICR jusqu'à sa retraite.



**2. Le thème
Solidarité internationale des collectivités
publiques genevoises : État des lieux et
perspectives**

2a. 0.7 %: un rendez-vous manqué ?

Il y a dix ans, le Canton de Genève adoptait la loi sur la solidarité internationale

Par FABIENNE BUGNON, directrice générale de l'Office des droits humains du Canton de Genève

Contribuer à la rédaction de la brochure de la Fédération genevoise de coopération (FGC) n'est pas anodin, puisque celle-ci a été soutenue par l'État de Genève dès sa création, en 1966, bien avant que le canton ne se dote de sa propre structure.

C'est à travers son action dans le domaine de la coopération au développement et de la sensibilisation aux enjeux de solidarité internationale, que la FGC a participé au débat sur l'aide publique au développement qui a finalement abouti à l'adoption de la loi genevoise sur le financement de la solidarité internationale (LFSI, D 106) en octobre 2001², entrée en vigueur le 1er juillet 2002. S'inspirant de la tradition humanitaire de notre canton, cette loi a institué le principe de solidarité internationale et fixé l'engagement du Canton de Genève en faveur des actions de solidarité à au moins 0.7% de son budget annuel de fonctionnement.

Avec la création d'un Service de la solidarité internationale (SSI) en 2003, l'État de Genève a voulu assurer une gestion coordonnée et transparente des projets de coopération et rassembler en un seul budget toutes les aides financières qui étaient auparavant accordées par plusieurs départements. En 2003, le budget global attribué à la solidarité internationale était de 10'533'252 Fr., dont 2'500'000 Fr. alloués à la FGC dans le cadre d'un contrat de prestations. Aujourd'hui l'aide internationale peut compter avec un montant de plus de 15 millions de francs.

Depuis 2008, la FGC bénéficie d'une subvention annuelle directe de 3'000'000 Fr. de la part du canton; les rôles de chacun ont pu être identifiés clairement permettant une répartition de l'aide excluant toute forme de doublon. En 2011, ce partenariat a été à nouveau consolidé par l'élaboration d'un contrat de prestations qui fixe les objectifs visés par l'aide financière et les prestations offertes par la FGC.

Au-delà du soutien financier, une franche relation s'est instaurée entre le Canton de Genève et la FGC. La Fédération, en tant qu'organisation faîtière regroupant une soixantaine d'associations de la société civile actives dans la coopération au développement est une véritable plateforme de discussion et de réflexion pour tous les acteurs engagés. A l'instar des « Carrefours de la solidarité », manifestations axées sur des sujets d'actualité (les migrations et le développement, la souveraineté alimentaire), la FGC stimule les idées, promeut les rencontres et les débats, informe, sensibilise. Elle joue un rôle moteur dans les activités de plaidoyer visant la mise en application de la loi sur le financement de la solidarité internationale, soit l'atteinte du seuil de 0.7%.

2 www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_D1_06.html

En matière de solidarité internationale, l'effort financier fourni par le Canton de Genève est important, particulièrement en regard des autres cantons suisses. Néanmoins, malgré l'augmentation régulière des montants affectés à la solidarité internationale, le pourcentage reste de l'ordre de 0,20% (0,19% en 2007; 0,19% en 2008; 0,21% en 2009), les charges figurant aux comptes de l'État augmentant elles aussi régulièrement.

En 2010, le Conseil d'État, en réponse à une motion du Grand Conseil – (M 1788-B) « 7 bonnes raisons d'atteindre le 0.7% à Genève en 7 ans » – a confirmé son souhait d'augmenter le budget dévolu à la solidarité internationale, par paliers, pour se mettre en conformité avec la LFSI.

Si le pourcentage du budget de l'État dévolu à la solidarité internationale n'évolue pas au rythme souhaité par les initiants de la loi, on observe, cependant que l'État de Genève mène une politique dynamique en lien avec les droits humains, au sens large du terme, et cherche à faire évoluer cette politique. La création, en 2008, de l'Office des droits humains en est un exemple. Cet office, qui regroupe le Bureau de l'intégration des étrangers, le Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, le Bureau du délégué aux violences domestiques et le Service de la solidarité internationale, a pour mission de contribuer au développement d'une politique active en faveur des droits humains. Ainsi, des projets transversaux entre plusieurs de ces services sont développés comme le projet de prise en charge de la problématique des mutilations génitales féminines ou la prévention des mariages forcés qui permettent une action de prévention à Genève auprès des populations migrantes et en parallèle un soutien à la sensibilisation sur le terrain où ces pratiques culturelles trouvent leur source.

L'engagement solidaire du canton se manifeste également au travers de la mise en place d'une stratégie plus marquée sur les projets liés à la dégradation de l'environnement, notamment la question du changement climatique, la biodiversité, la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophes naturelles, ...

C'est bien tout le défi des autorités dans un domaine comme celui-ci que de savoir s'adapter aux changements du monde pour que cet effort de solidarité soit toujours ciblé de manière adéquate sur celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Au mois d'octobre 2011, la loi genevoise de la solidarité internationale fête son dixième anniversaire et dans son programme de législature, le Conseil d'État a défini comme objectif de renforcer sa politique dans ce domaine. Tous les ingrédients sont donc réunis pour que le Canton de Genève poursuive avec détermination et par étapes l'objectif d'affecter 0.7% de son budget annuel à la Solidarité internationale.

0.7% : un rendez-vous manqué ?

La campagne nationale «0.7% ensemble contre la pauvreté» porte ses fruits!

Par PEPO HOFSTETTER, Alliance Sud

Au printemps 2011, le Parlement suisse a décidé d'augmenter l'aide publique au développement à 0.5% du revenu national brut (RNB) d'ici à 2015. Cette décision mettait fin, du moins pour le moment, à une longue période de tiraillements.



© Alliance Sud

La campagne à Berne le 07.07.07

Même si la Suisse est encore loin de la recommandation de 0.7% faite par l'ONU, la décision d'augmenter l'aide publique au développement à 0.5% est un succès et entraîne une sérieuse augmentation des contributions dans ce domaine. Cela est à mettre au crédit de la campagne «0.7% – ensemble contre la pauvreté». Cette initiative a été lancée en 2007 par plus de 70 organisations de développement, de femmes et de l'environnement, par des Eglises et des syndicats, à mi-échéance des Objectifs du millénaire pour le développement. Le but de cette campagne d'une année était de rappeler à la Suisse qu'elle avait signé les Objectifs du millénaire et, de ce fait, de l'inciter à un engagement plus prononcé en matière de solidarité internationale. Selon la pétition, la coopération au développement devrait augmenter progressivement pour arriver à 0.7% du RNB d'ici à 2015, comme l'ONU le demande depuis longtemps et comme les pays industrialisés l'avaient promis, afin de concrétiser les Objectifs du millénaire pour le développement.

Le succès d'une pétition

La campagne pour le 0.7% a rencontré un très grand succès et recueilli plus de 200'000 signatures. Des discussions et actions eurent lieu à travers tout le pays, de Genève à Coire et de Bâle à Chiasso. Le grand nombre de signatures a même impressionné les parlementaires du camp bourgeois. Au début de 2008, un groupe d'élus au Conseil national et au Conseil des États, de tous les partis – à l'exception de l'UDC – a relevé le défi. Ces députés sont arrivés à un compromis et ont proposé une augmentation à 0.5% du RNB. Ils ont en effet considéré comme politiquement indéfendable de demander davantage. Vraisemblablement avec raison : en 2007, l'aide publique au développement s'élevait à 0.37% du RNB, l'objectif du Conseil fédéral visait 0.4%. A cette période, les médias menaient une campagne agressive contre l'aide au développement et beaucoup de politiciens en exigeaient même une réduction.

Parlement contre Conseil fédéral

La campagne « 0.7% – ensemble contre la pauvreté » a réussi à retourner le scepticisme ambiant au Parlement et dans le public en général. C'est ainsi que la proposition de 0.5% du groupe interpartis a réuni une majorité. Dès lors ont commencé de pénibles aller-retour avec le Conseil fédéral. Bien que le Parlement l'ait mandaté, il refusait de proposer une augmentation de crédit d'abord jusqu'en 2012 ainsi que d'explicitier à quoi l'argent supplémentaire devait servir. Il y aurait bien, selon le Conseil fédéral, de nombreux arguments pour une augmentation, mais malheureusement, en raison de la crise économique et financière, les fonds nécessaires manqueraient.

Ce n'est que sur l'insistance du Conseil des États que le Conseil fédéral déposa à la fin de l'été 2010, soit deux ans plus tard, une demande d'augmentation. Le Parlement vota ce crédit respectivement en hiver 2010 (pour le Conseil national) et au printemps 2011 (pour le Conseil des États) avec une confortable majorité ³. L'excellente situation financière de la Suisse, en dépit de la crise financière et économique internationale, a contribué à ce résultat: les comptes de la Confédération furent bouclés avec un excédent de recettes de 3.6 milliards de francs, soit 5 milliards de plus que prévu!

Comme premier pas, le Parlement a augmenté l'aide au développement pour 2011 et 2012 de 640 millions de francs (jusqu'à cette date, c'est l'actuel crédit-cadre de quatre ans qui définit l'enveloppe). 60% des fonds additionnels sont consacrés à l'aide bilatérale (mesures pour l'adaptation aux changements climatiques et projet liés à l'eau), les 40% restants vont à la coopération multilatérale (Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds africain de développement, Initiative d'allègement de la dette multilatérale).

Un avenir ouvert

Les crédits pour la coopération internationale des années 2013-2016 seront votés par le Parlement en été et automne 2012, à l'occasion du débat sur le nouveau message et le nouveau crédit-cadre du Conseil fédéral. On verra alors si la Suisse maintient l'objectif de 0.5% et accorde effectivement les crédits correspondants. Cela dépendra tout autant du résultat des élections de l'automne 2011 que de l'évolution de la situation financière nationale. Alliance Sud et d'autres organisations de développement continueront à s'engager autant pour l'augmentation de la coopération suisse au développement que pour évaluer sa qualité afin qu'elle apporte un soutien aux plus pauvres des pays les plus pauvres et qu'elle ne soit pas instrumentalisée en faveur d'intérêts particuliers de la Suisse sur la scène internationale. Une augmentation ultérieure des crédits en direction du 0.7% sera d'actualité, au plus tôt à l'occasion du crédit-cadre 2016-2019.

Traduit de l'allemand par RENÉ ZAUGG

PEPO HOFSTETTER est responsable de la communication d'Alliance Sud, il a dirigé la campagne « 0.7% – ensemble contre la pauvreté ».

³ Parmi les députés genevois qui ont voté contre le 0.5%: Martine Brunchwig-Graf, Christian Lüscher, Yves Nidegger et André Reymond.

2b. Stratégies des collectivités publiques : regards croisés

« Les collectivités locales contribuent à la réflexion sur les enjeux de la coopération internationale »

Interview de MARTIN DAHINDEN, directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

Selon vous, quelle est la valeur ajoutée des collectivités locales et des fédérations cantonales en matière de coopération ?

La valeur ajoutée des collectivités locales et des fédérations cantonales de coopération est très importante. Bien que la politique du développement et la coopération au développement soient du ressort de la Confédération, les cantons, municipalités et communes montrent un intérêt croissant pour la solidarité internationale. Un bon nombre d'entre eux a opté pour inscrire cet engagement dans la Constitution, dans la loi cantonale, ou dans les règlements communaux. C'est ainsi que les cantons et communes contribuent à l'ancrage de la politique de développement au niveau local, à la sensibilisation de la population et à l'aide publique au développement.

Cet engagement est une expression de responsabilité dans un monde fortement interconnecté ainsi qu'une articulation plus étroite entre la politique extérieure et intérieure. Les collectivités locales contribuent à la réflexion sur les enjeux de la coopération internationale tout en renforçant le travail opérationnel des associations. A travers leurs savoirs en matière de décentralisation, de gouvernance locale et de gestion des services publics elles peuvent aussi être partenaire des collectivités décentralisées dans d'autres pays.

Les fédérations de coopération au développement jouent un rôle très important. Elles constituent des pôles de compétences sur lesquels les collectivités locales peuvent s'appuyer pour l'investissement des moyens engagés et pour la promotion du débat sur le développement. Les fédérations accomplissent un important travail d'accompagnement et d'échanges entre leurs associations membres, contribuant ainsi au renforcement de la qualité et de la pertinence de leurs actions sur le terrain. A travers les échanges avec les autorités cantonales et communales, les fédérations de coopération contribuent considérablement à la réflexion sur les questions de développement durable et à l'ancrage de la politique de développement suisse au niveau local.

Comment expliquez-vous que les fédérations ne se soient développées que dans les cantons latins ?

Ce constat est effectivement frappant, mais il faut aussi le relativiser. Les conditions de l'émergence et l'évolution des fédérations sont très hétérogènes d'un canton à l'autre. La FGC est née il y a plus de quarante ans, alors que la plus jeune des fédérations

(Latitude 21 Neuchâtel) s'est constituée en 2008. Les associations membres des fédérations se caractérisent aussi par une très grande diversité. D'autre part, il y a peut être une tradition associative différente en matière de la solidarité internationale en Suisse latine. Cette différence pourrait aussi être influencée par le fait que les grandes ONG de coopération sont principalement domiciliées en Suisse alémanique. Il serait intéressant de vérifier l'hypothèse selon laquelle une éventuelle différence de conception de l'État entre les parties latine et alémanique du pays influencerait l'émergence des fédérations de coopération et surtout de plateformes de débat et de réflexion communes entre État et associations. C'est essentiellement ce dernier aspect qui présente une spécificité politique et de société.

Quelles sont les priorités de la DDC dans la préparation du prochain Message Sud sur la coopération internationale du Conseil fédéral en 2012 ?

Le Conseil fédéral et le Parlement décideront de l'orientation et des priorités de la coopération internationale pour les années 2013 à 2016. Les mesures s'inscrivant dans le cadre de la coopération internationale de la Confédération – autrement dit l'aide humanitaire, la coopération technique et l'aide financière, les mesures de politique économique et commerciale dans le domaine de la coopération au développement, ainsi que la coopération avec l'Europe de l'Est – seront présentés pour la première fois dans un seul message avec une stratégie commune.

La politique suisse de développement et de coopération doit continuer à se concentrer sur la lutte contre la pauvreté, mais elle devra aussi relever de nouveaux défis tel que le changement climatique, la raréfaction des ressources, les pandémies, la crise de l'eau, etc.

Comment la DDC compte-t-elle agir en vue d'étendre la cohérence entre politiques de développement versus intérêts stratégiques et commerciaux de la Suisse sur la scène internationale ?

La question de la cohérence des politiques sera partie intégrante de la stratégie sur la coopération internationale 2013-2016. La question de la cohérence ne peut pas être dissociée des conflits d'objectifs et d'intérêts entre les politiques. Le Conseil fédéral a fait l'état des lieux dans son rapport sur les Objectifs du millénaire (MDG) en 2010. Il a défini l'agenda du point de vue de la politique de développement par rapport aux politiques agricole et environnementale, aux politiques de santé et de finance, à l'exportation de matériel de guerre, la migration, et l'éducation au développement durable ainsi que la recherche.

Stratégies des collectivités publiques : regards croisés

La Ville de Genève s'engage activement en faveur du développement durable et de la solidarité internationale

Contribution de la Ville de Genève

En alliant protection de l'environnement, soutien à une économie durable et renforcement de la cohésion sociale, la Ville de Genève souhaite contribuer à une meilleure qualité de vie locale, sans compromettre celle des habitants d'autres régions du globe, ni celle des générations futures. Dans ce but, elle a signé des engagements internationaux et s'est fixé treize objectifs prioritaires de développement durable. L'un d'entre eux met l'accent sur la coopération internationale.

La Ville de Genève se préoccupe du développement durable depuis plus de quinze ans et mène une vaste palette d'actions à travers ses services. Afin de rassembler ces efforts en un programme stratégique, cohérent et transversal, la commune a signé *Les engagements d'Aalborg*⁴ le 24 septembre 2010. Elle a ancré ainsi sa politique dans un référentiel européen de municipalités engagées en faveur du développement durable. Les thématiques abordées couvrent les différents volets du développement durable, soit par exemple : l'élaboration d'une vision partagée avec les habitants ; une politique énergétique et climatique visant un territoire 100% renouvelable en 2050 ; une prise en compte des critères du développement durable lors des achats municipaux ; et des actions en faveur d'une meilleure cohésion sociale.

Le treizième objectif du Programme concerne la politique municipale de solidarité internationale. La mise en œuvre est pilotée par le Département des finances et du logement. La Ville veut continuer à financer des projets pertinents, professionnaliser et rendre plus visible sa politique de solidarité internationale et privilégier la coopération avec des villes qui tiennent compte des critères de développement durable. Elle entend par ailleurs augmenter son soutien dans ce domaine jusqu'à y consacrer 0.7% de son budget de fonctionnement.

Concrètement, il s'agit de renforcer le secrétariat de la Délégation Genève ville solidaire (DGVS), de professionnaliser son fonctionnement, de redéfinir les programmes ainsi que les critères de subventionnement, notamment en intégrant spécifiquement les contraintes et les opportunités du développement durable. Le renforcement du disposi-

⁴ Voir www.aalborgplus10.dk

tif permettra un examen rigoureux des projets présentés et un soutien efficace apporté aux projets retenus. La Ville souhaite accompagner ces changements par l'organisation de rencontres régulières avec ses partenaires, afin d'échanger sur la politique de solidarité internationale.

La particularité du Programme stratégique par rapport aux actions précédentes est l'obligation d'un suivi régulier. Quatre indicateurs ont été retenus pour l'objectif de solidarité internationale, soit :

1. L'évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération.
2. Le nombre de nouveaux projets de coopération décentralisée de l'administration.
3. Le pourcentage de projets soumis à la Ville de Genève en lien avec le développement durable.
4. La tenue de rencontres avec les principaux partenaires de la coopération.

Stratégies des collectivités publiques : regards croisés

« Nous avons un devoir d'information à la population »

Interview de SÉVERINE JACQUESSON BREW-SMITH, assistante administrative au Service de l'action sociale et de la jeunesse de la Commune de Plan-les-Ouates

Votre commune s'est dotée d'un règlement sur la coopération, quelle est son utilité ?

En 2007, nous avons souhaité affiner le cadre d'attribution des subventions qui existait depuis dix ans car nous recevions un nombre croissant de demandes de la part des associations. Concernant la coopération au développement, aujourd'hui le règlement définit huit thèmes d'action. Parmi ces thèmes, un seul est retenu par la commission pour une période de deux ans. Cela permet de concentrer nos contributions et de nous plonger dans une thématique. Ainsi, en 2009-2010, nous avons soutenu des projets de développement rural et d'agriculture.

Que vous apporte l'accord-cadre conclu avec la FGC ?

Depuis plusieurs années, la commune octroyait une partie de son budget de coopération à la FGC. Cet accord a apporté un cadre formel à une situation qui préexistait. Notre service ne se revendique pas expert en matière de solidarité internationale. L'accord permet de s'appuyer sur l'expertise de la FGC en la matière et d'octroyer des fonds en toute confiance. Une autre plus-value est la mise en réseau avec les autres communes et le Canton de Genève comme avec les associations. Les rencontres organisées dans ce cadre nous permettent de mûrir notre réflexion et des perspectives de collaboration peuvent en ressortir.

Votre commune informe-t-elle ses citoyens en matière de coopération ?

Les subventions versées sont des deniers publics ; nous avons un devoir d'information à la population qui est mentionné dans notre règlement. Nous souhaitons également sensibiliser sur des thèmes liés au développement. En ce sens, tous les quatre ans, nous organisons une manifestation appelée « La solidarité dans tous ses états ». Le but de cette manifestation est de permettre tant aux habitants, qu'aux politiciens et associations de se rencontrer et d'échanger autour d'un thème. Nous invitons également les associations soutenues au cours de la dernière législature à participer. Il nous tient aussi à cœur de valoriser la diversité culturelle présente à Plan-les-Ouates.

Stratégies des collectivités publiques: regards croisés

«Prendre conscience des réalisations et limites de nos soutiens est très important»

Interview de DENIS QUEILLE, président de la Commission sociale de la Commune de Presinge, membre du Conseil municipal depuis 1999

Comment gérez-vous les contributions communales de solidarité internationale ?

Ma principale responsabilité est de faire une première sélection des demandes de subvention que nous recevons. Nous éliminons d'emblée les grandes ONG car nous pensons que notre modeste soutien n'apportera pas de différence substantielle. Le second critère repose sur la proximité géographique des associations, car elle facilite la discussion et l'échange. On limite également le nombre de financement afin de pouvoir suivre les projets et éviter le saupoudrage.

Avez-vous des échanges avec les partenaires et bénéficiaires des projets soutenus par votre commune ?

Nous rencontrons certaines associations et d'autres nous informent par écrit. De plus, nous consacrons nos jetons de présence à des voyages qui ont généralement pour but de voir des projets soutenus. Le dernier était en Tanzanie où nous avons financé la construction d'un logement pour les instituteurs. Ces voyages permettent de prendre conscience des réalisations et des limites de nos soutiens, ce qui me semble très important. Ainsi, au Mali, lors d'un voyage personnel, je me suis rendu compte qu'il faut impliquer davantage les femmes pour obtenir des résultats.

Entretenez-vous des liens avec des communes de pays en développement ?

Nous avons fait partie de l'Association pour les villages roumains à l'époque où Ceausescu était encore au pouvoir. Avec le Mali, nous avons aussi des contacts mais pas de jumelage au sens strict. Cela pourrait être intéressant mais également compliqué, car le jumelage suppose un échange dans les deux sens et il est bien difficile d'obtenir des visas pour inviter des Africains en Suisse.

Au sein de votre commune, les débats politiques sur l'orientation de la solidarité internationale sont-ils animés ?

Pas vraiment ! A propos du budget, il y a un consensus qui dépasse les différentes opinions politiques. On s'engage donc à verser 1 % pour l'aide à l'étranger et 1 % pour la Suisse. Et je crois pouvoir dire que ce consensus est également partagé par la population.

2c. Enjeux et débats

ONG, FGC et collectivités publiques : quelles complémentarités et collaborations pour renforcer la coopération au développement ?

Par JEAN-LUC PITTET, Terre des hommes suisse et La Florida Pérou



© Terre des hommes suisse

Serre dans une école des Andes péruviennes

Disons-le d'emblée, après 45 ans d'activités, la FGC peut se réjouir de nombreux succès : créée par une poignée d'ONG actives à Genève, elle est constituée aujourd'hui de 55 associations de tailles et de structures très diverses, salariées ou entièrement bénévoles. Fonctionnant elle-même avec des professionnels salariés et bénévoles, elle a su mériter la confiance des collectivités publiques genevoises et de la Direction du développement et de la coopération à Berne pour soutenir finan-

cièrement de nombreux projets et programmes de développement de ses membres au Sud. Cohérente, la FGC s'implique aussi dans l'information, pour sensibiliser la population genevoise aux causes profondes de la pauvreté et des disparités Nord-Sud.

Innovatrice, la FGC l'a été de différentes manières. Par exemple, en développant des collaborations avec ses membres et les collectivités publiques, en l'occurrence l'État, elle a joué un rôle déterminant dans l'introduction, en 1995, de la loi genevoise « Drogue ou développement ? » sur l'utilisation de l'argent confisqué du narcotraffic. Grâce à cette loi, élaborée par la FGC et un groupe de députés, de nombreux projets de prévention des toxicodépendances ont pu être financés à Genève, mais aussi des programmes de prévention et d'alternatives à la production de plantes à drogue au Sud. Avec, comme première bénéficiaire, la coopérative de producteurs de café La Florida, en Amazonie péruvienne. Un soutien qui eut un important impact pour de nombreuses communautés rurales, au niveau national, en renforçant le mouvement des coopératives de services et en jouant un rôle de précurseur dans la commercialisation, sur le marché international, de produits bio-Max Havelaar. Autre résultat, et non des moindres : le renforcement de la loi péruvienne sur les coopératives en 2009, dont de nombreux partenaires et organisations paysannes ont déjà pu bénéficier.

De ces succès, nous pouvons, certes, être fiers, mais gardons-nous d'une autosatisfaction démobilisatrice ! Car les ONG de développement et la FGC doivent faire face à de nombreux enjeux.

Tout d'abord, nous pouvons constater l'importance grandissante de l'aide humanitaire et de l'assistance au détriment de la coopération au développement. Au niveau international, des pays émergents, comme la Chine, arrivent avec des projets « clefs en main », qui rappellent l'aide internationale européenne du début des années 1960. Une évolution constatée aussi en Suisse : pour faire face à une concurrence croissante et à un manque de fonds, certaines ONG n'hésitent pas à développer leur secteur humanitaire, voire à communiquer une image misérabiliste du Sud. Poussées dans une logique de rentabilité à court terme, elles diminuent, ou renoncent même complètement à un travail de sensibilisation, pourtant essentiel à la résolution des problèmes sur le long terme.

Cette tendance, malheureusement, s'observe aussi au niveau du Gouvernement suisse car il est beaucoup plus médiatique d'envoyer des secours lors de catastrophes que de collaborer avec des populations défavorisées dans leur recherche d'indépendance et d'autonomie. Une autre tendance, pas moins préoccupante, concerne les pressions croissantes des milieux économiques suisses pour utiliser la solidarité internationale comme instrument de promotion de leurs exportations et de leurs intérêts dans les pays en développement.

Par ailleurs, la FGC et ses membres ont, à leur niveau, différents défis à relever. Comment faire comprendre aux élus que la FGC n'est pas une « monstrueuse machine administrative et technocratique », qu'un véritable projet de développement ne peut être « expédié » en 5 ans et que le « tourisme des ONG » est préjudiciable tant pour les donateurs que pour les bénéficiaires ? Quelles mesures prendre pour encourager les petites associations locales de coopération au développement à collaborer avec la FGC, voire à y adhérer ?

L'avenir de la FGC réside dans son fort ancrage local et dans la cohérence de sa double mission : projets sur le terrain et sensibilisation en Suisse. Travailler en réseaux, réunir différents acteurs pour réaliser ensemble une activité concrète est essentiel. Dans ce sens le projet Robin des Watts est exemplaire : lancé par les associations Terragir et Terre des hommes Suisse, il consiste à réaliser des économies d'énergie dans des écoles genevoises. L'argent ainsi épargné est investi dans l'installation de panneaux solaires, la construction de serres et l'isolation de bâtiments scolaires dans les Andes péruviennes. Elèves, parents, enseignants, communes, ici et là-bas, ont collaboré étroitement à cette expérience concrètement partagée de développement durable.

Ces dernières années, de nouveaux acteurs s'intéressent à la solidarité internationale : les entreprises privées. Face aux grands problèmes planétaires comme le changement climatique, la crise économique et financière, l'accroissement des disparités ou l'absence de souveraineté alimentaire, elles sont poussées, par une opinion publique critique, à s'engager concrètement pour assumer leurs responsabilités sociales et environnementales. Quels rôles pour les ONG, pour la FGC ? Comment collaborer avec le secteur privé sans être réduites à un rôle d'alibi pour des firmes en mal d'images positives auprès de leur personnel et de leurs clients ?

Un nouveau défi pour toutes et tous, membres et responsables d'ONG.

Enjeux et débats

Réhabilitation des handicapés de guerre au Salvador: la coopération a besoin d'un nouveau paradigme !

Par MICHAEL KLEUGHTENS, coordinateur de l'Association des blessés de guerre du Salvador (ALGES)

Les personnes handicapées appartiennent à la tranche de la population la plus marginalisée et exclue de la société, non seulement dans les pays du Sud mais aussi, en moindre nombre, dans les pays que l'on suppose développés au Nord.

Lutter contre la discrimination, la marginalité et l'exclusion sous ses différentes formes pour obtenir la concrétisation des droits fondamentaux inhérents à chaque être humain, indépendamment de sa condition individuelle, telle est la raison d'être d'organisations de soutien mutuel des personnes handicapées comme l'Association des blessés de guerre du Salvador (ALGES) et Los Angelitos (« Les petits anges », association de pères, mères et familles d'enfants handicapés).

Si cet objectif est difficile à atteindre dans les pays du Nord, il l'est encore davantage dans les pays du Sud. Les obstacles à surmonter sont énormes : y arriver nécessite non seulement une organisation efficace et un combat auprès des personnes concernées mais encore faut-il pouvoir compter sur des appuis, de l'entraide et une coopération solidaire.

Exemple du Salvador : douze années de guerre civile (1980-1992) ont laissé entre 25'000 et 30'000 blessés de guerre, dont 7'000 se sont regroupés dans l'association ALGES au niveau national. Vingt années de politique néolibérale à outrance (1989-2009), appuyée et encouragée par les pays du Nord et leurs instruments de contrôle économique et financier (Banque mondiale, Fonds monétaire international) ont accentué les inégalités entre les « possédants » et les « laissés pour compte ». De plus, ces politiques ont laissé le pays sans ressource, avec de faibles capacités de réponse aux problèmes sociaux. La crise économique et financière mondiale survenue dès 2008 en raison de la cupidité des banquiers et des spéculateurs frappa – et continue de frapper – une économie affaiblie et dépendante des remises de fonds des 30% de la population salvadorienne qui vit à l'extérieur du pays. Voilà en quelques mots le contexte dans lequel tant ALGES que Los Angelitos doivent mener leurs luttes.

ALGES est née en raison du conflit armé. Les blessés de guerre ont vite compris que pour obtenir les bénéfices négociés dans le cadre des Accords de paix – droit aux soins médicaux, maigres pensions pour les invalides, mesures de réinsertion professionnelles et autres – ils devaient s'organiser. Ils savent également que ces bénéfices ne sont pas

suffisants pour s'insérer et se réinsérer dans la vie civile. Ces mêmes personnes savent toutefois qu'elles auront besoin d'un programme de réhabilitation intégrale pour lequel, étant donné la situation du pays caractérisée par un manque de volonté politique et un déficit économique manifeste, elles ne peuvent espérer l'appui du gouvernement ni de l'État.

La coopération est née d'une nécessité concrète: elle a vu le jour grâce aux propositions de blessés de guerre regroupés et elle a obtenu l'appui de personnes et d'organisations de solidarité, principalement en Suisse et en Allemagne, qui avaient déjà témoigné leur solidarité en soutenant la lutte de la population durant la guerre.

Forts de ce soutien solidaire qui remonte à 1993, les blessés de guerre organisés du Chalatenango, un département du pays sévèrement atteint par le conflit, ont développé leur programme de réhabilitation intégrale. Ce dernier repose sur une stratégie communautaire comprenant quatre axes d'action qui sont l'auto-organisation des personnes blessées, l'incidence politique, les soins primaires et la lutte pour l'insertion sociale. En marge de son travail, ALGES a réussi à promouvoir la création d'une organisation de pères, mères et familles d'enfants atteints d'un handicap: Los Angelitos. Actuellement plus de 600 familles sont affiliées à cette organisation présente dans six départements du pays. Depuis 2004, ces deux organisations luttent ensemble pour les droits des personnes handicapées, ce qui signifie qu'elles ont une gestion conjointe de la coopération internationale.

Au fil des années, obtenir cette coopération se fait toujours plus difficile. Beaucoup d'organisations de solidarité en Europe dépendent de fonds publics et d'organismes d'état. Ceux-ci ont souvent une logique d'aide qui n'est pas toujours basée sur la solidarité mais motivée par un intérêt économique, géopolitique et sécuritaire. D'ailleurs, les partenaires du Sud ressentent souvent, au moment de mettre en place une coopération, la préoccupation forte des bailleurs du Nord qui songent dès le départ à savoir comment ils pourront y mettre fin et posent très tôt la question de la stratégie de sortie à un appui donné.

Ce qui ne se voit pas, ou ce que l'on ne veut pas voir, c'est précisément le fait que c'est la politique économique et les relations de pouvoir exercées depuis de Nord qui rendent cette autonomie et cette « durabilité » impossibles.

En ce sens, la coopération internationale solidaire a deux tâches fondamentales: maintenir et, si possible, accroître son appui financier en marge de l'alignement de l'aide et des approches technocratiques prônées par les bailleurs et défendre au Nord la mise en place d'un nouveau paradigme pour la coopération et l'ordre économique mondial. C'est seulement ainsi qu'un autre monde sera possible.

L'association LOS ANGELITOS mène un projet de réhabilitation et intégration sociale des enfants handicapés et des blessés de guerre dans le département de Chalatenango. Ce projet a été initié en 2010 en partenariat avec la Centrale sanitaire suisse romande avec le soutien de la FGC et le financement de l'état et de la Ville de Genève.

Enjeux et débats

« Il faut que l'on parvienne à briser le mur de l'ignorance »

Interview de BAGANDA SAKHO, président du Conseil de la commune rurale de Koar (maire), région de Tambacounda, Sénégal

Quelles sont vos fonctions au Conseil rural de Koar ?

En dehors des compétences sociales, notre travail porte sur la sensibilisation publique, l'animation et l'épargne-crédit. D'autre part, nous essayons de former et d'alphabétiser la population. Il faut savoir que dans ma région, le taux d'illettrisme est très élevé. Au Conseil municipal de Koar, seuls dix conseillers sur trente-six savent lire et écrire.

Nous nous mobilisons également beaucoup sur les questions de souveraineté alimentaire. Nous pensons en effet que l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) et des semences hybrides risque, à terme, de tuer l'agriculture sénégalaise. Ces semences importées ne peuvent être utilisées qu'une fois. En ce sens, elles nous rendent donc esclaves de l'agrobusiness. De plus, le cadre légal sénégalais joue aussi un rôle clé : l'absence de droit de propriété privée sur la terre permet à des firmes étrangères d'exploiter presque gratuitement nos terrains, et cela suscite beaucoup de convoitises. Actuellement, des Espagnols et des Italiens veulent produire des agrocarburants chez nous. Ils promettent aux élus de construire des écoles et des puits mais, si on n'y prend pas garde, ils accapareront nos terres et nos enfants deviendront des ouvriers agricoles. Il y a donc un travail énorme pour sensibiliser les élus et la population sur les dangers de l'agrobusiness.

Quelles relations entretenez-vous avec des collectivités locales du Nord ?

Depuis 1996, nous coopérons avec la communauté de communes de Montrevel-en-Bresse dans l'Ain (France) avec qui nous sommes jumelés et avons un projet de coopération décentralisée. On a beaucoup d'échanges et pas seulement du béton – c'est-à-dire des investissements, des puits – mais surtout sur le plan culturel et humain. Chaque année des élus français viennent chez nous pour voir l'avancée des activités. Cette année, le groupe d'élus sera accompagné de représentants associatifs et des techniciens qui viennent évaluer les possibilités de soutien, notamment dans le domaine de l'eau et du forage de puits. Il y a aussi un appui au fonds de développement local. Ce fonds sert à appuyer des actions sociales. On a ainsi pu créer une salle de classe au collège. Ce partenariat a aussi permis d'introduire le maraîchage.

Ce partenariat permet aussi de sensibiliser notre population sur la vie en Europe. Chez nous, on pense souvent que l'Europe est l'eldorado et que les gens gagnent facilement leur vie. Et quand on loge dans des familles en France et qu'on voit la vie quotidienne d'une femme en milieu rural, cela aide beaucoup à sensibiliser nos villageois sur le fait que l'Europe n'est pas le paradis.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de ces collectivités ?

Je maintiendrais cette question d'échanges, car il faut que l'on parvienne à briser le mur de l'ignorance. On est tous habitants de la même planète mais on ne se connaît pas et cette méconnaissance suscite de la méfiance. En dehors de l'appui financier, il faut donc multiplier les échanges d'expérience. Pour moi c'est la priorité absolue. Les collectivités doivent aussi se considérer sur un pied d'égalité, même si nous sommes plus pauvres.

Dans ma région, il y a 74 collectivités locales françaises qui coopèrent avec des collectivités rurales sénégalaises, et une vingtaine pour l'Italie et l'Espagne. Mais je n'ai pas vu la Suisse dans cette coopération entre collectivités. Il faut que les communes suisses coopèrent davantage avec les collectivités locales du Sud.

Depuis plus de dix ans, les Jardins de Cocagne collaborent avec des collectivités locales de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. Le contact avec ces communes est souvent la suite d'une collaboration antérieure avec des organisations paysannes, leurs leaders devenus des élus au moment de l'instauration des communes dans les années 1990.

Les projets réalisés dans ce cadre favorisent le renforcement des infrastructures et équipements socioéconomiques de base dans la production agricole et dans l'artisanat. Ils touchent aussi à la santé, l'éducation et la formation d'adultes. Ils ne se limitent pas aux seules réalisations matérielles, mais cherchent à susciter une évolution des valeurs et des mentalités, comme des structures sociales. La dimension culturelle joue un rôle déterminant. Les Jardins de Cocagne alimentent un fonds de développement local : les décisions, conditions et modes de réalisation sont complètement dans les mains de la population et de leurs instances.

BAGANDA SAKHO est maire de la commune rurale de Koar. Après presque vingt années passées à Paris, il rentre au pays en 1987 où il s'investit dans le développement de sa région et milite pour la cause paysanne. En ce sens, il s'insurge contre les politiques du Gouvernement sénégalais qui reposent sur l'importation massive de denrées alimentaires.

Enjeux et débats

Acheter équitable change le quotidien d'êtres humains

Par ALEXANDRE MARIÉTHOZ, Solidar Suisse

Solidar Suisse lutte, depuis plusieurs années, pour que les collectivités publiques achètent uniquement des biens produits dans des conditions décentes. Ce combat de longue haleine porte ses fruits.

La plupart des collectivités publiques ne se soucient guère de la provenance des produits qu'elles achètent. Un quart de la pierre naturelle utilisée en Suisse est originaire d'Asie. Or, dans les carrières où sont extraits pavés et bordures de trottoir, les conditions de travail sont désastreuses : salaire de misère, travail des enfants, graves périls pour la santé. La situation n'est guère plus rose en matière de textiles ou de ballons de sport.

Avec sa campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts! », lancée en avril 2008, Solidar Suisse (anciennement OSEO international) a demandé aux collectivités publiques suisses d'appliquer une politique d'achats équitables. Cela signifie que les communes et les cantons doivent exiger de chaque fabricant qu'il respecte les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et la législation du pays de production. Les conventions de l'OIT interdisent le travail forcé et le travail des enfants, garantissent aux syndicats le droit d'organiser les salariés et interdisent la discrimination au travail.

Importants succès

Depuis le lancement de la campagne de Solidar Suisse, 250 communes, dont environ 75 en Suisse romande, se sont engagées sur la voie d'achats publics équitables. A Genève, le Conseil municipal de neuf communes, dont notamment Genève et Vernier, a accepté des motions pour des achats socialement responsables. De plus, sept communes ont initié un processus dans ce sens, suite à des démarches citoyennes lancées par Solidar Suisse.

Les choses bougent aussi sur le plan cantonal. Les législatifs vaudois et genevois ont ainsi accepté, depuis juin 2009, plusieurs interventions parlementaires pour des achats publics équitables. L'État de Genève, l'Association des communes genevoises et le Canton de Vaud ont en outre édité, en juin 2010, le « Guide des achats professionnels responsables » (www.achats-responsables.ch). Ce guide fourmille de conseils utiles pour acheter équitable. Il comporte notamment une liste de labels et certifications pour chaque type de produit. La plupart des communes vaudoises et genevoises ont commencé à l'utiliser.

Onex se distingue

A Genève, la Commune d'Onex a reçu, le 18 janvier 2011, une « pierre équitable ». Cette distinction récompense la première commune de chaque canton romand à avoir opté clairement, suite à la campagne de Solidar Suisse, pour des achats équitables. En réponse à une motion acceptée en mai 2010 par le Conseil municipal, l'exécutif onésien a défini une stratégie exhaustive pour compléter sa pratique actuelle afin de veiller systématiquement à des conditions de travail décentes. Ce faisant, la Commune d'Onex dit non au travail des enfants, au travail forcé et aux salaires de misère.

Quant à la Ville de Genève, sa politique en matière de coopération au développement et d'achats publics a fait l'objet d'une évaluation détaillée de la part de Solidar Suisse, qui a examiné 88 communes dans le cadre d'une évaluation. Genève a décroché la première place en matière de coopération au développement et la seconde (derrière Zurich) s'agissant de sa politique d'achats (voir encadré).

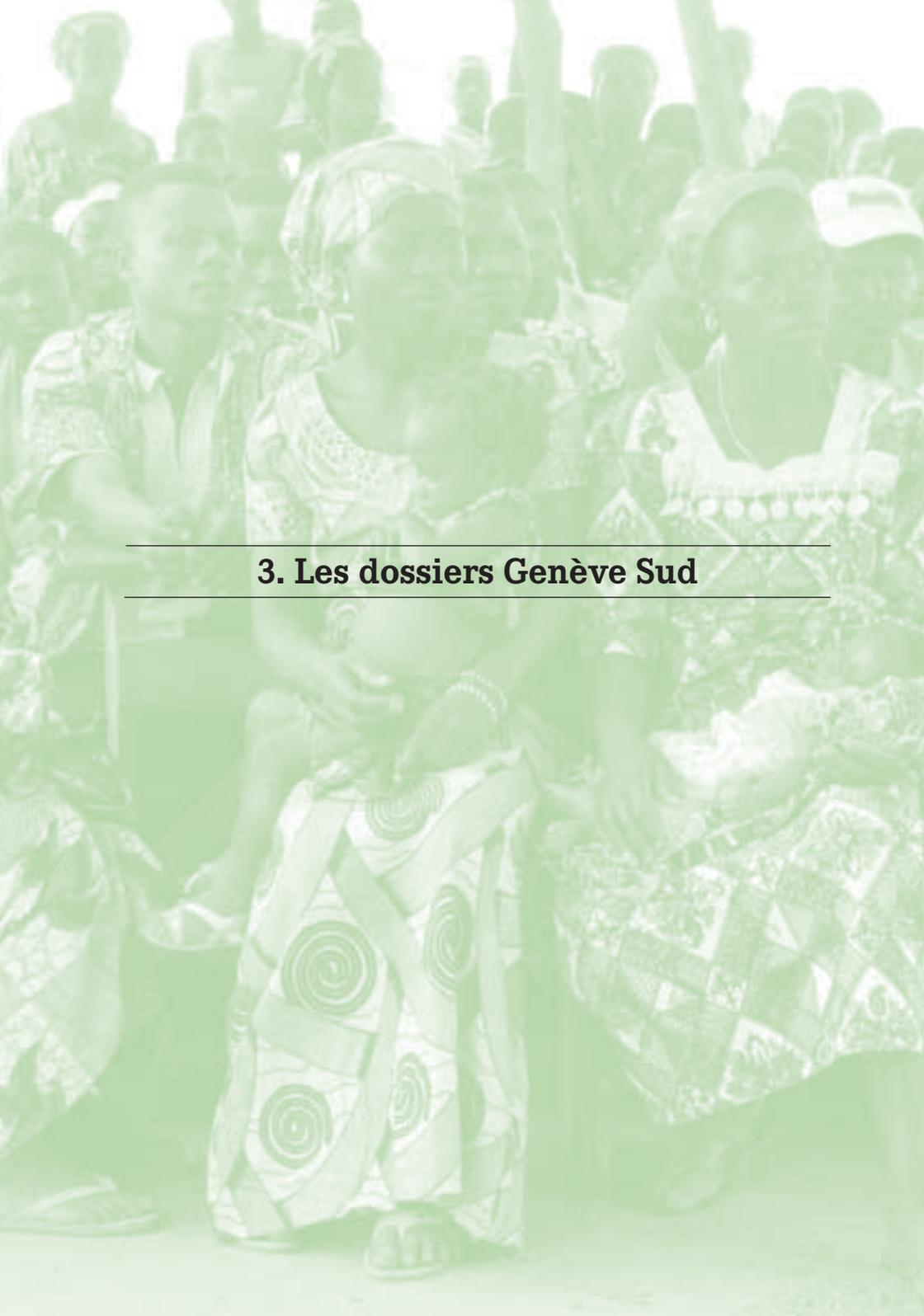
Petits changements, grands effets

Solidar Suisse le constate chaque jour dans le cadre de ses projets : des conditions de travail décentes constituent la clef pour sortir durablement de la pauvreté. Dans ce domaine, les pays du Nord, dont la Suisse, peuvent jouer un rôle essentiel. Notamment en achetant uniquement des produits fabriqués dans des conditions décentes. Une telle politique d'achats change le quotidien de millions d'êtres humains dans le Sud. L'achat d'un ballon de football équitable, qui coûte 30 centimes de plus qu'un ballon « normal », suffit pour qu'une famille puisse vivre décemment, sans avoir besoin de faire trimer ses enfants.

Solidar Suisse espère vivement que toutes les communes genevoises, en particulier celles qui n'ont pas encore répondu aux exigences de la campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts! », s'engageront clairement sur la voie d'achats publics équitables. Des milliers de familles du Sud leur en seront reconnaissantes. www.solidar.ch/fr

Genève, championne suisse

Solidar Suisse a récemment mené une étude pour évaluer dans quelle mesure 88 communes suisses assument leurs responsabilités sociales en matière de coopération au développement et d'achats publics. La Ville de Genève a décroché la seconde place (85 pts), juste derrière Zurich (89 pts), sur la base de données relative à 2009. A Zurich, des coupes absolument drastiques ont cependant frappé la coopération au développement dès le 1^{er} janvier 2011. En intégrant cette donnée, le score de Zurich tomberait à 70 points. La Ville de Genève peut donc être considérée comme la championne suisse de la responsabilité sociale. A noter que les autres communes genevoises examinées, Vernier et Carouge, obtiennent les très honorables 12^e et 13^e rangs.



3. Les dossiers Genève Sud

Les dossiers Genève Sud

Accaparement des terres: peut-on agir localement face à un phénomène mondial ?

Par VALENTINA HEMMELER MAÏGA et ALEXIS CORTHAY, Uniterre Genève



La coalition manifeste à Genève le 7 juin 2011

Derrière la terminologie récente de l'accaparement des terres, se cache un phénomène mondial engagé depuis quelques années mais qui s'est accéléré depuis la dernière crise financière et l'envolée conséquente du prix des denrées alimentaires. Elle a attisé la soif des spéculateurs relayés par des fonds de placement gérés le plus souvent par des banques (UBS, Crédit suisse, Banque Pictet, Sarasin, Julius Bär...). Des fonds d'investissements sont proposés sur le marché des capitaux dont l'objectif consiste à prendre le

contrôle de surfaces les plus vastes possibles. Ceci dans un but soit purement spéculatif – où les terrains sont laissés «en dormance» dans l'attente de voir leur prix s'envoler à la faveur des crises à venir, soit pour développer des monocultures de canne à sucre ou de jatropha pour la production d'agrocarburants, ou encore pour la production de maïs ou de soja afin de ravitailler le cheptel des pays développés.

L'accaparement de terres est l'achat ou la location de terres à long terme (plus de 50 ans) concernant des surfaces d'au moins 10'000 hectares (soit la moitié du Canton de Genève). En 2009, l'accaparement des terres a représenté dix fois la surface de la Suisse ou quarante-cinq fois sa surface agricole! Des millions d'hectares ont déjà été investis, principalement en Afrique: Soudan, Ethiopie, Sierra Leone, Bénin, Madagascar, Mozambique... mais aussi en Amérique latine et en Europe de l'Est. Nombre de ces pays sont également les victimes régulières de crises alimentaires. Sont visées les terres dont l'acquisition pose le moins de problèmes: c'est-à-dire où les acquéreurs profitent d'un certain vide juridique en matière de propriété et dont le prix est forcément plus bas.

On comprendra sans peine pourquoi le continent africain est le principal visé dans ces opérations. Il faut souligner que les contrats liés à ces acquisitions incluent l'eau nécessaire à la mise en culture des surfaces. L'agriculture qui y est développée est de type industriel. Elle n'a besoin que de peu de main d'œuvre, essentiellement saisonnière. C'est dire que ce pseudo développement ne saurait profiter aux populations indigènes, d'autant que l'essentiel des productions envisagées sont destinées à l'exportation. Les populations nomades sont tout particulièrement exposées à ce phénomène d'accaparement et sont sérieusement menacées n'ayant pas de territoire vraiment défini. D'autre part, l'emploi programmé de pesticides, d'engrais et d'OGM risque de compromettre

à long terme la fertilité de ces territoires. Les pollutions inhérentes à ce mode de cultures dégradent les lacs, les nappes et les cours d'eau mettant ainsi en danger la santé des populations locales et l'équilibre des éco-systèmes.

Les principaux acteurs engagés dans l'achat des terres sont la Corée du Sud et des capitaux souverains des pays du Golfe, de la Chine, de l'Inde, d'Israël... Aujourd'hui des tentatives de réglementation voient le jour au sein d'organismes tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), mais elles sont encore formulées sur une base volontaire alors que ces investissements devraient être tout au moins sévèrement réglementés. Sur le plan international, les ébauches d'encadrement de ces nouveaux marchés sont suivies de près par le mouvement paysan La Via Campesina et ses alliés.

La société civile réagit à Genève

En tant que plateforme financière d'importance, la Suisse est également active dans l'offre de fonds de placement liés à des investissements dans les matières premières agricoles. Genève, plus particulièrement, est devenue une plaque tournante du commerce agricole mondial; de nombreuses sociétés s'y sont installées grâce à des avantages fiscaux. Aussi, des « sessions » ou pseudo séminaires de formation y sont régulièrement tenus afin d'orienter les investisseurs internationaux vers ces nouveaux marchés porteurs.

Depuis 2010, une coalition contre l'accaparement des terres s'est formée pour alerter l'opinion publique. En juin 2011 elle a tenu une conférence de presse et manifesté pour dénoncer la présence de l'événement *Jetfin Agro 2011 conference* et pour fustiger l'appui de l'État de Genève. Le Gouvernement genevois a reçu un courrier de la coalition et une interpellation urgente comme une motion parlementaire interpartite ont été déposées au Grand Conseil. Il s'agit d'obtenir des éclaircissements sur l'implication du canton et de mettre à jour l'incohérence de la politique de l'exécutif cantonal: d'une part le soutien au développement durable et aux droits humains et d'autre part l'appui indirect, en tant que sponsor officiel de cet événement, aux activités d'accaparement des terres. Afin de réagir à la présence toujours plus forte au niveau mondial des fonds de pension sur ces marchés (des sommes colossales sont en jeu), la coalition a également demandé que les fonds de pension de la Ville et de l'État n'investissent pas dans l'achat de terres et orientent leurs investissements dans l'économie sociale et solidaire.

UNITERRE est un syndicat agricole. Il entend défendre toutes les paysannes et tous les paysans, sans distinction de production ni de taille d'exploitation. En ce sens, Uniterre soutient une agriculture de proximité contractuelle. La Coalition contre l'accaparement des terres regroupe à Genève des syndicats et organisations paysannes, des syndicats ouvriers, des organisations de la société civile et ONG.
www.uniterre.ch

Les dossiers Genève Sud

Soutien à la filière caféière du Burundi : comment aider autrement ?

Par FERNAND VINCENT, Ired.org

Lorsque la Banque mondiale met en péril l'agriculture paysanne, la société civile s'organise, au Nord comme au Sud, pour faire pression sur les organisations internationales. Le Burundi est le 3^e pays le plus pauvre de la planète, 80% de ses recettes proviennent de l'exportation du café qui représente la principale source de revenus pour près de 55% de la population. Les 145 usines de lavage du café constituent le principal tissu industriel du pays.

La filière café est longtemps restée entièrement contrôlée par l'État qui en gérait tous les maillons : production, transformation et commercialisation. Cependant cette gestion étatique ayant donné lieu à des abus, tous les protagonistes se mettent d'accord au début des années 1990 pour privatiser la filière. Mais la guerre civile qui éclate en 1993 gèle le processus jusqu'en 2005. Cependant, dès 1997, les caféiculteurs s'organisent et récupèrent la filière qui leur est accordée par le gouvernement burundais. La Confédération nationale des associations des caféiculteurs du Burundi (CNAC) est créée en 2004. Ce système de gestion fait ses preuves mais ne satisfait pas pour autant la Banque mondiale qui exige le démantèlement total de la filière et la privatisation des 133 usines publiques de dépulpage, dans le but de contrôler l'exportation du produit.

Précisons que depuis des décennies, une taxe de 60 Fbu (5 ct.) par kilo de café-cerise est prélevée auprès des producteurs dans le but de rembourser la dette contractée par l'État pour la construction des stations de lavage dans les années 80. Les caféiculteurs considèrent donc que les stations dont ils ont remboursé le prêt leur appartiennent au moins partiellement. S'ils ne sont pas opposés à la privatisation, ils en contestent les modalités auprès du gouvernement burundais. Celui-ci émet également des réserves quant à la stratégie proposée par la Banque mondiale et demande que des concertations soient organisées avec les paysans.

Ignorant cette recommandation, la Banque mondiale décide de conditionner ses aides prévues au budget national au lancement de l'appel d'offre proposé par son bureau d'études. L'enjeu est énorme : la Banque mondiale apporte 51% du budget ordinaire burundais en 2009 ! Elle investit dans divers programmes, dont 25 millions de dollars destinés à financer la gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes.

Aussi, le gouvernement est bien obligé de se plier à ces injonctions et lance un premier appel d'offres. Malgré les protestations des caféiculteurs, la multinationale suisse Webcor se voit attribuer trois lots, soit 13 stations de dépulpage et de lavage au prix d'un million de dollars – un prix d'achat dérisoire si l'on songe que l'Union européenne avait injecté en 2008 la somme de 19 millions d'euros pour la seule rénovation des 133 usines.

Dans les provinces où Webcor a acquis des stations, la situation est aujourd'hui au bord de l'implosion et de la révolte populaire car la multinationale paie le café aux producteurs à un prix nettement inférieur que les usines contrôlées par les autres acteurs de la filière. La CNAC dénonce cette pratique d'achat à prix cassés et alerte sur le risque non négligeable d'attiser un conflit armé dans un pays qui en sort à peine.

En Suisse, une campagne de pression s'organise ...

La CNAC et ses partenaires en appellent au soutien des décideurs politiques, des personnalités académiques et des organisations de la société civile pour que la voix des paysans soit prise en compte. Solidarité Socialiste (Belgique) a déjà commencé à agir en lançant une campagne de lobbying auprès du Parlement Européen, de la Banque mondiale et du gouvernement belge.

En Suisse, Ired.org, appuyé par la FGC, a créé un groupe de travail pour s'associer à cette campagne et l'internationaliser. Une série d'actions seront entreprises :

- Lancer une pétition et une campagne de communication pour faire connaître et appuyer les revendications des paysans du Burundi (radio, TV, conférence de presse, Internet).
- Sensibiliser ainsi l'opinion suisse, nos partis politiques, nos élus, pour qu'ils interviennent et soutiennent cette campagne.
- Interpeller nos autorités pour qu'elles obtiennent de la Banque mondiale des informations sur son comportement dans ce dossier des caféiculteurs du Burundi et, plus généralement, sur la méthodologie des projets de développement rural et agricole qu'elle finance à travers le monde, afin que les paysans et leurs organisations puissent participer aux décisions et à la gestion des projets qui les concernent.
- Interpeller les multinationales du commerce international des denrées agricoles, établies à Genève (et il y en a beaucoup!) pour que leur comportement dans les pays du Sud soit conforme à une éthique qui respecte davantage les producteurs.

INNOVATIONS ET RÉSEAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT (Ired.org) est un réseau international de représentations de paysans, d'artisans, de femmes, de coopératives et d'ONG unis par la volonté de sortir de leur isolement et incarner une force organisée de changement.
www.ired.org

Les dossiers Genève-Sud

Migrants africains en Suisse et participation au développement

Par THÉOGÈNE-OCTAVE GAKUBA, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Haute école de travail social de Genève

Contexte migratoire des Africains en Suisse

L'immigration africaine en Suisse est récente. Elle est devenue visible entre les années 1980 et 1990 avec l'arrivée de demandeurs d'asile angolais, érythréens, éthiopiens, zaïrois (ressortissants de l'actuelle République Démocratique du Congo) et somaliens. A cette période, les ressortissants de ces pays fuyaient les guerres civiles ou les violences politiques ainsi que la famine, particulièrement en Ethiopie et en Erythrée. En 2009, la population africaine résidente en Suisse représentait 3% de la population étrangère, ce qui correspond à 73'553 personnes⁵ sur 1'802'886 d'étrangers. La communauté africaine est composée d'étudiants, de réfugiés politiques, de personnes venues en Suisse dans le cadre du regroupement familial, des fonctionnaires internationaux, diplomates et employés des multinationales. Toutes les nationalités africaines sont présentes en Suisse mais les plus représentées sont les Marocains, les Tunisiens, les ressortissants de la République Démocratique du Congo, les Camerounais, les Algériens, les Angolais et les Érythréens. Les Africains qui se trouvent dans le processus de l'asile en Suisse représentent environ 38,5% des requérants d'asile.

Insertion des migrants africains et participation au développement

Comparativement à d'autres populations étrangères en Suisse, les migrants d'Afrique ont plus de difficultés d'insertion professionnelle. Ils connaissent un taux de chômage plus élevé qui pourrait être dû à plusieurs facteurs comme le manque de formation professionnelle supérieure, les restrictions administratives, la discrimination à l'embauche, la non-reconnaissance des diplômes et des expériences professionnelles acquises dans le pays d'origine. En effet, étant des ressortissants non membres de l'UE-AELE, les migrants africains qui n'ont pas de permis d'établissement ou la nationalité suisse sont soumis à des restrictions sur le marché du travail. Seuls les travailleurs qualifiés et les spécialistes sont admis mais de manière limitée. Malgré ces difficultés d'insertion socioprofessionnelle, les migrants africains restent animés par la volonté de participer au développement de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine en initiant des projets dans plusieurs domaines (éducation, santé, commerce...). De telles initiatives permettent aux migrants non seulement de maintenir un lien avec leur pays d'origine mais aussi de mieux s'intégrer en Suisse.

Cette participation suscite un intérêt chez les jeunes migrants africains et plus particulièrement ceux qui sont nés en Suisse et restent attachés à leurs origines. C'est dans cette perspective qu'a été créée la section suisse d'un réseau des jeunes de la diaspora

⁵ Ce nombre ne tient pas compte des personnes de nationalités africaines naturalisées suisses.

africaine en Europe: l'African Diaspora Youth Network in Europe (ADYNE). La mission du réseau est de :

- permettre aux jeunes de la diaspora africaine de jouer un rôle dans le développement de deux continents (Afrique, Europe)
- promouvoir les cultures africaines et la diversité
- promouvoir le dialogue politique entre la jeunesse de la diaspora africaine et les gouvernements ainsi qu'entre les institutions internationales.

De telles initiatives soulignent le rôle des associations de migrants dans la participation au développement. L'immigré africain en Suisse reste un acteur social, un agent de changement qui devrait trouver sa place dans la société d'accueil afin qu'il valorise ses compétences, fasse partager ses expériences et sa culture. Son implication dans le développement passe par son intégration dans la société d'accueil, d'où la nécessité d'une insertion professionnelle réussie et d'une stabilité du titre de séjour. Aussi, le soutien financier des associations de migrants porteuses de projets de développement est indispensable.

Deux associations de migrants africains pour un développement solidaire :

Le réseau afro-européen en santé et recherche (Afro-European medical and Research Network) est une association composée en majorité de médecins d'origine africaine résidents en Suisse qui s'intéressent au développement de la qualité de vie des populations de pays africains où ils sont actifs dans la formation de professionnels de la santé, comme dans l'envoi de matériel médical et la construction d'infrastructures sanitaires.

Le réseau de formation et de recherche sur les migrations africaines est une association créée à Genève en 2005 par des universitaires d'origine africaine et leurs collègues de différentes nationalités. L'un des objectifs est d'impliquer les migrants africains, en premier lieu les jeunes, dans les actions de développement aussi bien en Afrique qu'en Suisse. C'est dans ce cadre que l'association travaille actuellement sur un projet d'échange Suisse-Bénin qui prévoit la participation de jeunes Suisses d'origine africaine aux activités de formation professionnelle de jeunes au Bénin.



À LIRE

« Migrations des jeunes d'Afrique subsaharienne, quels défis pour l'avenir ? »

Sous la coordination de Claudio Bolzman, Théogène-Octave Gakuba et Ibrahima Guissé.

Compétences interculturelles

L'Harmattan, Irfam, Paris (2011)



DEUXIÈME PARTIE

1. Informations préalables

1a. Glossaire

« **L'aide publique au développement (APD)** » qualifie l'ensemble des prestations, dons et prêts préférentiels des États et collectivités publiques des pays industrialisés à destination des **pays en développement (PED)** dont le but est de favoriser le développement social et économique. Elle englobe la coopération au développement, l'aide humanitaire et la sensibilisation Nord-Sud. L'APD fait office de convention unifiée pour quantifier les efforts des pays industrialisés dans la solidarité internationale. Certains éléments de cette base de calcul sont contestés par des ONG, notamment en raison de l'inclusion des mesures de désendettement des pays en développement et de certaines dépenses étatiques consacrées aux requérants d'asile dans les pays industrialisés.

L'ONU recommande aux pays industrialisés de consacrer **0.7% de leur Revenu national brut (RNB)** à l'APD. Si la Suisse y a consacré 0.41 % de son RNB en 2010, plusieurs pays atteignent cet objectif et d'autres s'y sont engagés à différents horizons. De nombreuses collectivités locales adoptent ce principe de solidarité en consacrant 0.7% de leurs dépenses de fonctionnement à l'APD.

« **La coopération au développement** » vise l'amélioration à moyen et à long terme des conditions de vie des populations dans les pays en développement. Son ambition est d'apporter des changements structurels et durables. Elle peut revêtir de nombreuses formes, allant du transfert de connaissances et de techniques, du renforcement d'institutions, au développement d'infrastructures, notamment dans le domaine environnemental, sanitaire, agricole et éducatif.

De nos jours, le mot « coopération » est préféré à « aide » suivant l'approche des partenariats. Cette dernière traduit la volonté d'équilibrer les relations entre pourvoyeur et bénéficiaire de coopération au développement afin qu'elles ne soient plus autant verticales qu'auparavant mais faites d'échanges, de transparence et d'obligations mutuelles.

« **L'aide humanitaire** » cherche à soulager, en principe à court terme, une situation de détresse, principalement en cas d'extrême pauvreté, de catastrophe naturelle, de conflit armé et de déplacement forcé de populations. De telles circonstances peuvent engendrer une insécurité alimentaire et sanitaire. L'aide humanitaire vise à y remédier par l'apport matériel (denrées alimentaires et biens de première nécessité, tentes), logistique ou de personnel d'intervention.

« **La sensibilisation Nord-Sud** » vise à faire connaître aux populations du Nord (ou des « pays industrialisés ») les réalités des pays du Sud (ou des « pays en développement »). Elle se matérialise le plus souvent sous forme de publications, conférences, campagnes d'information et échanges avec les pays en développement. Elle peut aussi revêtir la forme d'actions de plaidoyer pour la solidarité internationale, ou du moins pour certaines de ses variantes.

« La sensibilisation Nord-Sud » renforce les réflexions à propos de problématiques cruciales pour les pays en développement et du rôle de la solidarité internationale. Ainsi, elle donne l'opportunité de considérer les relations Nord-Sud et les questions de développement dans les politiques et les choix de société des pays industrialisés, tout comme dans les comportements individuels.

« La coopération décentralisée » comprend les initiatives de coopération, de partenariat et de jumelage entre collectivités locales des pays industrialisés et des pays en développement. La décentralisation renforce le partage d'expérience, la réflexion et le travail opérationnel en réseaux, souvent en faveur de programmes transversaux. Elle peut viser à améliorer les services publics d'une collectivité locale, ou soutenir des processus de décentralisation politique dans les pays du Sud.

« La cohérence » démontre une absence de contradiction aussi définitive que possible entre les diverses politiques sectorielles d'un acteur, d'une collectivité ou d'un État. Cette approche est utilisée pour confronter les engagements dans les activités d'aide publique au développement aux autres politiques publiques d'un État ou d'une collectivité. L'action d'un État est incohérente lorsque celui-ci apporte une aide au développement mais qu'il applique en même temps une politique étrangère qui sape les efforts de développement.

« Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) » sont huit objectifs communs adoptés par les États membres de l'ONU. Fixés en septembre 2000, ils doivent permettre de réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici à 2015. Ils sont :

1. Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Certaines définitions sont adaptées de « L'ABC de la politique de développement », Département fédéral des affaires étrangères (2011) www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_199148.pdf

1b. Liste des pays bénéficiaires d'aide publique au développement

Pays les moins avancés	Pays à faibles revenus RNB par habitant: moins de \$ 935 (2007)	Pays et territoires à revenu intermédiaire, tranche inférieure RNB par habitant: \$ 936 à 3'705 (2007)	Pays et territoires à revenu intermédiaires tranche supérieure RNB par habitant: \$ 3'706 à 11'455 (2007)
Afghanistan	Corée du Nord	Albanie	Afrique du Sud
Angola	Côte d'Ivoire	Algérie	Anguilla
Bangladesh	Ghana	Arménie	Antigua-et-Barbuda
Bénin	Kenya	Azerbaïdjan	Argentine
Bhoutan	Kirghizistan	Bolivie	Bardbade
Burkina Faso	Nigéria	Bosnie-Herzégovine	Bélarus
Burundi	Ouzbékistan	Cameroun	Belize
Cambodge	Pakistan	Cap-Vert	Botswana
République Centrafricaine	Papouasie-Nouvelle-	Chine	Brésil
Comores	Guinée	Colombie	Chili
Congo RD	Tadjikistan	Congo Rép.	Cook, îles
Djibouti	Viêtnam	République Dominicaine	Costa Rica
Erythrée	Zimbabwe	Égypte	Croatie
Ethiopie		El Salvador	Cuba
Gambie		Équateur	Dominique
République de Guinée		Macédoine	Fidji
Guinée-équatoriale		Géorgie	Gabon
Guinée-Bissau		Guatemala	Grenade
Haïti		Guyana	Jamaïque
Kiribati		Honduras	Kazakhstan
Laos		Inde	Liban
Lesotho		Indonésie	Libye
Liberia		Irak	Malaisie
Madagascar		Iran	Maurice
Malawi		Jordanie	Mayotte(*)
Maldives		Kosovo	Mexique
Mali		Maroc	Monténégro
Mauritanie		Marshall, îles	Montserrat(*)
Mozambique		Micronésie	Nauru
Birmanie		Moldova	Oman
Népal		Mongolie	Palau
Niger		Namibie	Panama
Ouganda		Nicaragua	Serbie
Rwanda		Niue	Seychelles
Salomon, îles		Palestine(*)	Ste Lucie
Samoa		Paraguay	Ste Hélène(*)
Sao Tomé et Príncipe		Pérou	St-Kitts et Nevis
Sénégal		Philippines	St-Vincent et Grenadines
Sierra Leone		Sri Lanka	Suriname
Somalie		Swaziland	Trinité-et-Tobago
Soudan		Syrie	Turquie
Tanzanie		Tibet(*)	Uruguay
Tchad		Thaïlande	Venezuela
Timor oriental		Tokelau(*)	
Togo		Tonga	
Tuvalu		Tunisie	
Vanuatu		Turkménistan	
Yemen		Ukraine	
Zambie		Wallis et Futuna(*)	

(*) territoires

Source: « Liste des bénéficiaires d'APD » établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, effective pour la notification des apports de 2009 et 2010. Certaines dénominations de pays et régions ont été adaptées indépendamment de leur statut international (Palestine, Tibet)

Pourquoi la Roumanie n'est pas un pays en développement ?

La liste ci-contre, établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, énumère les pays et territoires éligibles pour recevoir de l'aide publique au développement. Elle se rapporte à la richesse d'un pays mesurée par son revenu brut par habitant. Cette classification permet de quantifier les efforts des pays riches envers ceux à revenus inférieurs. Les contributions apportées en dehors de ces pays ne sont pas considérées comme de l'aide publique au développement.

Avec un revenu brut par habitant de 7'535 USD (contre 67'236 USD pour la Suisse), la Roumanie serait toujours considérée comme un pays en développement par l'OCDE si elle n'avait pas rejoint l'Union Européenne (UE) en 2007 : tous les pays membres de l'UE et du G8 sont exclus de la liste des bénéficiaires, tout comme les candidats à l'UE dont la date d'adhésion est fixée.

Un autre indicateur utilisé pour évaluer le développement d'un pays est l'Indice de développement humain (IDH), élaboré par le Programme de développement des Nations Unies. Il dépasse la simple mesure économique en synthétisant trois critères : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. En 2010, la Roumanie est classée en 50^e position sur les 169 pays recensés par l'IDH et figure dans le groupe de pays à « IDH élevé » (la Suisse occupe le 13^e rang).

1c. Indications sur les sources et la méthodologie

Sources

Données statistiques des contributions de solidarité internationale: fournies par les collectivités genevoises en réponse à l'enquête par questionnaire adressée par la FGC.

Les données statistiques (2010) des communes d'Avully, Cologny, Corsier, Genthod et Gy ont été fournies par l'institut Datadoxa mandaté par la Direction du développement et de la coopération.

Population au 31.12.2010: « Statistique cantonale de la population résidente », Office cantonal de la statistique et Office cantonal de la population

Dépenses de fonctionnement des communes genevoises (2005, 2010): Service de surveillance des communes (2010: données avant contrôle).

Les dépenses de fonctionnement comprennent l'ensemble des charges effectives de fonctionnement de l'exercice comptable annuel, telles qu'elles figurent dans les comptes des collectivités (amortissements compris; imputations internes exclues). C'est en rapport à ce montant qu'est calculé le pourcentage de solidarité internationale (et l'objectif de 0.7%).

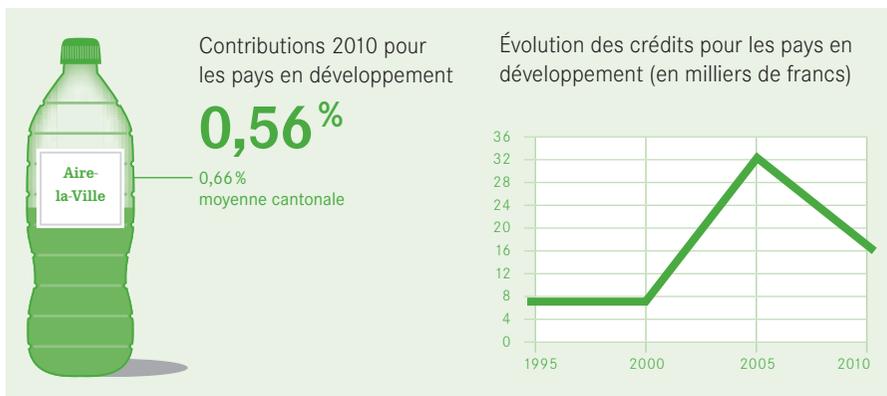
Adaptations effectuées sur les données fournies par les collectivités

- Ventilation des contributions sur une base cohérente entre coopération au développement, aide humanitaire et sensibilisation Nord-Sud.
- Harmonisation des intitulés des activités.
- Seules les contributions à destination des pays en développement (et pour la sensibilisation Nord-Sud en Suisse) sont comptabilisées. Les contributions en dehors de ces pays apparaissent distinctement à titre indicatif et ne sont pas considérées dans le décompte d'aide publique au développement.
- Certaines activités déclarées par les communes n'ont pas été retenues, ou seulement à titre indicatif, lorsque le libellé indiquait qu'il ne s'agissait pas d'aide publique au développement.
- La définition des subventions de fonctionnement est limitée à la participation financière au fonctionnement d'organisations de solidarité internationale, généralement basées à Genève ou en Suisse (prise en charge de salaires, loyers et autres frais de fonctionnement).



2. Contribution des collectivités publiques genevoises (2010)

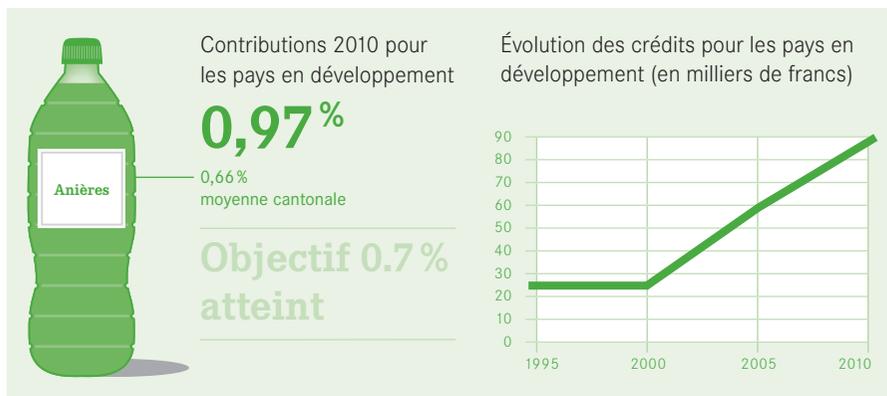
Aire-la-Ville 1'161 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		13'500.-
Burkina Faso	Communes de la Champagne Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	6'000.-
Tibet	Les amis du Tibet – Amenée d'eau potable	7'500.-
Aide humanitaire		2'500.-
Haïti (séisme)	Kombit	2'500.-
Total des contributions versées		16'000.-
Contribution par habitant		13.78

Anières 2'537 HABITANTS



Contributions versées en 2010

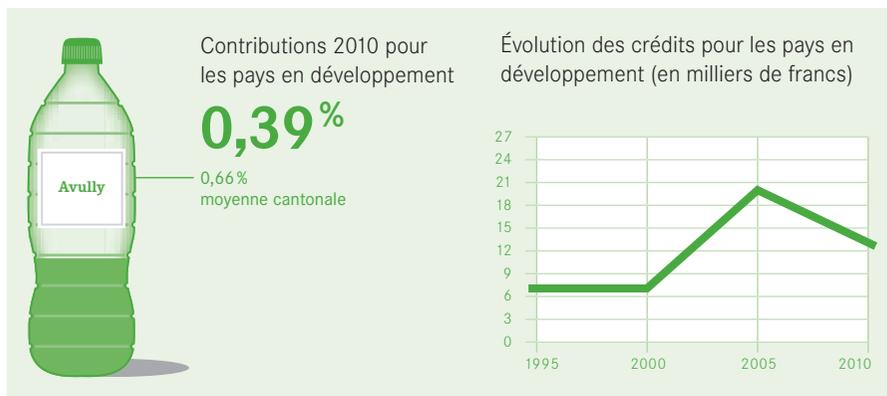
Coopération au développement		75'000.-
Afrique	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	5'000.-
Argentine	Ninos Argentina – Orphelinats	5'000.-
Bolivie	Voix libres – Microcrédits	10'000.-
Haïti	Aide au développement agricole en Haïti Poulailler et bergerie	6'000.-
	Fondation Dallas Monnin – Reboisement	5'000.-
Inde	International foundation for population and development – Dispensaires : formation dans les bidonvilles	6'500.-
	Navjyoti – Aide aux femmes	6'000.-
Kenya	Surya – Construction d'un centre pour enfants des rues	7'500.-
	H2O énergies – Purification d'eau et puits	5'000.-
Madagascar	Hope international – Autonomie alimentaire d'un lycée	5'000.-
	Anitié – Accès à l'eau potable : puits et forage	5'000.-
Mali	Medes sapcom – Dispensaires	9'000.-

Anières

Aide humanitaire		15'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	15'000.-
Total des contributions versées		90'000.-
Contribution par habitant		35.47

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Anières

- La sélection des projets tient compte des liens avec la commune et du travail de proximité des associations.
- Une démarche d'analyse d'impact des contributions est appliquée.
- En 2007, la commune s'est dotée d'un « Règlement du fonds aide humanitaire » qui formalise l'objectif de 0.7%.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement 9'000.-

Burkina Faso	Communes de la Champagne	9'000.-
	Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	

Aide humanitaire 3'500.-

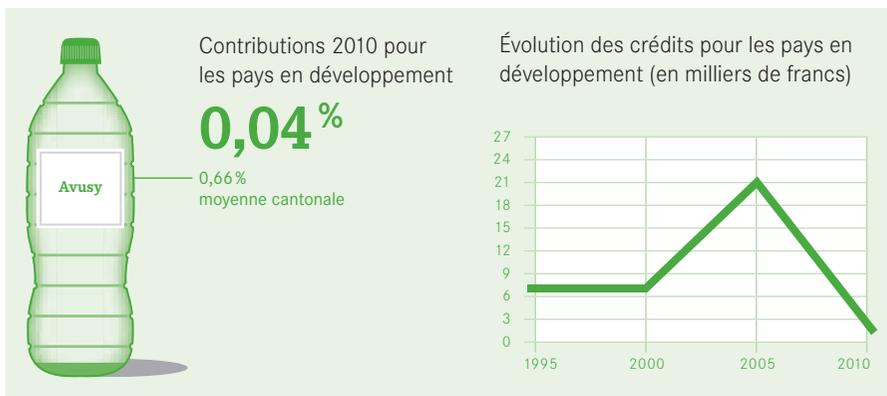
Chili (séisme)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	1'500.-

Total des contributions versées 12'500.-

Contribution par habitant	7.12
---------------------------	------

Contributions hors pays en développement 6'000.-

Roumanie	Avully-Remetea – Soutien au village de Remetea	6'000.-
----------	---	---------



Contributions versées en 2010

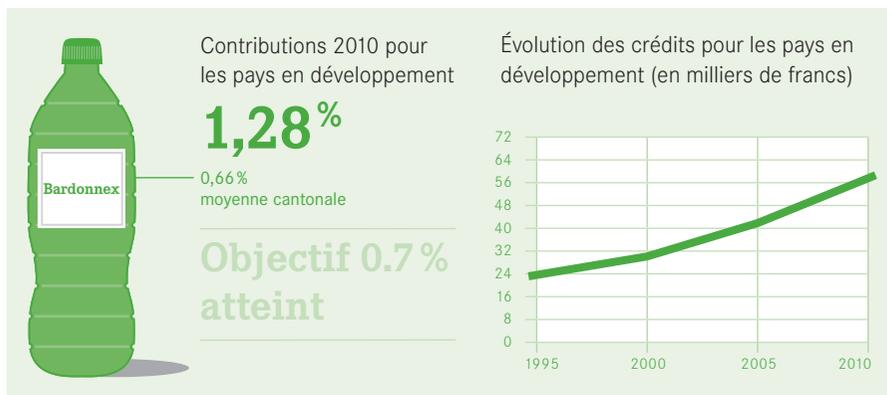
Coopération au développement **1'500.-**

Burkina Faso **Communes de la Champagne** 1'500.-
Centre de formation artisanal et professionnel à Pô

Total des contributions versées **1'500.-**

Contribution par habitant 1.08

Bardonnex 2'221 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		42'000.-
Brésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	1'500.-
Équateur	Fundacion Para los Indios del Ecuador Mise en place d'un élevage de poules	1'500.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home Orphelinat pour les filles de Madurai	3'000.-
	Humanium – Santé et microfinance	3'000.-
	Paadhai – Scolarisation, conditions de travail des femmes et intégration des handicapés	1'500.-
	Ushagram – Groupes d'entraide de femmes (autonomie, alphabétisation)	1'500.-
Madagascar	Hope international – Autonomie alimentaire d'un lycée	1'500.-
Mongolie	Association projets Mongolie Serres froides pour une production diversifiée	3'000.-
Népal	Singla – Construction et fonctionnement d'une école	3'000.-
	Surya Équipement d'une clinique et mise en route des soins	1'500.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis Forage de puits, réhabilitation d'écoles de brousse	1'500.-
Pérou	Association andine de Genève – Santé dentaire à l'école	1'500.-

Bardonnex

Sénégal	Irha maison internationale Accès à l'eau et gestion de l'eau de pluie	4'500.-
	Le Grami – Construction d'un puits pour l'arrosage de plantes médicinales	3'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle Programme de formation professionnelle	1'500.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong – Scolarisation d'enfants	4'500.-
Tibet	Les amis du Tibet Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	4'500.-

Aide humanitaire	16'535.-
-------------------------	-----------------

Burkina Faso	Morija – Lutte contre la malnutrition des enfants	1'500.-
Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse	3'035.-
	Association Roger Riou	5'000.-
	Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt	4'500.-
	Terre des hommes	2'500.-

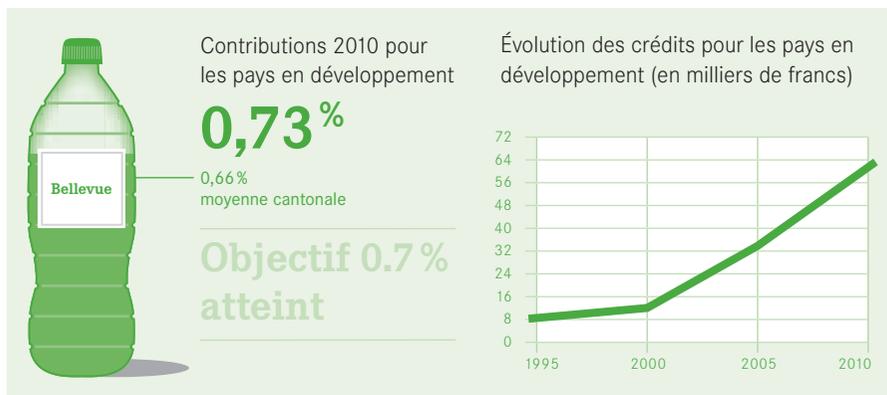
Total des contributions versées	58'535.-
--	-----------------

Contribution par habitant	26.36
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Bardonnex

- Une grille de critères est utilisée pour la sélection des projets, et l'évaluation des activités et objectifs qui s'y rapportent.

Bellevue 3'216 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		47'000.-
Amérique latine	Casa Alianza – Enfants des rues	2'000.-
Bénin	Cadelup – Poulailler	1'500.-
	Le Sothiou – Installation de cabinets dentaires	3'000.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou – Bâtiment scolaire pour prolonger l'éducation de quatre années	2'500.-
	Syldep – Enseignement, création d'infrastructures et d'emplois en milieu scolaire	2'000.-
	Yankadiy Formation culturelle: théâtre, musique et danse	2'000.-
Ghana	Chance for Children Scolarisation des jeunes filles de la rue	3'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home Orphelinat pour les filles de Madurai	4'000.-
Kenya	H2O énergies – Filtration, purification et distribution d'eau potable, abreuvoirs pour bétail	3'000.-
Maroc	AlpAtlas – Ouverture de 33 écoles à Khénifra	3'000.-
Mongolie	Association projets Mongolie – Laiterie-fromagerie	4'000.-
Mozambique	Médecins sans frontières VIH: dépistage, prévention et soins	2'500.-

Bellevue

Népal	Ehl smile Projet « école-hôtel »:formation aux métiers de l'hôtellerie	3'000.-
	Singla – Réaménagement d'une école en partenariat avec des populations montagnardes	4'000.-
République Dominicaine	Les enfants de l'arc-en-ciel – Centre scolaire pour enfants défavorisés de 7 à 18 ans	5'000.-
Viêtnam	SOS enfants des rues – Amélioration du bâtiment d'un pensionnat pour filles	2'500.-

Aide humanitaire 12'500.-

Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Enfants démunis	3'500.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	2'000.-
	Lumière pour Haïti École, bourse d'études, cantine et pépinière	5'000.-
	Médecins sans frontières	1'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	1'000.-

Sensibilisation Nord-Sud 4'000.-

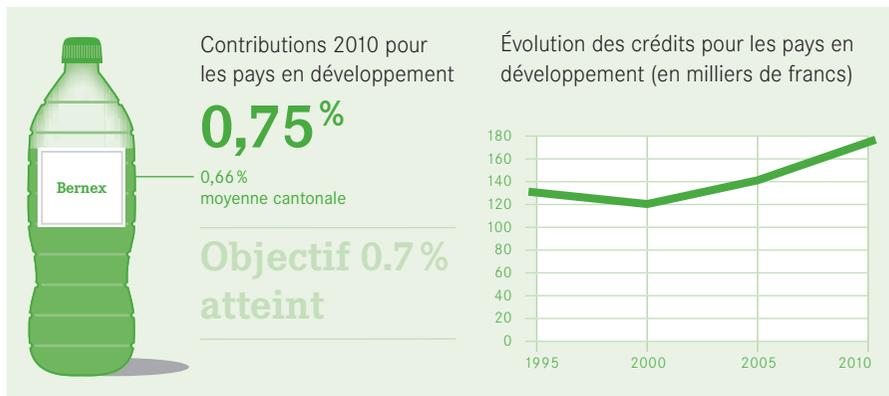
Mandat international Permanence d'accueil et d'information	4'000.-
--	---------

Total des contributions versées 63'500.-

Contribution par habitant	19.75
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Bellevue

- Souhaite une présence sur différents pays et continents.
- Exige la neutralité politique et confessionnelle.
- Privilégie des projets à taille modeste qui autorisent une prise en charge substantielle des coûts par la commune.
- Nécessite un retour d'information sur les projets et l'obtention de renseignements de première main.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		152'760.-
En collaboration avec la FGC		75'000.-
Haïti	Commission tiers-monde de l'église protestante Renforcement de producteurs de café dans la Grand'Anse	25'000.-
Inde	Frères de nos frères – Développement rural parmi les populations tribales de l'Orissa	25'000.-
Nicaragua	Action de soutien à l'enfance démunie Éducation primaire dans cinq communautés rurales, municipalité de Santa Maria de Pantasma	25'000.-
Autres collaborations		77'760.-
Afghanistan	International assistance mission Formation aux soins de base et aux situations d'urgence	3'000.-
Bénin	Cycle d'orientation de Vuillonex Classe solidaire (construction d'une école)	12'000.-
	Solidarité avec les villages du Bénin – Programme de prévention contre le diabète, commune d'Allad	2'000.-
Bolivie	Uyarina Réinsertion scolaire des enfants et jeunes	1'500.-

Bernex

Burkina Faso	Bilifou-Bilifou – Scolarisation et santé Nouvelle planète Construction d'une école à Songpelsé	2'000.- 500.-
Cambodge	Aide et action – Accès à l'information et à la lecture :centres éducatifs et biblio-motos dans cinq provinces	3'000.-
Cuba	Medicuba Amélioration des outils de suivi des patients en pédiatrie et contrôle des infections des enfants transplantés	4'000.-
Guatemala	Vivamos mejor – Jardins d'enfants interculturels à Nahualate, Haut Pays d'Atitlán	2'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home Orphelinat pour les filles de Madurai	2'000.-
International	Action de soutien à l'enfance démunie Soutien d'enfants en extrême pauvreté ou handicapés Campagne internationale contre la torture – Formation et appui aux jeunes défenseurs des droits humains Terre des hommes – Marche de l'espoir	2'000.- 2'500.- 1'860.-
Israël-Palestine	Fondation Surgir – Groupe de soutien pour femmes victimes de violences sexuelles à Jérusalem	2'000.-
Laos	Ban Khok Na Ko – Construction d'écoles intégrées (école, ferme scolaire, jardin potager)	3'000.-
Madagascar	Doria – Mise en œuvre de l'Agenda 21, communes d'Androvakely, Antanetibé, et Belanitra	4'000.-
Mali	Reso-femmes – Promotion de la participation politique des femmes et soutien au marché de poisson Solférino Construction d'une salle informatique pour élèves	4'000.- 1'000.-
Mongolie	Association projets Mongolie – Centre horticole, formation au maraîchage, quartiers est de Oulan-Bator	1'500.-
Népal	Surya – Structures sanitaires locales pour diminuer la mortalité materno-infantile	2'000.-
Pérou	Association andine de Genève – Soins dentaires à l'école Vista Alegre à Tacna Misioneras de Jesus Verbo y Victima Alphabétisation, soutien médical et alimentaire auprès d'enfants abandonnés et de personnes âgées	400.- 1'000.-
République de Guinée	Apprentissage sans frontières – Centre de formation en broderie et couture pour les jeunes filles	3'000.-

Bernex

Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l'économie locale de Bisesero	3'000.-
Sénégal	Le Grami – Hôpital traditionnel de Keur Massar : autonomisation financière et soins par les plantes traditionnelles	2'000.-
	Nouvelle planète Construction de deux classes d'école primaire	500.-
Sri Lanka	Project new eyes-iris Prévention de la cécité et restauration de la vue	3'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Scolarisation d'enfants des montagnes	2'000.-
Togo	Pro education Africa – Apport matériel pour une école et création d'un centre informatique pour les étudiants universitaires de Lomé	5'000.-
PED, non spécifié	EuforIA – Sommet ELAYS : Inspirer des jeunes à développer des projets de changement social novateur	2'000.-

Aide humanitaire **26'000.-**

Haïti (séisme)	Anmwe pour Ayiti / Secours pour Haïti Aide aux victimes du séisme	2'000.-
	Association Roger Riou - Reconstruction d'une école	2'000.-
	Caritas	10'000.-
	Coup de pouce Suisse-Haïti – Formation scolaire et professionnelle, parrainages, reconstruction d'écoles	2'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	10'000.-

Total des contributions versées **178'760.-**

Contribution par habitant 18.31

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Bernex

- Favorise la mobilisation collective et la participation des bénéficiaires sur le terrain.
- Envisage une progressivité dans les activités pour conduire vers une plus grande reconnaissance et autonomie des bénéficiaires à moyen terme.
- Veille à obtenir un retour d'information à propos des projets soutenus.
- Promeut la sensibilisation sur les questions de développement.



Domaines d'intervention	Agriculture, emploi, développement rural, formation
Zone d'intervention	État de l'Orissa, sous-district de Kusumi, Inde
Durée	2 ans (2010-2012)
Financement	146'646 Fr.
Bailleurs	Bernex, État de Genève, Plan-les-Ouates, Ville de Genève

Bernex > Inde

Développement rural parmi les populations tribales de l'Orissa

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

Le sous-district de Kusumi est composé de forêts et terrains vallonnés. La population, majoritairement tribale ou issue des basses castes, cultive le riz sur les terres planes avec de faibles rendements. Dans ce contexte, l'association **DULAL** introduit un modèle pour cultiver des terres non irrigables sur les dénivellations. Pour ce faire, les paysans sont formés à des techniques simples et adaptées au milieu. Il s'agit aussi de favoriser la production d'engrais et de pesticides organiques et d'encourager la commercialisation des produits.

Activités et résultats

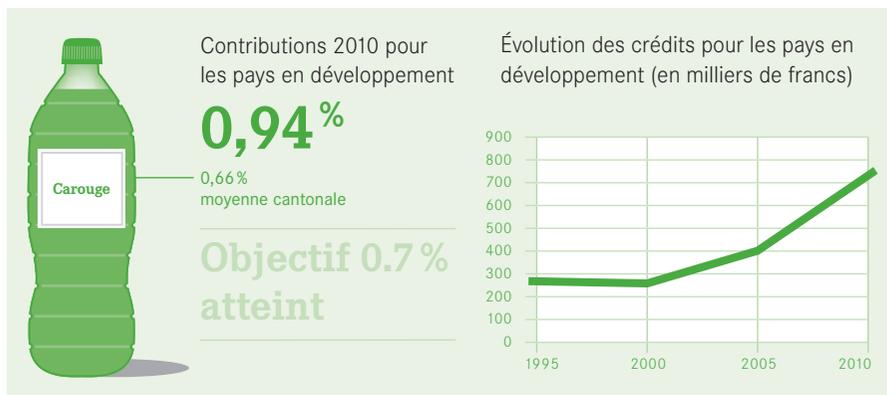
Entre 2005 et 2009, les deux premières phases de ce projet ont montré d'excellents résultats: 600 acres ont été valorisés, ils bénéficient à 670 familles. Depuis 2010, le prolongement de ce projet vise à améliorer l'entretien des terres et cultiver de nouveaux terrains. Cent cinquante fermiers ont préparé les terres, aménagé les clôtures, creusé des fosses et appliqué des engrais. Plusieurs milliers de manguiers et d'arbres de cajou ont été plantés. En parallèle à l'augmentation des revenus de la population, on constate une diminution de l'exode rural des jeunes, tout comme un changement d'attitude des populations tribales face à leur avenir: elles n'ont plus peur de faire entendre leur voix.

Association membre porteuse du projet



Frères de nos frères est une association de solidarité créée en 1965. Elle intervient auprès de populations défavorisées de manière durable et respectueuse des traditions locales. Ses domaines d'activité sont la santé, l'éducation, l'agriculture, l'hydraulique et le microcrédit. Frères de nos frères est membre de la FGC depuis 1980 et compte environ 35 membres actifs et 5'500 donateurs. www.fdnf.org

Carouge 19'904 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		673'392.-
En collaboration avec la FGC		597'892.-
Afrique	Ired.org Renforcement des organisations de la société civile	60'000.-
Amérique latine	Recherches et applications de financements alternatifs au développement Faciliter l'accès au microcrédit par la formation	49'546.-
Argentine	Mouvement pour la coopération internationale Appui aux initiatives communautaires pour un développement participatif et renforcement d'une plateforme sociale et environnementale, municipalité de La Plata	35'617.-
Brésil	Mouvement populaire des familles Menuiserie Vida Nova: formation professionnelle et sociale pour adolescents et jeunes, Ville de Joao Pessoa	40'000.-
Congo RD	Caritas – Consolidation des organisations paysannes et des Unions du Mayumbe, Bas Congo	60'000.-
Guatemala	Enfants du monde Éducation bilingue interculturelle à Alta Verapaz	60'000.-
Haïti	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Formation professionnelle de jeunes, promotion et commercialisation de l'artisanat	47'844.-

Carouge

Niger	Equiterre – Adaptation des pratiques pastorales, département de Dakoro	60'000.-
Pérou	Genève tiers-monde – Des municipalités actives dans la protection des enfants et des adolescents travailleurs	31'140.-
Sénégal	Les jardins de Cocagne – Autonomisation des caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel	60'000.-
Tanzanie	Association pour le développement des aires protégées – Gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga	35'000.-
Togo	Genève tiers-monde – Développement du maraîchage dans les régions Centrale et de la Kara	30'000.-
Uruguay	Mouvement pour la coopération internationale Prévention des grossesses précoces et promotion de la citoyenneté chez les adolescentes des milieux défavorisés, Montevideo	22'745.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	6'000.-
Autres collaborations		75'500.-
Afrique	H2O énergies Poursuite de l'installation d'un système de filtration de l'eau	1'000.-
	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	2'500.-
Argentine	Mate Cocido – Atelier de formation agroécologique	6'000.-
Bolivie	Uyarina – Soutien psychologique auprès des enfants des rues de Cochabamba	2'000.-
Brésil	Helina Brésil – Formations en agroéconomie et agriculture	2'500.-
Burkina Faso	Groupe Afrika 10 – Électrification d'une école, atelier de recharge de batterie et de location d'outils	2'000.-
	Hop Burkina – Parrainage d'élèves et centre multimédia	2'000.-
Colombie	Lectures partagées – Construction d'une bibliothèque	5'000.-
Congo RD	Groupe de réflexion sur l'Afrique et le Congo RD Appui post-conflit à l'Institut de développement de Bukavu	5'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home Orphelinat pour les filles de Madurai	3'000.-
	Surya Construction de bâtiments pour accueillir des enfants	5'000.-

Carouge

International	Institut international des droits de l'enfant Séances d'information sur les droits des enfants	2'000.-
	Organisation mondiale contre la torture Surveillance du traitement des enfants privés de liberté	5'000.-
Israël-Palestine	Fondation Surgir – Accompagnement de femmes victimes de violences sexuelles	2'000.-
Kenya	Maasai aid Lutte contre les mutilations génitales féminines	3'000.-
Mali	Medes sapcom – Egalité des droits hommes-femmes, accès à la santé pour tous	5'500.-
Mongolie	Association projets Mongolie Financement de l'équipement d'une laiterie	5'000.-
Niger	Association Suisse-Niger – Construction d'une bibliothèque, complexe scolaire de Banifandou à Niamey	2'000.-
Sénégal	Nouvelle planète – Construction de salles de classe	4'000.-
	Solidarité N'Dem – Achat d'un véhicule 4x4 pour référer des villageois vers les dispensaires avoisinants	5'000.-
Togo	Assikloassi – Achèvement d'un bâtiment de quatre classes	4'000.-
PED, non spécifié	Campagne internationale contre la torture Formation et appui aux jeunes défenseurs de droits humains	2'000.-

Aide humanitaire **90'000.-**

Haïti (séisme)	Chénot	10'000.-
	Coup de pouce Suisse-Haïti Formation scolaire et professionnelle, parrainages	10'000.-
	Croix-rouge suisse	20'000.-
	Eirene	10'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	40'000.-

Total des contributions versées

763'392.-

Contribution par habitant

38.35

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Carouge

- Appuie en priorité les petites associations dont les frais d'administration et de communication sont réduits.
- La participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités est attendue, tout comme les effets démultiplicateurs, pour éviter la dépendance à l'aide et soutenir l'autonomie.
- En dehors des soutiens aux associations membres de la FGC, les contributions visent des activités concrètes aux coûts modestes, notamment dans le domaine de l'éducation et de la réduction des inégalités de genre.
- En 2008, il a été décidé d'élever la part allouée à la solidarité internationale de 0.7% à 1%.

Carouge > Afrique

Renforcement institutionnel des organisations de la société civile

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Emploi, renforcement de la société civile, réseaux, alimentation
Zone d'intervention	Afrique
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	398'994 Fr.
Bailleurs	Carouge, État de Genève, Ville de Genève

Contexte et objectifs

En dépit d'immenses richesses naturelles, les populations d'Afrique centrale sont les plus pauvres au monde. La bonne gouvernance et une gestion transparente des ressources représentent une condition sine qua non au développement social. Pour associer la société civile à ce défi, le réseau **Dynamiques africaines** souhaite s'imposer comme interlocuteur des instances politiques. A cet effet, il est appuyé par l'association burundaise **ADISCO**.

Activités et résultats

Les débuts de cette nouvelle phase se sont concentrés sur la problématique de la souveraineté alimentaire. Au Burundi, un noyau d'organisations s'est formé pour mener des actions de plaidoyer sur les politiques agricoles. A cette fin, une conférence pré-électorale fut organisée à l'attention des élus. De plus, un livre blanc sur le riz au Burundi fut édité et présenté lors d'une soirée mêlant paysans parlementaires et ministres. Ce mouvement a remporté une victoire: le budget national du secteur agricole a doublé, passant de 3% à 6.18%. Des initiatives ont également été lancées dans d'autres pays d'Afrique centrale. En ce sens, des formations ont été dispensées aux cadres des sociétés civiles de sept pays. Cependant, le réseau Dynamiques africaines a connu des dysfonctionnements et une réforme interne doit faciliter la poursuite des activités.

Association membre porteuse du projet



Innovations et réseaux pour le développement (Ired.org) est un réseau international de représentations de paysans, d'artisans, de femmes, de coopératives et d'ONG unis par la volonté de sortir de leur isolement et incarner une force organisée de changement. Ired.org est membre de la FGC depuis 1981 et compte 10 membres. www.ired.org



Domaines d'intervention	Formation, artisanat, emploi, jeunesse
Zone d'intervention	Ville de Joao Pessoa, État de la Paraíba, Nordeste
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	254'303 Fr.
Bailleurs	Carouge, DDC, État de Genève, Meyrin

Carouge > Brésil

Formation professionnelle et sociale pour adolescents et jeunes

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

Affectée par une sécheresse chronique, la population du Nordeste doit abandonner ses terres agricoles pour se réfugier aux confins des grandes villes. Les jeunes du quartier Alto do Mateus, en périphérie de Joao Pessoa, sont dénués de perspective d'avenir, beaucoup sombrent dans la drogue ou la prostitution. Ce projet mené par l'**Association menuiserie vida nova (AMVN)** souhaite améliorer leurs perspectives professionnelles et sociales en proposant des formations ainsi que des activités culturelles et sportives. L'objectif est également d'étendre la reconnaissance de l'AMVN auprès des autorités brésiliennes.

Activités et résultats

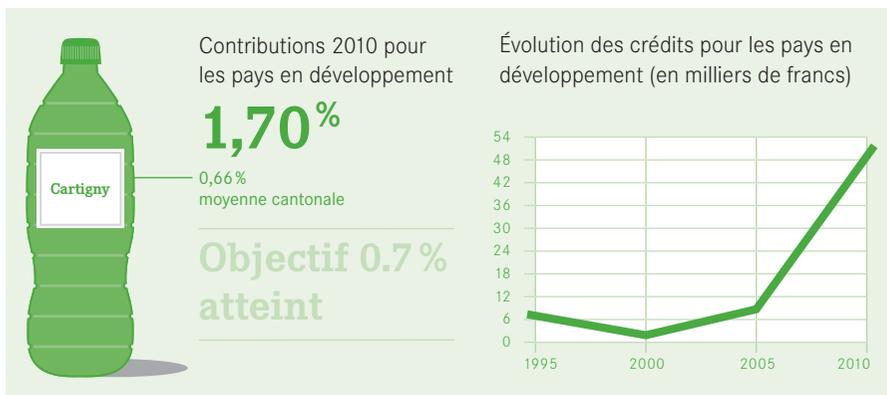
En 2010, l'AMVN a proposé à 117 adolescents des formations professionnelles dans différents domaines tels que la mécanique, la menuiserie et la coiffure. Les cours ont cependant dû être suspendus en septembre alors que les élèves étaient recrutés par les partis politiques pour participer à la campagne présidentielle; l'AMVN en a profité pour parfaire la formation des enseignants. Et les résultats sont encourageants: seuls 26 jeunes ont abandonné leur formation et 91 ont obtenus leur diplôme. En mars 2010, le magasin de vente des meubles produits par l'association a ouvert ses portes. Cette échoppe contribue à l'autofinancement de l'association et sa clientèle s'étend au fil des mois.

Association membre porteuse du projet



Le **Mouvement populaire des familles (MPF)** analyse les problèmes sociaux et économiques liés aux structures familiales et met en œuvre des actions en Suisse, comme au Sud. Le but: renforcer le droit des familles et agir pour un société plus juste afin de réaliser concrètement la déclaration universelle des droits humains. Le Mouvement populaire des familles est membre de la FGC depuis 1971 et compte plus de 1'000 membres. www.mpf-ch.org

Cartigny 853 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement

21'200.-

Bénin	Cycle d'orientation de Vuillonex Classe solidaire (construction d'une école)	300.-
Brésil	Jequitibà Formation de journalistes des radios communautaires	12'000.-
Burkina Faso	Communes de la Champagne Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	8'500.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	200.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Construction de maisonnettes	200.-

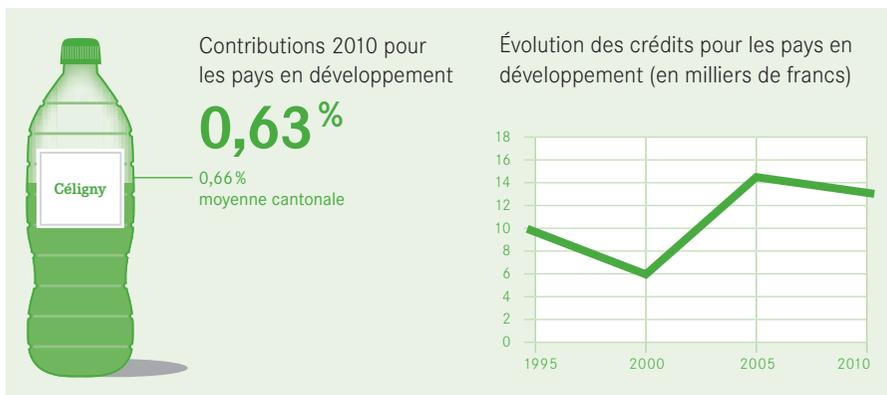
Cartigny

Aide humanitaire		30'000.-
Haïti (séisme)	Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt	30'000.-
Sensibilisation Nord-Sud		500.-
	Stage d'immersion d'un jeune de la commune dans un centre de santé	500.-
Total des contributions versées		51'700.-
Contribution par habitant		60.61

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Cartigny

- Privilégie les dossiers présentés par des personnes connues sur la commune.
- Les demandes de fonds sont présélectionnées par la Commission sociale puis soumises au Conseil municipal pour approbation.

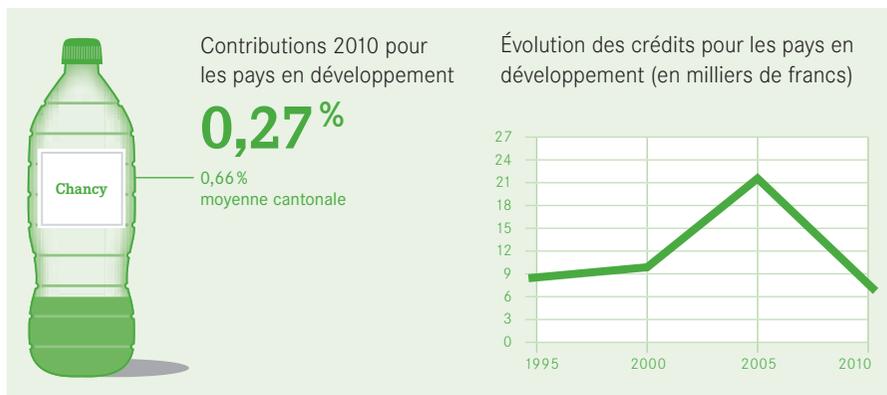
Céligny 667 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		10' 100.-
Burkina Faso	Jumelage Céligny-Bassy – Grenier de sécurité alimentaire	6'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Encadrement éducatif et scolaire	100.-
Togo	Ingénieurs et architectes solidaires Électrification solaire d'une salle de classe à Bagré	4'000.-
Aide humanitaire		3'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	2'000.-
PED, non spécifié	Chaîne du bonheur	1'000.-
Total des contributions versées		13' 100.-
Contribution par habitant		19.64

Chancy 1'147 HABITANTS

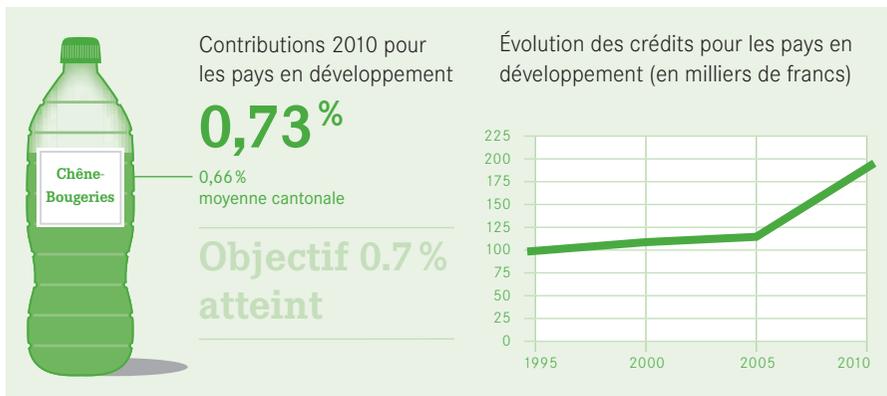


Contributions versées en 2010

Coopération au développement		6'000.-
Burkina Faso	Communes de la Champagne Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	6'000.-
Aide humanitaire		1'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Total des contributions versées		7'000.-
Contribution par habitant		6.10

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Chancy

- Accorde des contributions à des associations qui rendent compte des avancées de leur projet.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		166'500.-
En collaboration avec la FGC		66'000.-
Pérou	Kallpa-Genève – Jeunes et adultes acteurs d'une communauté promotrice en santé à Iquitos	66'000.-
Autres collaborations		100'500.-
Albanie	Action de soutien à l'enfance démunie – Réhabilitation d'une crèche et formation du personnel enseignant	2'000.-
Bolivie	Voix libres Construction d'un puits pour une école agricole	5'000.-
Bésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	2'000.-
Burkina Faso	Un avenir pour l'école – Finalisation d'une cuisine scolaire	2'000.-
	Yankadiy – Promotion de la culture et de l'enfance	2'500.-
Chili	Association des enfants de Vichuquen Activités parascolaires	3'000.-
Haïti	Association suisse des amis d'Haïti Formation des enfants	5'000.-
	Haïti Cosmos – Désinfection de l'eau	5'000.-

Chêne-Bougeries

Inde	Amis du Sakthi Children's home	4'000.-
	Orphelinat pour les filles de Madurai	
	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	3'000.-
	Paadhai – Scolarisation, conditions de travail des femmes et intégration de personnes souffrant d'un handicap	2'000.-
	Seva – Panneaux solaires pour une école de Bangalore	5'000.-
	Ushagram – Construction d'un complexe scolaire	4'000.-
Madagascar	Association Suisse apép Madagascar	2'000.-
	Soutien au centre de jour Ny Avana	
	Hope international – Création d'une exploitation agricole	4'000.-
Mali	Anitié – Aide agricole, prévention médicale, divers	5'000.-
	Arvan	4'000.-
	Aide à la scolarisation et aux populations défavorisées	
	Genilem du monde – Lancement d'une structure d'accompagnement de femmes créatrices d'entreprises	5'000.-
Népal	Surya -Équipement d'une clinique	2'000.-
Nicaragua	Territoires solidaires – Développement local endogène et planification territoriale	2'000.-
Niger	Association Suisse-Niger – Construction d'une bibliothèque, complexe scolaire de Banifandou à Niamey	1'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis Financement de puits à main	5'000.-
Ouganda	Keiser initiative for Uganda – Education et santé	4'000.-
République Dominicaine	Entre nous et demain les enfants – Accueil des enfants des rues et des familles défavorisées	4'000.-
Sénégal	Radeau de l'espoir – Soutien aux personnes handicapées, réparation de fauteuils roulants	4'000.-
Tibet	Clean Planet – Mise en place d'infrastructures pour la gestion des déchets	1'000.-
	Peu-la Renforcement de la médecine traditionnelle tibétaine	6'000.-
Togo	Assikloassi Constructions adaptées pour les populations rurales	2'000.-
PED, non spécifié	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales Formation et recherche dans le domaine médical	5'000.-

Chêne-Bougeries

Aide humanitaire		29'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi Aide à la petite enfance démunie	5'000.-
Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse Soutien à une école et à un orphelinat	5'000.-
	Association pour l'avenir Aide à la reconstruction de l'école genevoise	5'000.-
	Coup de pouce Suisse-Haïti Formation scolaire et professionnelle, parrainages	5'000.-
Inde	Être-Tibet – Aide dans des camps de réfugiés	4'000.-
Sénégal	Go-Sénégal – Financement d'une campagne de vaccination contre la tuberculose	5'000.-
Total des contributions versées		195'500.-
Contribution par habitant		18.70

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Chêne-Bougeries

- Favorise une relation à long terme avec les associations et la proximité avec la commune.
- Privilégie les associations dont l'activité bénévole est prépondérante.
- Préfère les projets pour lesquels la part de la subvention communale est significative.
- Exige la transparence financière de la part du demandeur.

Chêne-Bougeries > Pérou

Jeunes et adultes acteurs d'une communauté promotrice de santé à Iquitos

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Santé, formation, renforcement de la société civile, enfance
Zone d'intervention	Nord est du Pérou
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	287'519 Fr.
Baillleurs	Chênes-Bougeries, Grand-Saconnex, Meyrin, Veryrier, Ville de Genève

Contexte et objectifs

El Porvenir est un village dont la population majoritairement jeune compte environ 700 âmes. Il dispose de deux établissements scolaires, d'un poste de santé et de trois églises mais pas de route asphaltée ni d'égouts.

Dans ce contexte, l'association **Kallpa** développe des stratégies de promotion de la santé et de renforcement des capacités locales. Les activités sont conçues et menées par un groupe composé de différents représentants de la communauté.

Activités et résultats

Des visites auprès des autorités ont permis d'exprimer les problèmes d'accès aux quartiers inondables et de déchets solides non collectés. En conséquence, une entreprise de collecte des déchets a été mandatée pour desservir Pampachica et vingt deux poubelles ont été installées dans cette zone. En parallèle, El Porvenir et huit autres quartiers avoisinants se sont regroupés en vue d'actions communes pour améliorer leurs moyens d'existence. De plus, un centre culturel a été ouvert au sein de la communauté.

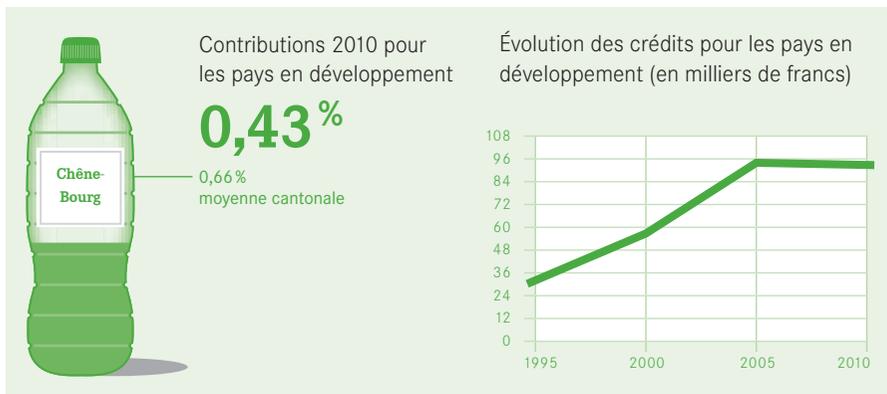
Il ne s'agit là que de quelques exemples et les actions se poursuivent, notamment avec les jeunes pour la prévention du VIH/Sida et de la grossesse précoce. Leurs résultats touchent non seulement la localité d'El Porvenir mais également, de manière plus large, la région de Pampachica.

Association membre porteuse du projet



Kallpa-Genève soutient l'association Kallpa-Peru, active depuis 1990 dans le domaine de la santé communautaire et scolaire. Elle effectue également un travail d'information en Suisse pour faire connaître la réalité du terrain et l'action de Kallpa. **Kallpa-Genève** est membre de la FGC depuis 1994 et compte 250 membres.
www.kallpa.ch

Chêne-Bourg 8'100 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		72'400.-
Afghanistan	Femmes et enfants Afghans	2'500.-
Afrique	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales Prévention et traitement des fistules	2'500.-
Argentine	Mate Cocido – Actions en faveur des enfants des rues	2'500.-
Bolivie	Voix libres – Soutien aux enfants exploités dans les mines	3'500.-
Bosnie-Herzégovine	Familles nouvelles – Action parrainage	4'400.-
Brésil	Nordesta	2'500.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou – Microcrédit Bio-passion – Compostage	2'500.- 2'500.-
Burundi	Education et santé pour tous Construction d'un centre de santé	2'500.-
Cameroun	H2O énergies	2'000.-
Inde	Seva – Education et santé, enfants d'Inde du Sud Ushagram – Développement rural	2'000.- 2'500.-
Indonésie	Orphelinat de Lombok	2'500.-

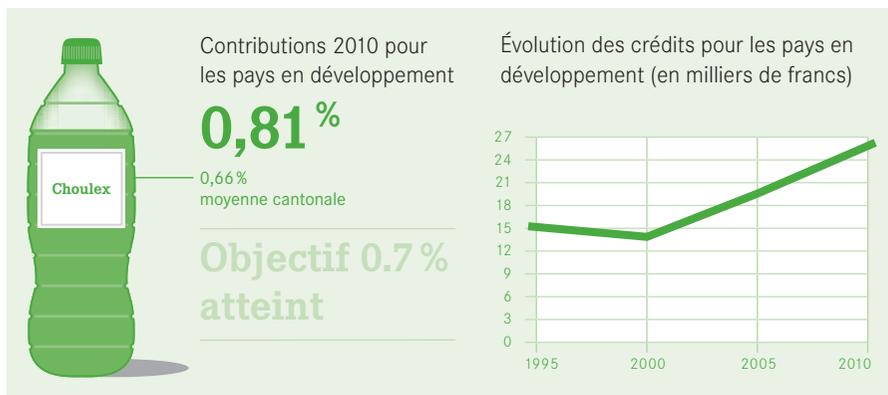
Chêne-Bourg

Laos	Terre des sourires Construction d'un puits	2'000.-
Madagascar	Hope international Formation professionnelle pour les jeunes	2'500.-
	Pharmaciens sans frontières – Accès aux médicaments essentiels pour les personnes démunies	2'000.-
Mali	Le pont du Mali – Différents projets de prévention	2'500.-
Mongolie	Association projets Mongolie – Aide aux éleveurs	2'500.-
Népal	Surya – Développement d'une clinique	2'500.-
Nicaragua	Equal education fund Action en faveur des enfants défavorisés	2'500.-
	Territoires solidaires	2'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis-e-s – Développement rural	2'500.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda – Approvisionnement en eau	2'500.-
Sénégal	Go-Sénégal – Alphabétisation	2'500.-
	Le Grami – Médecine intégrative	2'000.-
Tibet	Peu-la – Préservation de la culture tibétaine	2'500.-
Togo	Assikloassi – Bâtiment scolaire	2'500.-
Viêtnam	Eurasia – Action en faveur des personnes handicapées	2'500.-
	SOS enfants des rues	2'500.-
Aide humanitaire		20'100.-
Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse Reconstruction d'une école	4'600.-
	Hôpitaux universitaires de Genève	10'000.-
Laos	Fondation suisse de déminage	5'500.-
Total des contributions versées		92'500.-
Contribution par habitant		11.42

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Chêne-Bourg

- Vise une répartition équitable entre les continents.
- N'apporte pas de contribution à des pays en guerre.
- Sélectionne des projets à l'aide d'un formulaire établi par la commune.

Choulex 1'023 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		20'200.-
Afrique	CBM – Sauver la vue des enfants	200.-
Albanie et Arménie	Action de soutien à l'enfance démunie Réhabilitation et équipement d'une crèche	200.-
Bénin	Action Bénin contre le diabète – Lutte contre le diabète	100.-
	Jatur – Construction d'une porcherie	100.-
Bolivia	Uyarina – Création d'un point de rencontre et de soutien psychologique aux enfants des rues, Cochabamba	500.-
	Voix libres – Boulangerie à Potosi, microcrédits, alphabétisation et planning familial	700.-
Brésil	Education et santé pour tous Formation des enfants d'une favela	200.-
	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	500.-
	Nordesta – Reforestation	500.-
Burkina Faso	Ader Burkina – Centre polyvalent de formation et d'appui aux producteurs agricoles	200.-
	Bilifou-Bilifou – Extension d'une école primaire	500.-
	Reso-femmes – Atelier de transformation et d'innovation autour du beurre de karité	200.-
Cambodge	Krousar Thmey – Classes intégrées pour enfants aveugles	200.-
Cameroun	H2O énergies – Equipement purificateur d'eau	400.-

Choulex

Inde	Amis du Sakthi Children's home	500.-
	Orphelinat pour les filles de Madurai	
	Humanium – Développement durable au village d'Annathur	300.-
	Les amis du Tibet	200.-
	Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	
	Seva – Scolarisation d'enfants des bidonvilles	200.-
	Ushagram – Fonctionnement d'une école enfantine, Bengale-Occidental	500.-
International	Handicap international	100.-
	Actions spécifiques pour femmes handicapées	
Israël-Palestine	Fondation Surgir – Accompagnement de femmes victimes de violences sexuelles	200.-
Jordanie	OME – Réhabilitation de citernes	200.-
Madagascar	Dignité en détention	200.-
	Vanessa Rakotndrasca – Dispensaire communautaire	300.-
Mali	Le pont du Mali	200.-
	Construction d'un centre de soins pré et postnatals	
Maroc	Institut de Genève pour l'eau, l'environnement et la santé – Intégration des ressources en eau aux défis du développement	200.-
	Soutien au peuple Sahraoui	100.-
	Aide à la population du Sud Marocain	
Népal	Surya – Développement de l'assistance médicale	100.-
Nicaragua	Los Andes solidarité	200.-
	Soutien à des foyer d'hébergements et construction de puits	
	Los Andes solidarité – Achat de deux machines à laver	300.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis – Forage de puits	200.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda – Développement rural	200.-
Palestine	Aide sanitaire suisse aux Palestiniens – Aide sanitaire	200.-
	Aide sanitaire suisse aux Palestiniens	300.-
	Apport de chaises roulantes et béquilles	
	Meyrin-Palestine – Centre culturel et scolaire à Gaza	500.-
Rép. de Guinée	Non Nobis – Développement de la culture maraîchère	4'000.-
Rwanda	Bakame – Réalisation d'un manuel de grammaire en langue kingar wanda	100.-
	Bakame – Réalisation de livres pour enfants	100.-
Sénégal	Amnd – Scolarisation	200.-
	Voyage de l'amitié	100.-

Choulex

Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – formation professionnelle Association suisse enfance Erythrée Soutien aux écoles pour réfugiés	700.- 100.-
Tibet	Peu-la – Ecole de médecine traditionnelle	500.-
Togo	Assikloassi – Achèvement d'un bâtiment de quatre classes Classe solidaire Construction d'une école, CO Bois-Caran	2'000.- 2'000.-
Viêtnam	Aide et action – Réalisation de salles de lecture	200.-
Zambie	SidEcole – Scolarisation et repas à des orphelins	200.-
PED, non spécifié	Forum civique européen Formation syndicale des travailleurs migrants en Espagne	300.-

Aide humanitaire	6'300.-
-------------------------	----------------

Afrique	Médecins sans frontières Lutte contre la malnutrition des enfants, Sahel	500.-
Burkina Faso	Morija – Lutte contre la malnutrition des enfants	200.-
Congo RD	Amnesty International – Femmes victimes de guerre	100.-
Égypte	Coup de cœur Boulad – Vacances pour les enfants	500.-
Haïti (séisme)	Soutiens divers	2'300.-
International	Handicap international – Victimes des mines	100.-
Niger	Médecins sans frontières Lutte contre la crise	500.-
Pakistan (conflit)	Fondation suisse de déminage – Opération de déminage	500.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	1'000.-
Swaziland	Médecins sans frontières – Soins médicaux	500.-
Ukraine	Forum civique européen – Réfugiés	100.-

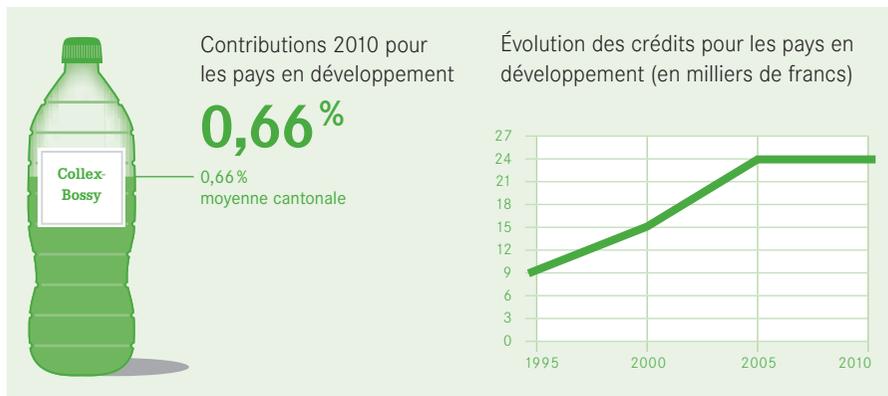
Total des contributions versées	26'500.-
--	-----------------

Contribution par habitant	25.90
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Choulex

- Privilégie le soutien à un nombre important et diversifié de projets.

Collex-Bossy 1'676 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		20'000.-
Afrique	H2O énergies – Eau et habitat pour tous	2'000.-
	SidEcole – Scolarisation d'enfants des rues	2'000.-
Bolivie	Voix libres	2'000.-
Brésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	1'000.-
Cuba	Medicuba – Institut Pedro Kouri	2'000.-
Inde	Ecoles de la Terre	1'000.-
	Les amis du Tibet Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	2'000.-
Madagascar	Fandresena – Dispensaire	1'000.-
Mali	Anitié – Accès à l'eau potable : puits et forage	2'000.-
Palestine	Meyrin-Palestine – Centre culturel et scolaire à Gaza	1'000.-
Pérou	Atelier des enfants – Action directe en bidonville à Lima	2'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong – Foyer pour enfants	2'000.-

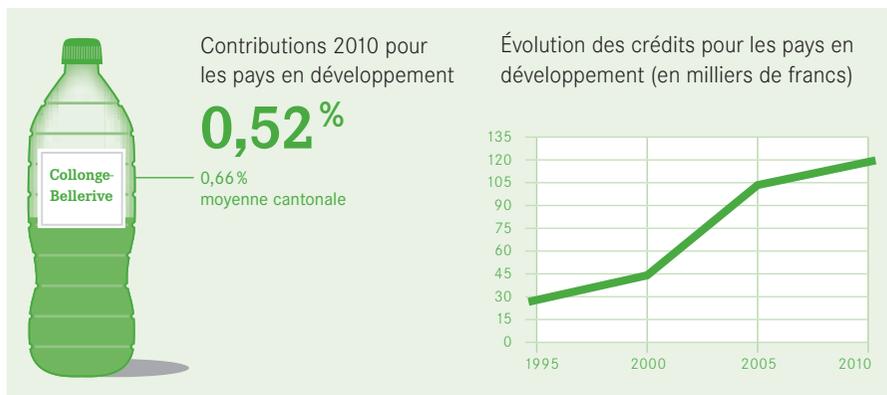
Collex-Bossy

Aide humanitaire		4'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	2'000.-
	Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt	2'000.-
Total des contributions versées		24'000.-
Contribution par habitant		14.32

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Collex-Bossy

- Tous les dossiers sont remis à la commission sociale qui attribue deux fois par année les subventions, pour un montant total de Fr. 24'000.-
- L'objectif de 0.7% est approuvé.

Collonge-Bellerive 7'611 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		76'000.-
Afrique	Morija – Centres nutritionnels et sanitaires, écoles, forage de puits, aide aux orphelins	5'000.-
Amérique latine	Los Andes solidarité Soutien scolaire et social aux enfants des Andes	4'000.-
Argentine	Mate Cocido – Soutien aux enfants, adolescents et jeunes adultes en situation d'exclusion	5'000.-
Brésil	Nordesta – Préservation des forêts tropicales et amélioration des conditions de vie	6'000.-
Burkina Faso	Famille Berthier Production laitière et agricole dans le village de Réo	6'000.-
Inde	Seva – Éducation et santé, enfants d'Inde du Sud Ushagram Accès aux soins, à l'eau potable	5'000.- 5'000.-
Laos	Ban Khok Na Ko Réhabilitation d'écoles dans plusieurs villages	5'000.-
Népal	Surya – Soins pédiatriques	4'500.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis Forage de puits et soutien aux populations démunies	3'000.-

Collonge-Bellerive

Ouganda	Nouvelle planète – Soutien aux femmes et enfants, sauvegarde de l'environnement	5'000.-
	SidEcole – Soutien aux familles et enfants touchés par le VIH	4'500.-
République de Guinée	Apprentissage sans frontières Alphabétisation et formation professionnelle	5'000.-
Sri Lanka	Saramanda Aide aux enfants et allocation de microcrédits	5'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Construction de dortoirs dans un centre pour orphelins	3'000.-
Togo	Assikloassi – Construction et équipement d'infrastructures sociales et sanitaires	5'000.-

Aide humanitaire	44'000.-
-------------------------	-----------------

Afrique	Médecins sans frontières Crise nutritionnelle au Sahel	4'000.-
Bénin (inondations)	Solidarité avec les villages du Bénin	3'000.-
Chili (séisme)	Caritas	8'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi Foyers d'accueil pour enfants des bidonvilles	4'000.-
Haïti (séisme)	Association pour l'avenir Aide à la reconstruction de l'école genevoise	10'000.-
	Médecins sans frontières Aide d'urgence pour contrer l'épidémie de choléra	4'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	5'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle Aide d'urgence pour les personnes déplacées	6'000.-

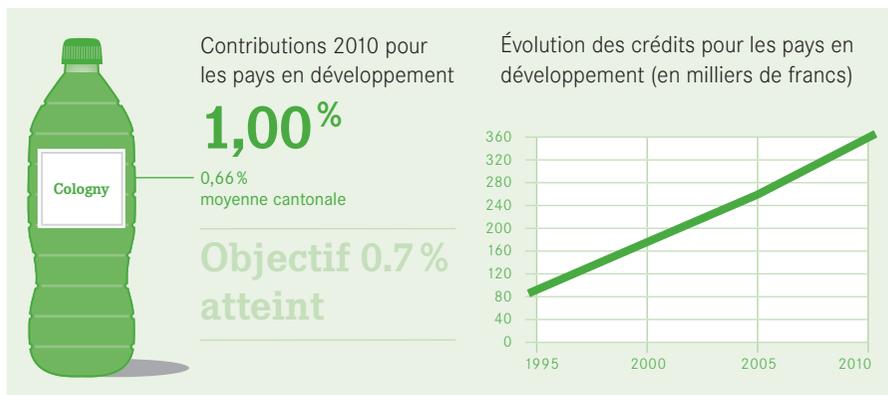
Total des contributions versées	120'000.-
--	------------------

Contribution par habitant	15.77
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Collonge-Bellerive

- Privilégie les associations actives dans le soutien aux femmes et enfants (formation, santé et aide d'urgence).
- Seuls les projets concrets à taille humaine, dont les responsables peuvent rendre compte de l'utilisation des sommes reçues, sont retenus.
- Exige un retour d'information sur les projets subventionnés : audition des responsables s'étant rendu sur place et/ou remise d'un rapport sur l'utilisation des fonds alloués.

Cologne 4'871 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		247'600.-
Afrique	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	4'000.-
Albanie	Action de soutien à l'enfance démunie	2'000.-
Argentine	Mate Cocido – Aide aux plus démunis	3'000.-
Bénin	Centre d'intégration professionnelle Création d'une activité de location de chaises dans le centre de réadaptation, commune d'Akpro Miserete	3'000.-
Bolivie	Uyarina – Soutien des enfants et jeunes de la rue	1'000.-
Brésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	6'200.-
Burkina Faso	Aide aux enfants et familles démunis Frais de scolarisation et de repas	2'500.-
	Arvan – Restauration de l'école Ninigui	10'000.-
	Bilifou-Bilifou – Construction d'une école secondaire à Gondologo	10'000.-
	Groupe d'artisans de Rapougouma Formation technique et construction d'un hangar	10'000.-
	Nouvelle planète Jumelage solidaire avec la commune de Bagaré	50'000.-
Burundi	Education et santé pour tous – Éducation	3'000.-

Cologne

Cambodge	Pour un sourire d'enfant – Education des enfants chiffonniers à Phnom Penh	2'000.-
Cameroun	Save Massambé	5'000.-
Haïti	Association suisse des amis d'Haïti – Ecoles et externats	5'000.-
	Fondation Dallas Monnin – Reboisement	2'000.-
	Jeanine Mezger – Frais d'envoi de livres à la Maison provinciale de St-Joseph de Cluny	600.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	2'000.-
	Humanium – Développement durable au village d'Annathur	2'000.-
	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	3'000.-
	Paadhai – Agrandissement de l'école de Vivekananda	2'000.-
	Treasure – Ecole primaire de Pomgaon	2'000.-
	Ushagram – Projet pilote de développement durable: horticulture, floriculture, maraîchage et apiculture	9'300.-
Israël-Palestine	Fondation Surgir – Groupe de soutien pour femmes victimes de violences sexuelles à Jérusalem	5'000.-
Kenya	H2O énergies – Préparation d'eau potable	2'000.-
	Maasai aid – Lutte contre les mutilations génitales féminines	3'000.-
Laos	Ban Khok Na Ko – Construction d'une école pour le village de Ban Juey Khot	3'000.-
Madagascar	Association pour l'école de Sakatia – Réhabilitation et amélioration de l'école Sakatia	10'000.-
	Pharmaciens sans frontières – Dispensaire Aina Vao	2'000.-
Mali	Anitié – Amélioration d'un puits, forage et centre agricole de Kani Kombolé	3'000.-
	Medes sapcom – Tournées de suivi des structures sanitaires au Mali	4'000.-
Népal	Surya – Equipement médical pour la clinique Druk White Lotus	5'000.-
Nicaragua	Educar es avanzar – Dispensaires à Managua	5'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis – Villages défavorisés de l'État de Benue	2'000.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda – Développement rural, village de Kasenyi	5'000.-

Cologny

Pérou	Achalay – Foyer-ferme de San Andrés	2'000.-
	Association andine de Genève – Cabinet dentaire à l'école Vista Alegre, Tacna	1'000.-
	Atelier des enfants – Action directe en bidonville à Lima	2'000.-
République de Guinée	Apprentissage sans frontières – Centre de formation en broderie et couture pour les jeunes filles	5'000.-
République Dominicaine	Les enfants de l'arc-en-ciel – Centre scolaire pour enfants défavorisés de 7 à 18 ans	3'000.-
Rwanda	Dignité en détention – Soutien psychique et adaptation du bâtiment de la prison pour mineurs de Gitarama et Nyagatare	3'000.-
Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l'économie locale de Bisesero	3'000.-
Sénégal	Radeau de l'espoir – Soutien aux personnes handicapées, réparation de fauteuils roulants	5'000.-
	Santé Yallah – Enfants défavorisés en banlieue de Dakar	1'000.-
Soudan	Association suisse enfance Erythrée – Ecole de Wad-Sherifey	2'000.-
Sri Lanka	Action Gemina – Frais de scolarisation et de repas	4'000.-
	Saramanda – Aide aux enfants et allocation de micro-crédits	2'000.-
Togo	Classe solidaire – Construction d'une école	3'000.-
Togo	Mongaado Village – Construction d'une citerne de récupération d'eau de pluie	5'000.-
	Notre dame de compassion – Alimentation du pompage au centre médical Momé Katihoé	5'000.-
Viêtnam	Aide et action – Education pour les enfants des minorités	10'000.-
Aide humanitaire		113'400.-
Afghanistan	Hafifa, un vœu pour l'Afghanistan – Aide aux familles de Marzia	1'000.-
Afrique	Médecins sans frontières – Crise nutritionnelle au Sahel	10'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Frais médicaux de 24 enfants du foyer Bambi de Bogota	3'000.-
Égypte	Coup de cœur Boulad – Dispensaires et aide pour les bidonvilles d'Alexandrie	5'000.-

Cologne

Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse – Orphelinat de Manasse	5'000.-
	Croix-rouge suisse	10'000.-
	Médecins sans frontières	10'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	10'000.-
PED, non spécifié	Croix-rouge suisse	29'700.-
	Médecins sans frontières	29'700.-

Sensibilisation Nord-Sud	3'000.-
---------------------------------	----------------

Association contre l'exploitation et l'esclavage sexuels	3'000.-
Sponsoring d'un concert lors de la journée européenne contre le trafic des êtres humains	

Total des contributions versées	364'000.-
--	------------------

Contribution par habitant	74.73
---------------------------	-------

Contributions hors pays en développement	10'000.-
---	-----------------

Roumanie	Balint Hajnal – Travaux dans l'école de Porumbenii Mari	10'000.-
----------	--	----------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Cologne

- Privilégie les relations directes avec les personnes et associations porteuses des projets.
- Souhaite une répartition géographique équilibrée.
- L'aide d'urgence dispose d'une ligne budgétaire spécifique.



Cogny > Burkina Faso

Jumelage solidaire Cogny-Bagaré

Bagaré est l'une des 302 communes rurales du Burkina Faso, située dans la province du Passoré. Depuis 2006, cette commune est devenue fonctionnelle par la mise en place d'une mairie et d'un Conseil municipal. C'est en 2009 que la Commune de Cogny s'est engagée à soutenir des projets d'entraide dans la Commune de Bagaré et ceci pendant cinq ans. Pour la réalisation des projets, une convention de collaboration a été établie entre la Commune de Cogny et Nouvelle planète qui dispose d'un bureau de coordination sur place. Nouvelle planète analyse les demandes de la communauté locale et transmet les projets et les budgets y relatifs à la Commune de Cogny qui les avale.

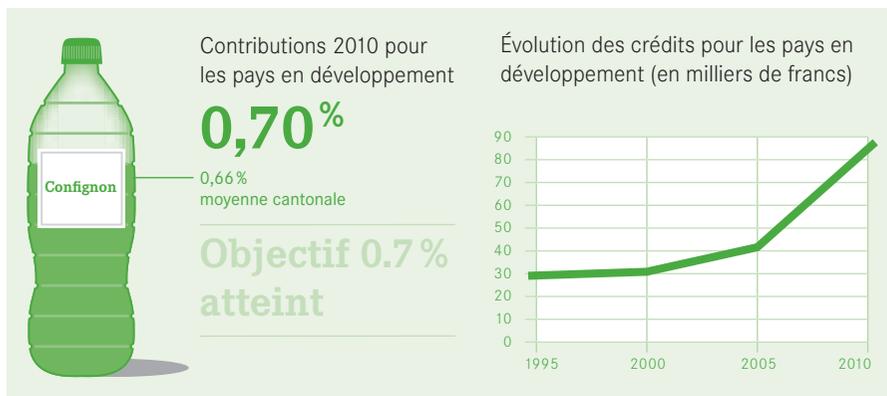
Plusieurs projets ont été menés à bien, comme par exemple la réhabilitation de 9 forages dans sept villages de la commune, l'équipement de la mairie au niveau mobilier et informatique, l'installation de panneaux solaires pour la mairie, le centre de santé et de promotion sociale, ainsi que ses dépendances, permettant entre autres d'avoir de l'éclairage dans la salle d'accouchement la nuit. La construction de salles de classe au Collège de culture générale a également été réalisée.

Dans le futur, d'autres réalisations, telles qu'une maternité à Gorpouly, sont au programme. Un autre projet permettra d'octroyer des microcrédits aux femmes ou de leur fournir des moutons pour l'élevage.

La Commune s'est engagée à verser la somme de 50'000 Fr. par an pendant cinq ans permettant une planification plus substantielle et mieux répartie des projets.

Pour la commune de Cogny,
Cristiana Juge, conseillère administrative
Roger Meylan, ancien conseiller administratif

Confignon 4'176 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		48'300.-
En collaboration avec la FGC		25'000.-
Pérou	Genève tiers-monde – Intégration scolaire des élèves handicapés à Cusco	13'000.-
Tanzanie	Association pour le développement des aires protégées – Gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga	12'000.-
Autres collaborations		23'300.-
Afrique	SidEcole – Scolarisation orphelins, prévention SIDA	1'000.-
Burundi	Centre indépendant de recherche et d'initiative pour le dialogue – Boulangeries du peuple : fours solaires	5'000.-
Haïti	Haïti étoile – Repeuplement porcin	2'300.-
	Lumière pour Haïti – Aide alimentaire et bourses d'études	3'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – « Profemmes » : formation professionnelle	3'000.-
Mali	Medes sapcom – Regroupement des femmes indépendantes et formation à la citoyenneté	2'000.-
	Reso-femmes – Infrastructures en réseau dans le domaine de l'agriculture	5'000.-

Confignon

Népal **Track impunity always** – Aide aux victimes de crimes internationaux 2'000.-

Aide humanitaire 39'214.-

Haïti (séisme) **Chaîne du bonheur** 20'660.-
Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt 3'200.-

Pakistan **Chaîne du bonheur** 8'354.-
 (inondations)

PED, **CO Vuillonex** – Classe solidaire 2009-2010 7'000.-
 non spécifié

Total des contributions versées 87'514.-

Contribution par habitant 20.96

Contributions hors pays en développement 2'000.-

Roumanie **Mesemrom** – Construction de lavoirs publics à Aiud 2'000.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Confignon

- Privilégie l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires en veillant à l'équilibre écologique ainsi qu'à la réduction des inégalités de genre et de groupes (jeunes, handicapés, populations autochtones, lutte contre le racisme).
- Souhaite des objectifs concrets en matière d'éducation, de formation et de bien-être social.
- Privilégie l'implication des bénéficiaires à tous les niveaux de réalisation du projet. (conception, exécution, suivi et évaluation).
- Favorise la prise en charge collective et l'autonomie des bénéficiaires.
- Souhaite agir dans le respect de la culture des populations bénéficiaires.
- Exige un engagement pour une bonne gouvernance, la démocratie et la lutte contre la corruption.
- Souhaite un retour d'information sur les projets tout au long de leur déroulement, puis un exposé des résultats obtenus.

Confignon > Tanzanie

Gestion communautaire des ressources naturelles

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Ressources naturelles, renforcement institutionnel, apiculture, agroforesterie, écotourisme
Zone d'intervention	Division d'Inyonga, Région de Rukwa, Ouest de la Tanzanie,
Durée	14 mois (2009-2011)
Financement	194'923 Fr.
Bailleurs	Carouge, Confignon, DDC, État de Genève, Ville de Genève

Contexte et objectifs

La première phase de ce projet a été initiée en 2002 à la demande d'un groupement d'apiculteurs locaux. Le but : venir en soutien aux communautés de treize villages qui ont vu les terres dont leurs activités traditionnelles dépendent leur être peu à peu confisquées au profit d'intérêts privés et étatiques. Ce déséquilibre a conduit à une situation de prédation et de conflit permanent entre les divers acteurs que l'Association pour le développement des aires protégées (ADAP) contribue à résoudre en instaurant des mécanismes de gestion communautaire des ressources naturelles et en soutenant le développement de nouvelles activités économiques et durables.

Activités et principaux résultats obtenus

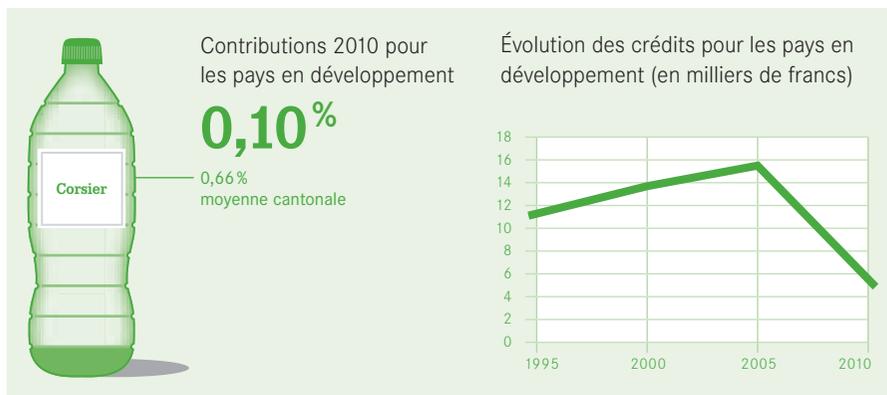
L'appui au processus de démarcation et d'enregistrement des terres villageoises a permis d'enregistrer 96 parcelles agricoles et 39 espaces à vocation sociale supplémentaires. En outre, les formulaires de demande de droits d'occupation ont été remplis par près de cent paysans. Démarche initiée en 2004 avec la mise en place progressive d'une réserve apicole, les droits de gestion de cette zone ont enfin été transférés aux communautés locales grâce à la signature d'un accord portant sur dix ans renouvelables avec le Ministère des ressources naturelles et du tourisme.

Association membre porteuse du projet



L'Association pour le développement des aires protégées (ADAP) prône une approche communautaire dans la gestion et la conservation des aires protégées. Son but est d'aider les communautés locales à faire de la gestion des ressources naturelles un facteur de développement. ADAP est membre de la FGC depuis 2001 et compte environ 30 membres. www.adap.ch

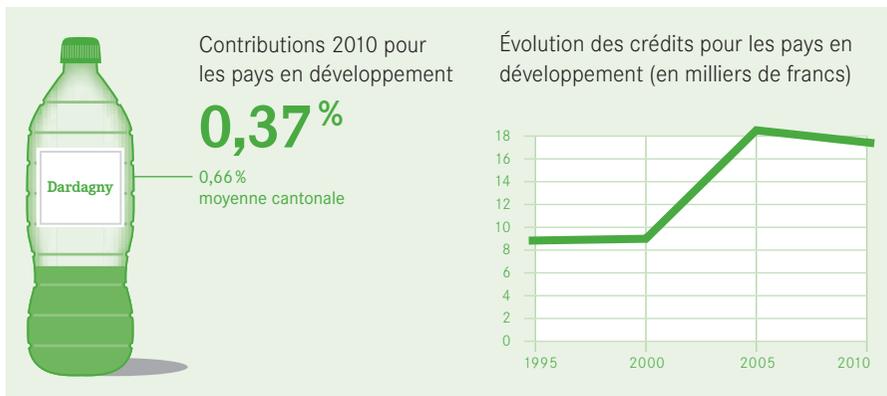
Corsier 1'804 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Aide humanitaire		5'000.-
Haïti (séisme)	Coup de pouce Suisse-Haïti – Formation scolaire et professionnelle, parrainages	5'000.-
Total des contributions versées		5'000.-
Contribution par habitant		2.77

Dardagny 1'472 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		16'550.-
Afrique	Genilem du monde	1'000.-
Bolivie	Voix libres	1'000.-
Burkina Faso	Communes de la Champagne – Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	6'500.-
Équateur	Graine d'affection	1'000.-
Guatemala	Père G.Hoflack	2'000.-
Mexique	Madre Tierra	350.-
Palestine	Aide sanitaire suisse aux Palestiniens	350.-
Pérou	Métissage	1'000.-
Thaïlande	Soleil levant – Soutien à une école	1'000.-
PED, non spécifié	Amis du centre médical de Banock Association diverses	350.- 2'000.-

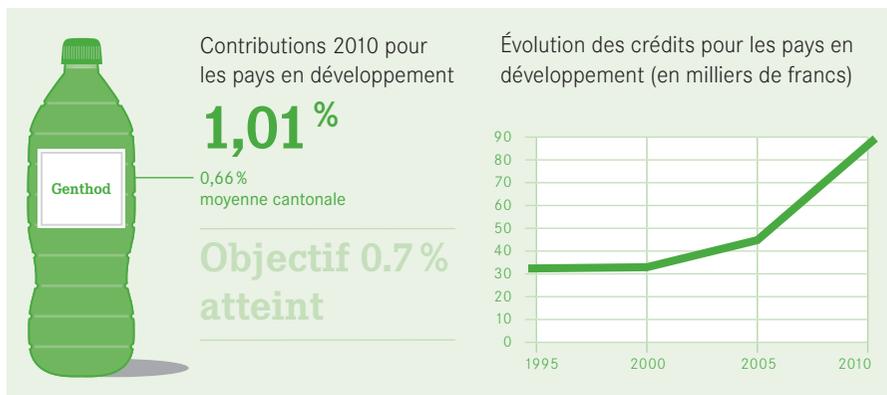
Dardagny

Aide humanitaire		1'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Total des contributions versées		17'550.-
Contribution par habitant		11.92
Contributions hors pays en développement		1'000.-
Trajectoires – Aide à l'orientation		1'000.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Dardagny

- Privilégie les contributions aux projets sur le long terme.
- La Commission sociale statue sur les nouveaux soutiens.

Genthod 2'762 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		73'100.-
En collaboration avec la FGC		3'000.-
Mali	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Formation professionnelle en chaudronnerie et tuyauterie, Bamako	3'000.-
Autres collaborations		70'100.-
Afrique	H2O énergies – Eau et habitat pour tous	3'000.-
Asie	Project new eyes-iris – Prévention de la cécité et restauration de la vue	2'000.-
Bénin	Jatur – Construction d'une porcherie	5'000.-
	La trace – Construction d'une maternité	2'000.-
Bolivie	Uyarina – Soutien psychologique aux enfants des rues	3'000.-
Brésil	Nordesta – Reforestation	6'100.-
Burkina Faso	Billifou-Billifou – Moulins et écoles	3'000.-
	Sentinelles – Locaux hospitaliers	3'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	2'000.-
	Humanium – Éducation	4'000.-
	Seva – Construction d'une école	3'000.-

Genthod

Kenya	Maasai aid – Lutte contre les mutilations génitales féminines	3'000.-
Madagascar	Nouvelle planète – Construction d'un atelier pour carburant	5'000.-
Mali	Solférino – Education	5'000.-
Népal	Surya – Construction d'une clinique	3'000.-
République Dominicaine	Les enfants de l'arc-en-ciel – Construction d'écoles et formation	6'000.-
Sénégal	Maman N'deye Diallo – Scolarisation	3'000.-
Tibet	Peu-la – Soins de médecine traditionnelle	3'000.-
Togo	Assikloassi – Ecole	3'000.-
Viêtnam	SOS enfants des rues	3'000.-

Aide humanitaire		16'500.-
-------------------------	--	-----------------

Cambodge	Aide et action – Distribution de nourriture	3'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Education, nourriture et soins aux enfants démunis	3'500.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	5'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	5'000.-

Total des contributions versées		89'600.-
--	--	-----------------

Contribution par habitant		32.44
---------------------------	--	-------



Domaines d'intervention	Artisanat, emploi, formation, jeunesse
Zone d'intervention	Quartier de Nègè Blon, Bamako, Mali
Durée	2 ans (2010-2012)
Financement	153'766 Fr.
Bailleurs	État de Genève, Genthod, Plan-les-Ouates, Ville de Genève

Genthod > Mali

Formation professionnelle en chaudronnerie et tuyauterie

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

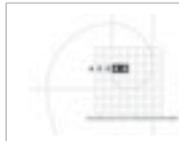
Le Mali est un pays pauvre classé 173^e sur les 177 recensés par l'Indice de développement humain. Il dispose pourtant d'un grand potentiel agricole et minier mais le principal défi est de former une population jeune pour augmenter la productivité dans l'agriculture, l'industrie et les services. En ce sens, le centre **Nègè Blon** forme des jeunes pour améliorer leur insertion. Le but : appuyer les pouvoirs publics dans la constitution de corps de métier qui répondent aux besoins émergents tout en protégeant les consommateurs et l'environnement.

Activités et résultats

Les activités du centre se conjuguent en trois filières complémentaires :

- 1) Cycle de formation initiale de chaudronnier-soudeur avec une option de perfectionnement en tuyauteur et soudeur.
- 2) Filière pour les personnes déjà en activité qui désirent renforcer leurs capacités techniques.
- 3) Défense de la profession et sensibilisation des décideurs publics sur les mesures de réglementation nécessaires.

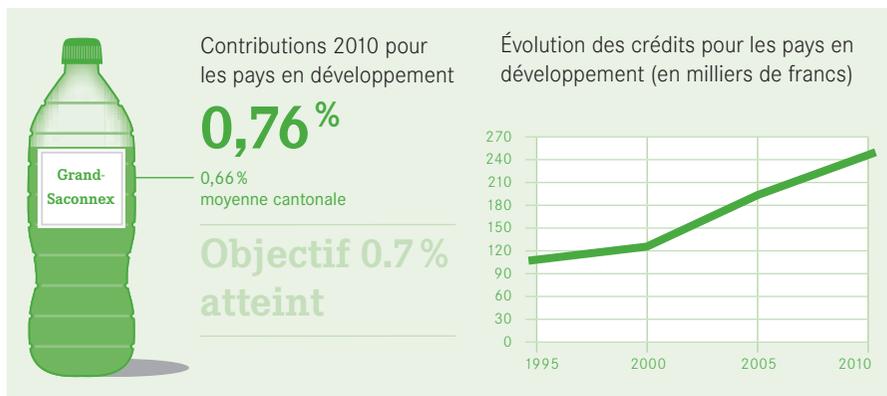
Association membre porteuse du projet



L'Association pour l'accès à l'éducation et à la formation (AccEd) œuvre en faveur de l'accès à un minimum d'éducation et de formation professionnelle pour les personnes défavorisées. AccEd est membre de la FGC depuis 1999 et compte 80 membres.

www.acced.ch

Grand-Saconnex 11'668 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		175'387.-
En collaboration avec la FGC		114'487.-
Burundi	Espoir pour ceux qui ont faim – fh suisse Renforcement des capacités des associations de producteurs, Province de Ruyigi	60'000.-
Colombie	Genève tiers-monde – Femmes en mouvement pour dynamiser leurs territoires et construire un développement alternatif	30'000.-
Togo	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Education et protection sociales des jeunes travailleuses dans le secteur informel, Lomé-Ouest	24'487.-
Autres collaborations		60'900.-
Afrique	Boule de neige Reso-femmes – Femmes de Ouagadougou	500.- 5'000.-
Albanie et Arménie	Action de soutien à l'enfance démunie	5'000.-
Bénin	Action Bénin contre le diabète – Lutte contre le diabète	2'000.-
	Jatur – Voyage solidaire au Bénin	2'000.-

Grand-Saconnex

Ethiopie	Hermon kindeergarten school	2'000.-
	Village d'enfants Pestalozzi	1'000.-
Madagascar	Hope international	1'000.-
Mali	Solférino – Voyages solidaires et construction d'écoles	2'000.-
Népal	Surya – Clinique	1'000.-
Niger	Association Suisse-Niger – Construction d'une bibliothèque, complexe scolaire de Banifandou à Niamey	1'000.-
Rwanda	Refuge – Orphelins	21'000.-
Sénégal	International rainwater harvesting alliance Initiatives écologiques dans les écoles	5'000.-
Soudan	Non-spécifié	1'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong	5'000.-
PED, non spécifié	ECLOF International	900.-
	Nouvelle planète	5'000.-
	Terre des hommes	500.-
Aide humanitaire		76'114.-
Chili (séisme)	Caritas	5'000.-
Haïti (séisme)	Association pour l'avenir – Aide à la reconstruction de l'école genevoise	6'160.-
	Association Roger Riou	3'000.-
	Comité international de la croix-rouge	21'954.-
	Croix-rouge suisse	20'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	20'000.-
Total des contributions versées		251'501.-
Contribution par habitant		21.55
Contributions hors pays en développement		58'354.-
Roumanie	Diverses actions au village de Racovita	58'354.-

Grand-Saconnex > Burundi

Renforcement de capacité des associations de producteurs

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Agriculture, formation, développement rural, environnement
Zone d'intervention	Province de Ruyigi, Burundi
Durée	2 ans (2010-2012)
Financement	399'738 Fr.
Bailleurs	Carouge, DDC, Vernier, État de Genève, Grand-Saconnex

Contexte et objectifs

L'histoire du Burundi est ponctuée de crises et conflits armés. Aujourd'hui ce pays d'Afrique centrale figure parmi les plus pauvres au monde. En 2008, il fut touché de plein fouet par l'envol du prix des denrées alimentaires si bien que près de 85% des ménages subissent l'insécurité alimentaire. Pour répondre à l'urgence par des stratégies durables, l'association **Food for the Hungry Burundi** propose de rétablir l'auto-suffisance alimentaire d'un groupe de ménages tout en protégeant la diversité variétale et les mécanismes traditionnels de production et d'échanges de semences.

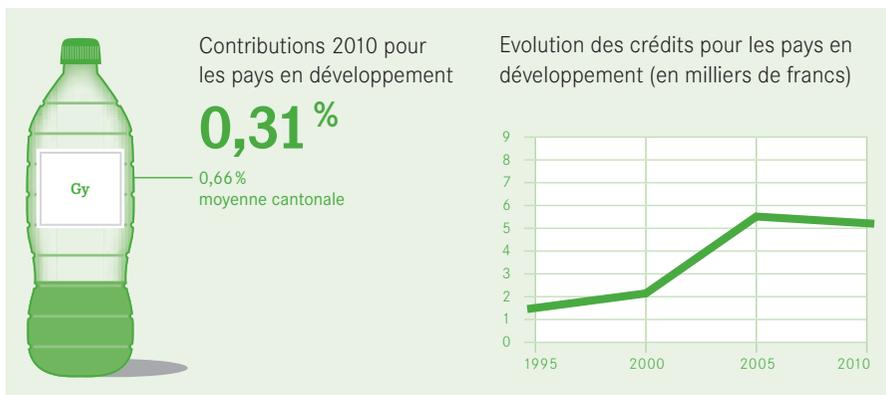
Activités et résultats

La nouvelle phase de ce projet se concentre sur la production de semences et la réhabilitation de centres semenciers. En parallèle, les associations de producteurs dont la production est jugée suffisante bénéficient d'unités de transformation de façon à augmenter la valeur de leurs récoltes. Il s'agit essentiellement de décortiqueuse pour le riz, d'un moulin pour le manioc et maïs et de presses à huile. Le projet comprend également la construction de deux greniers de stockage communautaire de semences et d'intrants agricoles. Pour leur exploitation, une formation adaptée en gestion des stocks est dispensée.

Association membre porteuse du projet



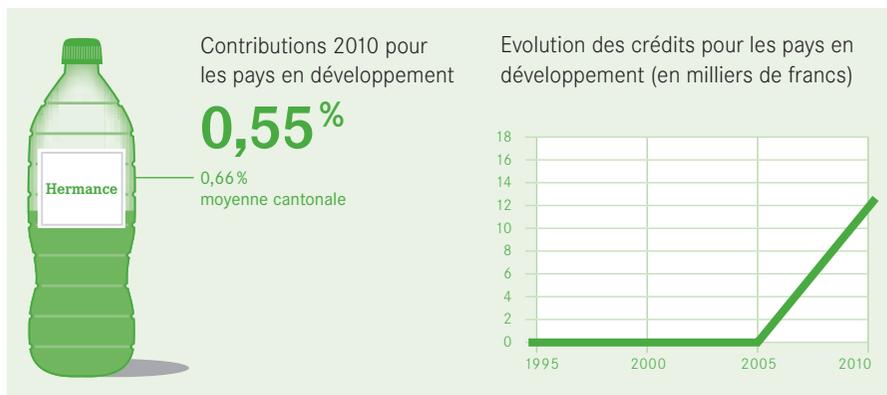
Espoir pour ceux qui ont faim (fh suisse) est une organisation de coopération au développement qui lutte contre la faim et la pauvreté en partenariat avec des organisations locales en Afrique, Asie et Amérique latine. Espoir pour ceux qui ont faim est membre de la FGC depuis 2007 et compte 49 membres.
www.fhsuisse.org



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		3'800.-
Brésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	400.-
Pérou	Terre des hommes	3'000.-
Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l'économie locale de Bisesero	400.-
Aide humanitaire		1'400.-
Burkina Faso	Morija – Apport d'eau potable	400.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Total des contributions versées		5'200.-
Contribution par habitant		11.69

Hermance 934 HABITANTS

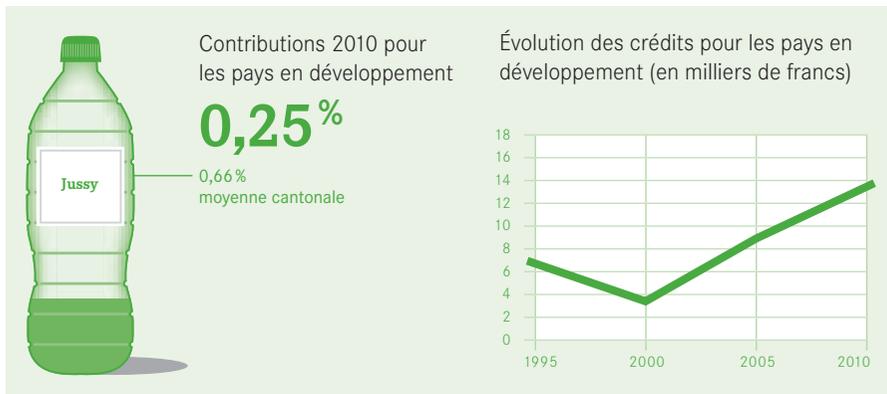


Contributions versées en 2010

Coopération au développement		10'000.-
Afrique	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	2'500.-
Ethiopie	Accrux	2'500.-
Togo	Classe solidaire – Classe solidaire du CO de Bois-Caran	5'000.-
Aide humanitaire		2'500.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	2'500.-
Total des contributions versées		12'500.-
Contribution par habitant		13.38

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Hermance

- Privilégie l'appui aux associations qui ne sont généralement pas soutenues par de grands partenaires. (par ex. État et Ville de Genève).
- Souhaite soutenir certains projets sur le long terme.
- Choix des projets par la Commission sociale en fonction du lieu géographique du siège de l'association, de la nature du projet et des moyens financiers de l'organisme.
- Le budget dévolu à la solidarité internationale a triplé en trois ans (2009-2011).

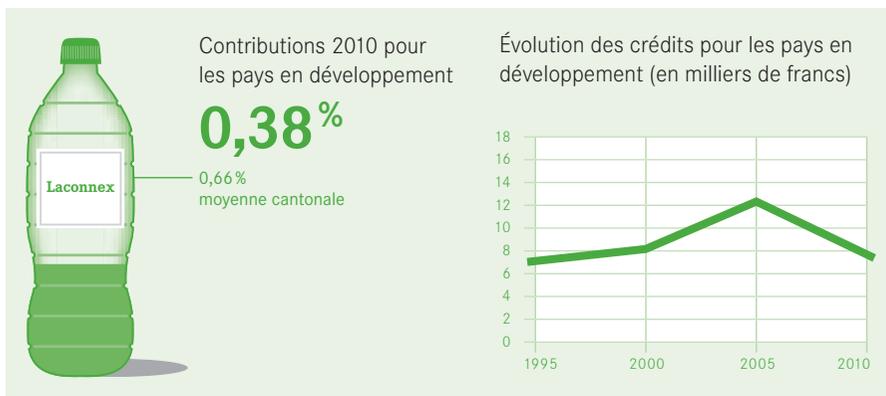


Contributions versées en 2010

Coopération au développement		10' 100.-
En collaboration avec la FGC		500.-
Haïti	Kombit – Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presque île du sud	500.-
Autres collaborations		9'600.-
Afghanistan	International assistance mission – Formation aux soins de base et à la prévention	300.-
Afrique	Assikloassi	700.-
	Morija	300.-
Afrique du Sud	Reso-femmes	200.-
Amérique latine	Vivamos mejor	200.-
Bolivie	Uyarina	200.-
Brésil	Nordesta	1'000.-
Cambodge	Krousar Thmey	1'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	200.-
International	Frères de nos frères	200.-
	Organisation mondiale contre la torture	200.-

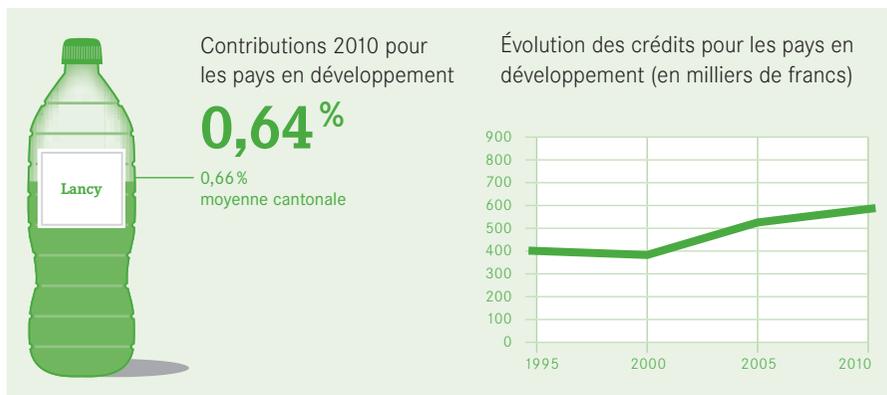
Jussy

Laos	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales	200.-
Mali	Anitié	500.-
Népal	Surya	300.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda	300.-
Pérou	Achalay – Foyer-ferme de San Andrés	500.-
Sénégal	Sauvez Mbodiène	1'000.-
Tibet	Les amis du Tibet	500.-
	Peu-la	300.-
PED, non spécifié	Jatur	300.-
	Pro Longo Maï	500.-
	Terre des hommes	200.-
	Thais Correvon de Lima Asfud	500.-
Aide humanitaire		3'400.-
Haïti (séisme)	Association Roger Riou	500.-
	Eirene	500.-
International	Fondation suisse de déminage	200.-
	Handicap international	1'000.-
	Médecins sans frontières	1'000.-
PED, non spécifié	ATD Quart Monde	200.-
Total des contributions versées		13'500.-
Contribution par habitant		11.13



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		7'500.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou	100.-
	Communes de la Champagne – Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	7'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle	100.-
Tibet	Les amis du Tibet	100.-
PED, non spécifié	Dignité en détention	100.-
	Terre des hommes	100.-
Aide humanitaire		100.-
International	Fondation suisse de déminage	100.-
Total des contributions versées		7'600.-
Contribution par habitant		12.50
Contributions hors pays en développement		1'000.-
Roumanie	Ecole pour enfants malvoyants	1'000.-



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		576'000.-
En collaboration avec la FGC		297'354.-
Colombie	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Formation pour jeunes travailleurs du secteur informel et promotion d'entreprises familiales, Bogota	67'503.-
Congo RD	Caritas – Consolidation des organisations paysannes et des Unions du Mayumbe, Bas Congo	50'000.-
Haïti	Kombit – Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presqu'île du sud	14'820.-
Niger	Equiterre – Adaptation des pratiques pastorales, département de Dakoro	78'031.-
Ouganda	Espoir pour ceux qui ont faim – fh suisse Production et commercialisation de riz pluvial à Pader	80'000.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	7'000.-

Lancy

Autres collaborations		278'646.-
Afrique	Assikloassi	3'000.-
	Lancy coopération Afrique	50'000.-
	Morija	3'000.-
	Reso-femmes	2'000.-
Argentine	Mate Cocido	4'520.-
Bénin	CIP solidarité	5'680.-
	Collège du Vuillonex – Voyage solidaire et construction de classes	3'000.-
Bolivie	Uyarina	3'000.-
Brésil	Jequitibà	3'000.-
	Nordesta	5'000.-
Burkina Faso	Ader Burkina	3'000.-
	Bilifou-Bilifou	2'000.-
	Fondation clair bois – Jumelage	3'000.-
	Hop Burkina	2'000.-
	Yankadiy	1'000.-
Cameroun	Save Massambé	3'000.-
Congo RD	Centre pour la promotion de la santé de Kangu	2'486.-
Côte d'Ivoire	Effata	3'000.-
Cuba	Medicuba	3'000.-
Équateur	Fondacion para los indios del Ecuador	4'000.-
Guatemala	Vivamos mejor	3'000.-
Haïti	Eglise évangélique baptiste Maranatha	1'000.-
	Haïti Cosmos	5'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	4'000.-
	Seva	6'000.-
	Ushagram	4'000.-
Laos	Ban Khok Na Ko	2'000.-
Madagascar	Groupement Tsara Manasoa	5'000.-
	Hope international	4'000.-
Mali	Anitié	5'000.-
	Cosobigao-Wanandi	1'000.-
	Solférino – Voyages solidaires et construction d'écoles	3'000.-
Mongolie	Association projets Mongolie	3'000.-

Lancy

Népal	Surya	2'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis-e-s	4'000.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda	3'000.-
Palestine	Secours aux enfants Bethléem	5'000.-
Pérou	Association andine de Genève	500.-
	Terragir énergie solidaire – Partenariat solidaire énergétique entre une école suisse et une communauté du Sud	11'500.-
République de Guinée	Kuu Tinaa	3'000.-
Sénégal	Le Grami	3'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle	3'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong	3'000.-
Tibet	Les amis du Tibet	3'000.-
	Peu-la	3'000.-
Togo	Pro education Africa – Voyage solidaire pour achever la construction d'une école	3'000.-
Uruguay	Cienarte Montevideo	1'000.-
PEP, non spécifié	Université d'été des droits de l'homme	5'000.-
	Bourse d'un étudiant du Sud	
	Centre écologique Albert Schweitzer	5'000.-
	Eirene	2'000.-
	Green cross	5'000.-
	Groupe volontaire outre-mer	4'000.-
	H2O énergies	4'000.-
	International rainwater harvesting alliance	5'000.-
	Initiatives écologiques dans les écoles	
	Organisation mondiale pour l'éducation et la formation professionnelle	1'000.-
	Pharmaciens sans frontières	4'000.-
	Terre des hommes – Marche de l'espoir	4'000.-
	Tierra Incógnita	3'000.-
	Visionmil	5'000.-
Subventions de fonctionnement	Action de Carême	10'000.-
	Appel de Genève – Participation au loyer des locaux à Genève	18'960.-

Lancy

Aide humanitaire		6'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi	3'000.-
Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse	3'000.-
Sensibilisation Nord-Sud		8'000.-
	Centre Europe Tiers-monde – Publications sur les droits humains	5'000.-
	Centre protestant de vacances – Voyage solidaire de jeunes Genevois et rencontres avec des jeunes Malgaches	3'000.-
Total des contributions versées		590'000.-
Contribution par habitant		20.51

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Lancy

- Soutient en priorité des actions concrètes et ciblées.
- Assume une politique de contributions diversifiées.
- Toute demande de subvention fait l'objet d'un formulaire à remplir qui sera étudié par le conseiller administratif délégué et un mandataire externe spécialisé dans l'aide au développement.
- En tant que signataire de la Charte d'Aalborg des villes européennes pour la durabilité, la Ville de Lancy confirme sa volonté d'octroyer un montant de 0.7% de ses dépenses de fonctionnement en faveur de la coopération internationale pour l'aide au développement.



Domaines d'intervention	Développement rural, agriculture, formation, emploi
Zone d'intervention	Mayumbe, Bas Congo
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	369'364 Fr.
Bailleurs	Carouge, DDC, État de Genève, Lancy

Lancy > RD Congo

Appui à la consolidation des organisations paysannes de Mayumbe

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

La République démocratique du Congo a connu une démission généralisée de l'État et doit composer avec des infrastructures plus que déficientes. Dans la province du Bas-Congo, la population vit principalement d'agriculture, d'élevage et de petit commerce. Pour s'alimenter, elle dépend principalement de produits importés. Depuis sa première phase en 2002, ce projet mené par l'organisme d'appui **SOPAM** vise à renforcer et unir trente associations paysannes afin d'accroître et de commercialiser la production agricole.

Activités et résultats

Ce projet associe l'introduction de techniques agricoles et de formations adaptées à une palette d'activités de réhabilitation d'infrastructures et de génération de revenu. Cette méthode a fait ses preuves: la production agricole des sites encadrés par la SOPAM a globalement augmenté de 50%. Des semences améliorées ont été introduites, plusieurs axes routiers réhabilités, un circuit de commercialisation mis en place, des sources d'eau potable aménagées et des arbres fruitiers plantés. Deux-cent cinquante quatre personnes ont suivi le programme d'alphabétisation et 69 femmes ont reçu une formation à la fabrication artisanale de savon. Finalement, trois unions paysannes ont été créées, elles font partie du mouvement paysan qui se met actuellement en place dans la province du Congo Central.

Association membre porteuse du projet

CARITAS

Depuis 1970, **Caritas Genève**, soutient des actions concrètes de développement au profit de petites communautés et d'organisations locales qui cherchent à s'investir dans un processus d'auto-développement. Caritas Genève est membre de la FGC depuis 1967 et compte 98 membres.
www.caritas-geneve.ch

Lancy > Niger

Appui à l'adaptation des pratiques pastorales

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Développement rural, élevage, formation, environnement
Zone d'intervention	Département de Dakoro, Niger
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	394'774 Fr.
Bailleurs	Carouge, DDC, État de Genève, Lancy, Grand-Saconnex

Contexte et objectifs

Le Niger est constitué à 80 % de désert, il ne possède qu'une bande verte au centre-sud du pays. L'accès à l'eau est donc essentiel pour une population qui vit principalement d'agriculture et d'élevage. La plupart des éleveurs déplacent leurs troupeaux selon la disponibilité d'eau et de pâturages; les agriculteurs, de leur côté, doivent fréquemment chercher de nouvelles terres en raison de la pression démographique et de la dégradation de terres jadis fertiles. Le front agricole qui remonte vers le nord grignote chaque année des espaces réservés aux activités pastorales, d'où une augmentation des conflits. Pour pallier à cette situation, ce projet vise à sécuriser les éleveurs sur leurs espaces de production et à adapter leurs pratiques à un contexte écologique et climatique changeant.

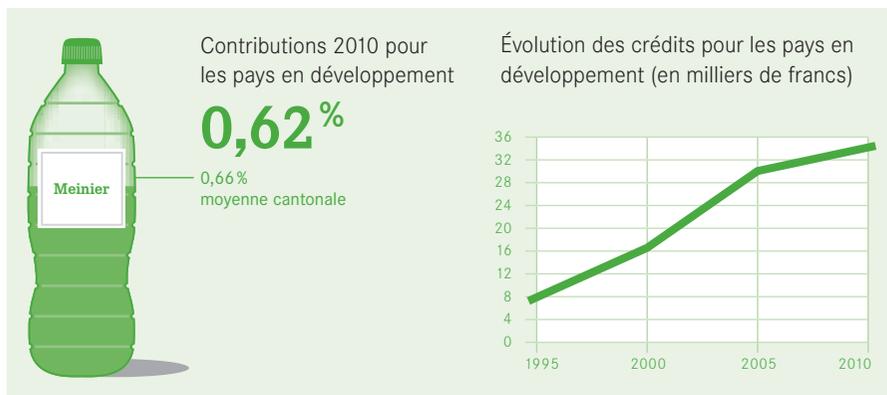
Activités et résultats

Depuis le début de cette nouvelle phase du projet mené par **Action pour la gestion intégrée des ressources (AGIR)**, les éléments techniques et juridiques pour une reconnaissance formelle des terroirs pastoraux ont été réunis. Ces terroirs ont également bénéficié d'investissements (puits, banques d'aliments pour le bétail) et de formations techniques permettant à l'activité pastorale de se maintenir dans des bonnes conditions. La sécurité alimentaire s'est également améliorée par l'établissement de banques de céréales. L'équilibre écologique a été consolidé avec la restauration d'une vingtaine d'hectares de terres et par la mise en place d'éco-brigades. Finalement, plusieurs centres d'alphabétisation d'adultes ont vu le jour et plus de 200 personnes ont suivi le programme d'alphabétisation.

Association membre porteuse du projet

	<p>Equiterre a été fondée en 1971 sous le nom de Société pour la protection de l'environnement. Elle vise à ce que les ressources de notre planète soient gérées de façon à assurer à chacun sa juste part et garantir leur pérennité. A cet effet, elle crée des liens entre les différents groupes d'intérêts et sensibilise la population au développement durable. Equiterre est membre de la FGC depuis 1984 et compte 4'000 membres.</p> <p>www.equiterre.ch</p>
---	---

Meinier 1'904 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		27'800.-
En collaboration avec la FGC		10'000.-
Mali	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Accompagnement et formation professionnelle des jeunes dans la rue, district de Bamako	5'000.-
Togo	Genève tiers-monde – Développement du maraîchage dans les régions Centrale et de la Kara	5'000.-
Autres collaborations		17'800.-
Afrique	Maman N'deye Diallo	500.-
	Morija	500.-
	Reso-femmes	500.-
	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	500.-
Albanie	Solidarité Suisse-Albanie	300.-
Bénin	Jatur	500.-
	Solidarité avec les villages du Bénin Campagne de dépistage du diabète	500.-
Bolivie	Uyarina	500.-
	Voix libres	500.-
Brésil	Nordesta	500.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou	500.-

Meinier

Cambodge	Krousar Thmey	500.-
Cuba	Medicuba	500.-
Haïti	Aide au développement agricole en Haïti	500.-
Inde	Seva	500.-
Laos	Association pour l'enfance laotienne	1'000.-
Malaisie	Bruno Manser Fonds	500.-
Mali	Cosobigao-Wanandi	500.-
	Reso-femmes	500.-
	Solférino	500.-
Palestine	Meyrin-Palestine Centre culturel et scolaire à Gaza	500.-
Rwanda	Fonds Kagabo	500.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle	500.-
Tibet	Les amis du Tibet	500.-
PED, non spécifié	Amis suisses des villages d'enfants SOS	500.-
	Amnesty International	500.-
	ECLOF International	500.-
	Frères de nos frères	500.-
	Handicap international	500.-
	Minorités & développement	500.-
	Nouvelle planète	500.-
	Pro Longo Maï	500.-
	Swissaid	500.-
	Terre des hommes	500.-
	Village d'enfants Pestalozzi	500.-

Meinier

Aide humanitaire		6'500.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Aide alimentaire pour des enfants de Bogota	500.-
Égypte	Coup de cœur Boulad	500.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	3'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	2'000.-
PED, non spécifié	Médecins sans frontières	500.-
Sensibilisation Nord-Sud		500.-
	Sommet mondial des femmes	500.-
Total des contributions versées		34'800.-
Contribution par habitant		18.28

Projet



Domaines d'intervention	Développement rural, crédit, emploi, formation
Zone d'intervention	Régions Centrale et de la Kara, Togo
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	177'186 Fr.
Bailleurs	Carouge, DDC, État de Genève, Meinier, Onex

Meinier > Togo

Augmenter et diversifier les revenus des paysans par le maraîchage

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

Au Togo, les conditions climatiques peu favorables s'accompagnent d'une surexploitation des terres qui lessive les sols. Par conséquent, la production agricole est précaire et la crise s'est également traduite en une flambée du prix des denrées alimentaires. En 2009, il fut estimé que 71 % des Togolais étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire et 26 % des enfants souffraient d'un retard de croissance. Ce projet géré par la **GRADSE** vise à mieux maîtriser l'accès aux ressources productives et aux marchés par l'aménagement de sites maraîchers, l'achat groupé d'intrants agricoles et de vente de produits, sans oublier le renforcement des savoir-faire. De plus, la mise en place de circuits de vente des produits est appelée à faciliter l'accès aux marchés urbains.

Activités et résultats

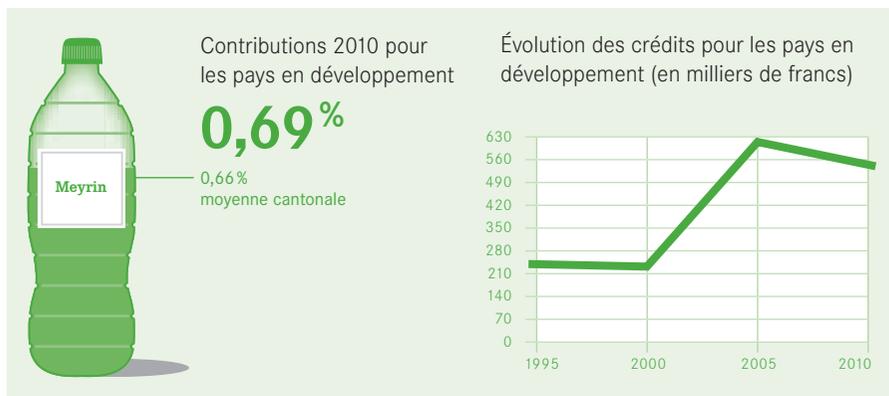
Depuis les débuts de cette nouvelle phase en 2009, les maraîchers de 17 villages se concertent afin d'instaurer des stratégies collectives de production et de commercialisation, ils organisent parallèlement des campagnes de maraîchage en saison sèche. Au total, 150 hectares ont été nettoyés et aménagés. La production annuelle atteint 560 tonnes de tomates et autres légumes. En bref, les retombées économiques du maraîchage permettent déjà d'améliorer les conditions de vie dans ces villages.

Association membre porteuse du projet



Genève tiers-monde soutient des initiatives locales dans le but d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés et d'étendre leur pouvoir de décision. Genève tiers-monde est membre de la FGC depuis 1984 et compte 750 membres.

www.getm.ch



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		538'500.-
En collaboration avec la FGC		147'862.-
Brésil	Mouvement populaire des familles – Menuiserie Vida Nova: formation professionnelle et sociale pour adolescents et jeunes, Ville de Joao Pessoa	34'000.-
Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Appui aux orphelins de conflits et du sida et autres enfants vulnérables	36'862.-
Timor oriental	Mouvement pour la coopération internationale Centre de développement communautaire : soutien aux activités et renforcement institutionnel à Baucau	35'000.-
Togo	Genève tiers-monde – Appui aux populations autour de la forêt d'Abdoulaye	32'000.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	10'000.-
Autres collaborations		390'638.-
Argentine	Mate Cocido – Soutien à la réhabilitation de l'infrastructure du foyer d'accueil de jour Chicos del Sur	30'000.-

Meyrin

Bénin	Miman Bénin – Récolte de matériel informatique, scolaire, médical et mobilier de bureau pour les structures scolaires et sanitaires Solidarité avec les villages du Bénin – Construction d'un atelier de maçonnerie, centre de formation professionnelle d'Allada	5'000.- 35'000.-
Bolivie	Tupaj Amaru – Fourniture d'un tracteur pour la communauté de Chajnacaya, Potosi	25'000.-
Brésil	Appui aux Indiens Yanomami d'Amazonie – Renforcement des compétences des leaders indiens Yanomami de l'Amazonas	30'000.-
Guatemala	Km207 – Développement agricole auprès d'une communauté maya pour lutter contre l'exode rural	5'000.-
Inde	Humanium – Soutien à l'établissement d'un centre citoyen, cours informatique pour adultes et formation d'un comité de bonne gouvernance, village d'Annathur	5'300.-
Kenya	H2O énergies – Réalisation d'une installation de pompage et de filtration d'eau à Koteyo	25'000.-
Laos	Terre des sourires – Agrandissement d'une école dans le village de Ban Sao	30'000.-
Madagascar	Association pour l'avenir – Vingt bourses d'étudiants stagiaires à l'école supérieure spécialisée du Vakinankaratra Hope international – Autonomie alimentaire d'un lycée	5'000.- 13'838.-
Niger	Association Suisse-Niger – Construction d'une bibliothèque, complexe scolaire de Banifandou à Niamey	2'200.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda – Construction de 20 blocs de 8 latrines dans les villages situés à l'intérieur du Queen Elisabeth National Park	20'500.-
Pérou	Terragir énergie solidaire – Soutien à l'installation d'un système de chauffage solaire dans l'école Acocancha	2'500.-
République de Guinée	Apprentissage sans frontières – Construction d'un centre de formation en couture et broderie couplé avec un centre informatique à panneaux solaires	15'000.-
Sénégal	Solidarité N'Dem – Achat d'un véhicule 4x4 pour référer des villageois vers les dispensaires avoisinants	30'000.-
Somalie	Hawa Abdi – Construction d'une garderie au centre de formation pour femmes et installation d'une pompe à eau	24'300.-

Meyrin

Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – Programme d'alimentation des enfants entre 3 et 7 ans	30'000.-
Togo	Aide Katihoé – Alimentation électro-solaire du centre médical de Momé Katihoé	30'000.-
	Ingénieurs et architectes solidaires – Electrification solaire d'un hôpital régional	27'000.-

Aide humanitaire **5'000.-**

Madagascar	Pharmaciens sans frontières – Accès aux médicaments essentiels pour les personnes démunies	5'000.-
------------	---	---------

Total des contributions versées **543'500.-**

Contribution par habitant 25.08

Contributions hors pays en développement **15'000.-**

Roumanie	Mesemrom – Construction de lavoirs publics à Aiud	15'000.-
----------	--	----------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Meyrin

- Domaines d'intervention privilégiés: santé, éducation, formation, agriculture, artisanat, environnement, émancipation des femmes, microcrédits, fracture numérique, infrastructures, droits humains.
- Favorise des projets à « taille humaine ».
- Applique le principe de laïcité des activités.
- Participe au financement de biens matériels et d'équipement ainsi qu'à leur maintenance.
- Participe au financement des salaires des personnes chargées d'assurer un transfert de technologies ou de connaissances aux populations des pays en développement.
- Valorise des projets des associations soutenues par Meyrin et organise des manifestations sur les questions de solidarité internationale (débat, événements culturels).

Meyrin > Timor oriental

Centre de développement communautaire et soutien à la société civile

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Emploi, formation, artisanat, développement de la société civile
Zone d'intervention	Bacau, Timor Oriental
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	118'058 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Meyrin

Contexte et objectifs

Le Timor oriental s'étend sur la moitié d'une petite île montagneuse au nord de l'Australie. Il a subi quatre siècles de colonisation portugaise suivis de deux décennies d'occupation indonésienne. S'il acquiert son indépendance en 2002, beaucoup reste à faire : 60% de la population active n'ont pas achevé l'école primaire et la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté. Le pays est riche en énergies fossiles mais manque de savoir-faire. Dans ce contexte, le **Centre de développement communautaire** contribue à la reconstruction de la société civile et accompagne des initiatives permettant aux communautés de générer des revenus. A cet effet, il assure la formation de groupes de forgerons et de producteurs de fruits et légumes.

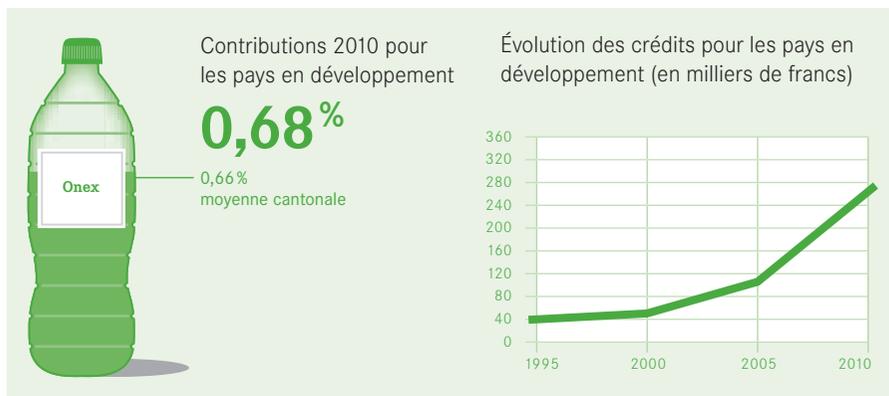
Activités et résultats

Le Centre de développement communautaire cherche à répondre concrètement aux défis posés par le sous-emploi des jeunes. Aussi, il apporte un soutien en matière de transformation alimentaire sous forme de conserves, confitures, huiles, etc. En aval, il effectue un travail de promotion des produits et démarche les points de vente. Il vise aussi l'extension de son autonomie et de celle des producteurs. Pour ce faire, quinze manuels techniques ont été réalisés au sujet de la rationalisation des processus et des exigences d'hygiène, comme des stratégies de marketing et de vente. Des membres de l'équipe du centre ont reçu diverses formations, notamment dans le domaine du journalisme, de la comptabilité et en langue anglaise.

Association membre porteuse du projet



Depuis 1962, le **Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI)**, contribue à la mise en place d'un réseau de solidarité à l'échelle mondiale. Il favorise la confrontation des pratiques et des connaissances entre acteurs engagés pour une société plus juste. Le Mouvement pour la coopération internationale est membre de la FGC depuis 1966, il compte une vingtaine de membres et davantage de sympathisants. mci.fgc.ch



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		277'577.-
En collaboration avec la FGC		187'577.-
Burkina Faso	Association pour le développement des aires protégées Faune et développement de Boumoana, province de Gourma	47'600.-
Colombie	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Participation et leadership comme forme de résistance pour la transformation sociale	41'000.-
International	Terre des hommes suisse – Plan d'action quadriennal 2009-2012	20'000.-
Mali	Helvetas – Promotion des filières agricoles, région de Sikasso	52'477.-
Togo	Genève tiers-monde – Développement du maraîchage dans les régions Centrale et de la Kara	22'500.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	4'000.-
Autres collaborations		90'000.-
Bolivie	Uyarina – Réinsertion et écoles mobiles pour les enfants et jeunes vivant dans la rue	2'000.-
Brésil	Nordesta – Récupération de l'eau de pluie	2'000.-
Burkina Faso	Reso-femmes – Favoriser le leadership féminin par une formation « empowerment et genre » et création d'emplois	15'000.-

Onex

Cameroun	Morija – Diminution de la mortalité materno-infantile et des maladies diarrhéiques, sensibilisation aux normes d'hygiène	5'000.-
	Save Massambé – Construction d'un bâtiment scolaire, prévention et lutte contre le VIH, commerce agricole et implication des femmes dans l'économie du village	5'000.-
Guatemala	Vivamos mejor – Développement global pour les peuples indigènes (scolarisation, gestion communautaire des ressources, santé materno-infantile)	15'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Petit fonds de garantie pour permettre aux jeunes filles de développer des activités économiques	4'000.-
International	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	7'000.-
Madagascar	Hope international – Autonomie alimentaire d'un lycée, formation à l'agriculture et l'élevage	5'000.-
Mali	Genilem du monde – Structure d'aide technique pour femmes désireuses de créer une entreprise	8'000.-
Ouganda	Nouvelle planète – Construction d'une ferme biologique dans un centre d'accueil pour enfants atteints du VIH et formation à l'agriculture biologique	4'000.-
République de Guinée	Apprentissage sans frontières – Centre de formation en broderie et couture pour les jeunes filles	9'000.-
Tibet	Peu-la – Formation de jeunes médecins ; pratique de la médecine traditionnelle tibétaine, connaissance des plantes médicinales et des techniques de gestion	9'000.-

Total des contributions versées

277'577.-

Contribution par habitant

15.67

Contributions hors pays en développement

5'400.-

Roumanie

Onex-Bradulet

Activités socioculturelles et fonctionnement

5'400.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Onex

- Une grille de critères basée sur le développement durable est appliquée à chaque projet.
- Lors de chaque action ou manifestation organisée pour le public dans le cadre de la promotion de l'Agenda 21, des associations d'aide au développement sont invitées pour leur offrir une visibilité (fête d'Onex et du Sport en 2009, Ville du Goût en 2010, etc).
- 0.7%, inscrit depuis longtemps dans les objectifs politiques communaux.

Projet



Domaines d'intervention	Développement rural, jeunesse, égalité de genre, renforcement de la société civile
Zone d'intervention	Multiplés
Durée	4 ans (2009-2012)
Financement	6'940'000 Fr.
Bailleurs	DDC, Onex, Vernier, État de Genève, Plan-les-Ouates, Ville de Genève

Onex Plan d'action 2009-2012

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte

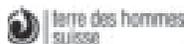
Le fil rouge du plan d'action de **Terre des hommes suisse** est la promotion de la citoyenneté et la protection des enfants. En ce sens, Terre des hommes s'efforce de promouvoir dans différents pays un meilleur respect des droits de l'enfant et l'autonomie des communautés bénéficiaires par un dialogue constant avec les collectivités publiques. Le principe de prévention est également privilégié, via la mise en place dans l'ensemble des activités d'une culture de protection des bénéficiaires et en particulier des femmes et enfants.

Objectifs

1. Promouvoir et défendre les droits de l'enfant
2. Lutter contre le travail des enfants
3. Favoriser l'accès à une éducation adaptée et de qualité
4. Contribuer à la mise en œuvre des droits de la femme
5. Renforcer une économie durable en milieu rural et urbain
6. Eduquer au développement solidaire et aux droits de l'enfant

Le plan d'action est un ensemble d'activités qui partagent les mêmes objectifs. Il permet à l'association membre de mettre en œuvre une stratégie cohérente de développement sur plusieurs années en bénéficiant davantage de souplesse et de prévisibilité dans la gestion de ses activités. A la FGC, cette filière de financement complète l'approche par projets depuis 2004.

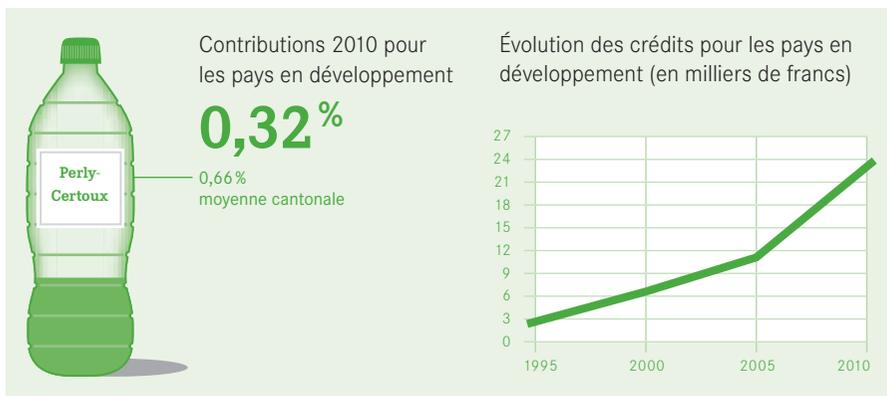
Association membre porteuse du projet



Terre des hommes suisse a pour objectif l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées dans les pays du Sud, particulièrement celles des enfants et des femmes. En Suisse, l'association mène des actions de sensibilisation, notamment auprès des jeunes, sur les causes des inégalités Nord-Sud. Terre des hommes est membre de la FGC depuis 1966 et compte 78 membres.

www.terredeshommes.ch

Perly-Certoux 2'899 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		24'000.-
En collaboration avec la FGC		1'000.-
Togo	Genève tiers-monde – Appui aux populations autour de la forêt d'Abdoulaye	1'000.-
Autres collaborations		23'000.-
Bénin	Action Bénin contre le diabète – Lutte contre le diabète	4'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Extension de l'orphelinat à Madurai et Marago	6'000.-
	Seva – Construction d'une école	10'000.-
	Ushagram – Construction d'une ferme laitière à Kechala	1'000.-
Ouganda	Nouvelle planète – Mise en place d'une ferme-école dans le cadre d'un orphelinat	1'000.-
Tibet	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	1'000.-
Total des contributions versées		24'000.-
Contribution par habitant		8.28

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Perly-Certoux

- Les montants des subventions doivent être proportionnés par rapport au budget global des associations.
- Pour les nouvelles demandes, la pertinence de leur champ d'action ainsi que leur complémentarité avec les associations existantes sont examinées.



Perly-Certoux > Inde

Scolarisation des enfants d'un bidonville de Bangalore

Contexte et objectifs

Ce projet mené par l'association **SEVA** vise à scolariser gratuitement 450 enfants d'un bidonville de Bangalore et à développer l'école qui les accueille. En ce sens, la construction d'un auvent sur la cour doit permettre aux enfants de prendre leurs repas à l'abri du soleil ou de la pluie. De façon à prévenir les fréquentes coupures de courant, des panneaux photovoltaïques ont été installés. Dès l'âge de 15 ans, les enfants ayant obtenus des résultats scolaires satisfaisants recevront un soutien pour la poursuite de leurs études durant trois ans ou pour une formation professionnelle.

Activités et résultats

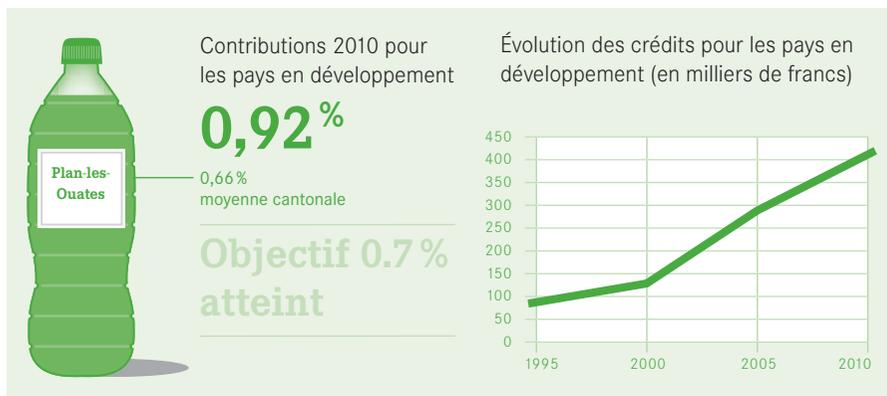
Le dispensaire est opérationnel avec la présence d'un médecin chaque matin pour des soins et contrôles de la vue, de l'ouïe, des dents et des maladies de peau. Des cours de planning familial et d'hygiène de vie sont donnés aux parents et les enfants reçoivent une sensibilisation à la sexualité et aux dangers de la vie. Une crèche accueille des enfants afin que leurs mères puissent travailler. Finalement, des activités créatrices organisées par des bénévoles permettent aux enfants de sortir du cadre très strict de l'enseignement.



Dans le cadre de ce projet, la commune de Perly-Certoux a financé la pose de panneaux photovoltaïques pour un total de 20'000 Fr.

www.seva-legrandsaconnex.ch

Informations fournies par la commune de Perly-Certoux.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		331'600.-
En collaboration avec la FGC		148'400.-
Argentine	Mouvement pour la coopération internationale Appui aux initiatives communautaires pour un développement participatif et renforcement d'une plateforme sociale et environnementale, municipalité de La Plata	35'000.-
Haïti	Commission tiers-monde de l'église protestante Renforcement de producteurs de café dans la Grand'Anse	44'413.-
International	Terre des hommes suisse – Plan d'action quadriennal 2009-2012	13'000.-
Mali	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Accompagnement et formation professionnelle des jeunes dans la rue, district de Bamako	35'987.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	20'000.-
Autres collaborations		183'200.-
Albanie	Solidarité Suisse-Albanie – Voyage solidaire	1'000.-
Bénin	Collège du Vuillonex – Voyage solidaire et construction de classes	4'500.-

Plan-les-Ouates

Brésil	Helina Brésil – Valorisation des formations en agroéconomie	10'000.-
	Jequitibà – Formation de journalistes des radios communautaires	2'000.-
Burkina Faso	Ader Burkina – Centre polyvalent de formation et d'appui aux producteurs agricoles	7'000.-
	Amis du ribios – Semaine de l'agriculture et de la forêt	2'640.-
	Bilifou-Bilifou – Ferme de spiruline	10'000.-
Congo RD	Groupe de réflexion sur l'Afrique et le Congo RD Appui post-conflit au rééquipement en nouvelles technologies de l'information	8'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Exploitation d'une étable et d'un poulailler	7'000.-
	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	10'000.-
	Ushagram – Développement rural	10'000.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	2'000.-
Madagascar	Pharmaciens sans frontières – Dispensaire Aina Vao	3'000.-
Mali	Anitié	8'000.-
	Reso-femmes – Maraîchage, Bintou	6'000.-
Mongolie	Association projets Mongolie – Promotion du maraîchage	10'000.-
	Unicef – Des écoles et de l'eau pour les enfants nomades	5'000.-
Népal	Track impunity always – Aide aux victimes de crimes internationaux pour faire valoir leurs droits devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU	3'000.-
Palestine	Fondation Surgir – Sensibilisation au dialogue entre enfants et parents palestiniens	3'100.-
Pérou	Du muletier au guide de montagne	6'000.-
Soudan	Association suisse enfance Erythrée – Soutien à l'école de Wadi-Sherifey	3'000.-
	Caritas – De l'eau propre pour les Ikotos	8'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong – Programme agricole	10'000.-
Tibet	Peu-la – Développement durable dans les régions isolées	10'000.-

Plan-les-Ouates

PED, non spécifié	Amnesty International – « Le droit à l'eau est un droit universel »	3'000.-
	Campagne internationale contre la torture – Formation et appui aux jeunes défenseurs des droits humains	6'000.-
	Collège universitaire Henry Dunant – Université d'été des droits de l'homme : bourses d'études	5'700.-
	Helvetas – Eau	8'000.-
	Swissaid – « La faim n'est pas une fatalité »	9'760.-
Subvention de fonctionnement	Campagne internationale contre la torture	1'500.-

Aide humanitaire 63'800.-

Afrique	Médecins sans frontières – Crise nutritionnelle au Sahel	10'000.-
Bélarus et Ukraine	Green cross – Camps thérapeutiques	4'000.-
Cameroun	Médecins sans frontières – Lutte contre l'ulcère de Buruli	6'800.-
Colombie	Comité international de la croix-rouge – Déplacés en Colombie	5'000.-
Haïti (séisme)	Médecins sans frontières	5'000.-
	Terre des hommes – Foyer Maurice Sixto	20'000.-
Pakistan (inondations)	Caritas	5'000.-
	Croix-rouge suisse	5'000.-
Sénégal	Cayla solidaire – Voyage solidaire	3'000.-

Sensibilisation Nord-Sud 25'000.-

Centre Europe Tiers-monde Programme droits humains 2008-2010	6'000.-
Fian international – Campagne publique sur les droits humains et la pauvreté en Suisse romande	5'000.-
Interractions – Echanges avec le Bangladesh	1'500.-
M. Zakaria Sorgho – Ouvrage : « L'économie agricole du Burkina Faso : un potentiel de développement (...) »	1'500.-
Organisation mondiale contre la torture Sensibilisation du grand public	3'000.-

Sommet mondial des femmes

8'000.-

« Genève – Ville pour les droits humains »

Total des contributions versées	420'400.-
Contribution par habitant	42.01

Contributions hors pays en développement	60'000.-	
Roumanie	Association Sangeorgiu – Travaux d'agrandissement d'un hôpital	40'000.-
	Association Sangeorgiu	20'000.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Plan-les-Ouates

- Un règlement sur la coopération est mis en œuvre, il stipule huit thèmes d'action :

- le développement rural et l'agriculture ;
- l'éducation et la formation ;
- la micro-économie et l'emploi ;
- la santé ;
- l'environnement ;
- le genre ;
- l'eau ;
- le renforcement des organisations de la société civile.

- Critères adoptés : répartition géographique équitable ; répartition équitable par tranche d'âge et par genre ; effets multiplicateurs des projets ; demandes émanant des populations locales.

- Organisation périodique d'événements publics, notamment de la manifestation « La solidarité dans tous ses états! ».

Plan-les-Ouates > Mexique

Formation de promoteurs en permaculture pour l'auto-développement communautaire

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Formation, agriculture, développement rural, environnement
Zone d'intervention	Région Sierra, État du Chiapas, Mexique
Durée	2 ans (2010-2011)
Financement	179'720 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Plan-les-Ouates, Ville de Genève

Contexte et objectifs

Pour l'association **Madre Tierra**, la société n'a pas besoin davantage de scientifiques ou de techniciens mais d'êtres humains responsables et solidaires. Suivant ce principe, ce projet repose sur la participation directe des paysans indigènes du Chiapas afin qu'ils deviennent les acteurs de leur propre développement. Son objectif principal : renforcer l'autosuffisance des communautés rurales par des activités et formations relevant de la permaculture, une science systémique qui a pour but la conception et la réalisation de sociétés équitables et écologiquement viables.

Activités et résultats

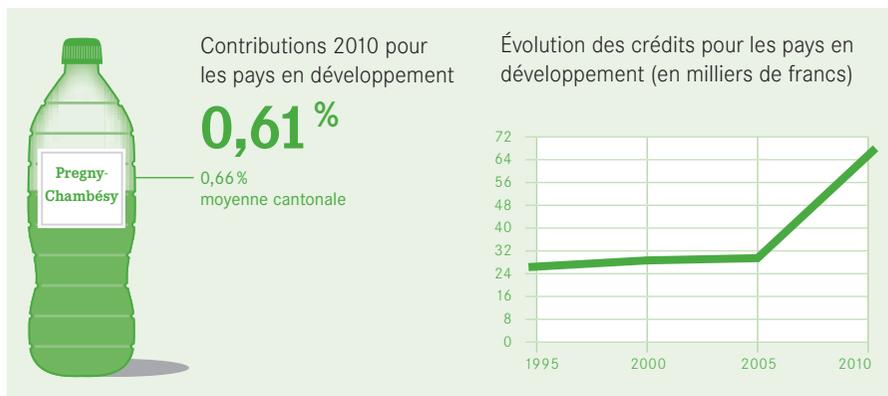
Pour parvenir aux objectifs qu'elle s'est fixée, Madre Tierra souhaite établir un réseau de promoteurs en développement communautaire. La création de coopératives et d'un marché solidaire figurent aussi au programme tout comme la sensibilisation des populations locales en matière de défense des droits économiques, sociaux, culturels, et environnementaux. En ce sens, huit ateliers ont été réalisés sur des sujets aussi divers que la construction de réservoirs d'eau et de latrines écologiques et l'autosuffisance alimentaire. En parallèle à la transmission de savoirs techniques, des questions de fond sont abordées (santé, économie, politique et société). L'accent est aussi mis sur la capacité de reproduire et enseigner les connaissances acquises tout comme l'échange d'expérience avec des organisations paysannes et étatiques.

Association membre porteuse du projet



Créée en 2002, **Madre Tierra Suisse** est partenaire de Madre Tierra México, active auprès d'organisations paysannes luttant pour l'autosuffisance et la défense de leurs droits. En Suisse, elle sensibilise le public par le biais d'événements culturels, politiques et festifs. Madre Tierra Suisse est membre de la FGC depuis 2008 et compte 46 membres. www.madretierrainternational.org

Pregny-Chambésy 3'679 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		60'950.-
Bolivie	Uyarina – Création d'un point de rencontre pour soutien psychologique aux enfants des rues de Cochabamba	1'000.-
Bésil	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	6'000.-
Burkina Faso	Nouvelle planète – Électrification solaire d'une école et atelier de recharge de batteries dans le village de Tanguiga	2'000.-
	Nouvelle planète – Construction d'une école primaire à Songpelsé	3'000.-
Cameroun	Association jeunes aveugles « Dschang » – Centre de jeunes aveugles de Dschang	3'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	10'600.-
	Humanium – Développement durable au village de Sankarapuram	8'350.-
	Ushagram – Fonctionnement de 14 écoles enfantines dans 12 villages du Bengale-Occidental	12'500.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	1'050.-
Madagascar	Graines de bitume – Enfants et jeunes ados des rues	8'350.-
Mali	Solférino – Voyages solidaires et construction d'écoles	500.-
Ouganda	Nouvelle planète – Orphelinat en Ouganda	2'000.-

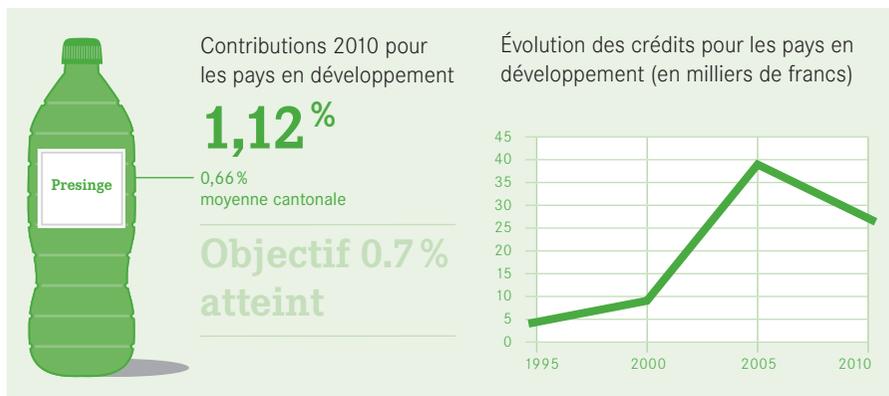
Pregny-Chambésy

Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – Programme de formation professionnelle	2'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong	600.-
Aide humanitaire		7'100.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Aide alimentaire pour des enfants de Bogota	2'100.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	3'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	2'000.-
Total des contributions versées		68'050.-
Contribution par habitant		18.50

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Pregny-Chambésy

- Privilégie l'implication de citoyens de la commune.
- Un budget est attribué à la Commission sociale et parascolaire du Conseil municipal.
- Un budget est également à disposition de la conseillère administrative déléguée aux affaires sociales.
- Attribue les bénéfices de la fête de Noël à un projet de solidarité à l'étranger.
- Approuve l'objectif de 0.7%.

Presinge 660 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		23'500.-
Bénin	Assikloassi – École	1'000.-
Brésil	Nordesta – Reforestation	1'000.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou	2'000.-
Burundi	Education et santé pour tous Construction d'une école primaire	1'000.-
Cameroun	Groupe action pour Batchingou	2'500.-
Équateur	Graine d'affection – Foyer petite enfance	2'500.-
Haïti	Association suisse des amis d'Haïti – Éducation	1'000.-
Inde	Rigzen-Zanskar – Éducation au Zanskar Seva – Éducation et santé, enfants d'Inde du Sud	1'000.- 1'000.-
Madagascar	Association pour l'école de Sakatia – Éducation	2'500.-
Mali	Anitié	3'000.-
Sénégal	Sauvez Mbodiène	1'000.-
Tibet	Peu-la	1'000.-
Togo	Classe solidaire – Éducation	3'000.-

Presinge

Aide humanitaire		3'500.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	3'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – Soins	500.-
Total des contributions versées		27'000.-
Contribution par habitant		40.91

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Presinge

- Soutien des projets à taille humaine, précis et localisés.
- Ne contribue pas aux projets de grandes organisations.
- Suit les projets durant plusieurs années (4 ou 5 ans, voire davantage).
- Exige que les associations partenaires aient leur siège à Genève ou en Suisse.



Presinge > Cameroun

Groupe d'action pour Batchingou

Contexte et objectifs

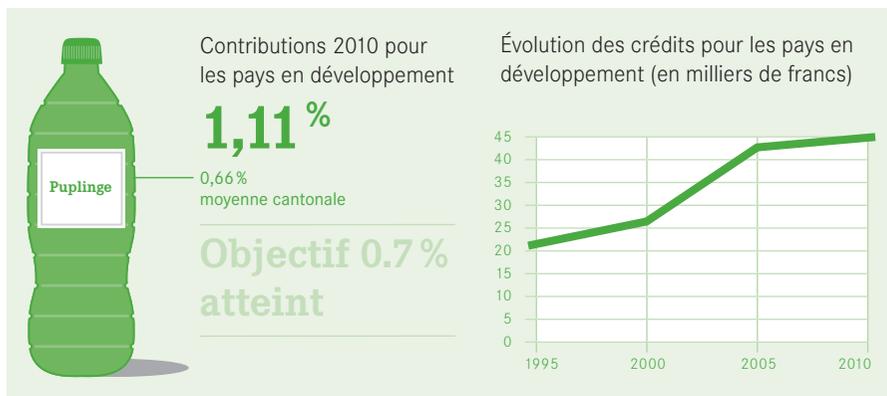
La mission principale du **Groupe d'action pour Batchingou (GAB)** est centrée sur le centre de santé de Batchingou, village situé à l'ouest du Cameroun. Ce centre offre aux habitants des consultations ambulatoires, permet d'être hospitalisé pour une courte durée, et pratique des accouchements. Actuellement, des difficultés concernant l'approvisionnement en eau courante deviennent récurrentes: coupures fréquentes et arrivée d'eau aléatoire, ce qui ne permet plus d'assurer des soins d'hygiène satisfaisants.

Activités et résultats

Depuis sa création, GAB a financé la formation et les salaires de deux aides-infirmiers. Nous avons décidé de centrer notre effort sur un nouveau captage d'eau qui approvisionnera le centre de santé ainsi qu'une partie du village. L'association Era Cameroun de Yaoundé, spécialisée dans ce domaine, a été mandatée pour la recherche et l'exploitation d'une source d'eau. Il est prévu d'installer un réservoir semi-enterré de 30'000 litres d'eau. Le coût de ce projet comprend la formation d'habitants du village. Ils seront chargés de l'entretien du système de distribution d'eau. Le devis établi par l'association pour le captage et le réservoir s'élève pour l'instant à 42'510 Fr., qui devront être réévalués.

Pour l'association GAB,
Annick James

Puplinge 2'030 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		35'450.-
En collaboration avec la FGC		1'500.-
Haïti	Kombit – Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presque île du sud	1'500.-
Autres collaborations		33'950.-
Birmanie	Minorités & développement – Aide aux familles vivant sur les décharges d'ordure	2'000.-
Brésil	Helina Brésil – Club das Maes et crèche Lar Esperança	2'500.-
	Nordesta – Accès à l'eau pour tous	1'500.-
Burkina Faso	Arvan – Restauration de l'école Ninigui	1'000.-
	Bilifou-Bilifou – Extension d'une école primaire	2'000.-
	Bio-passion	1'500.-
	Reso-femmes – Droit des femmes	2'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home – Orphelinat pour les filles de Madurai	2'000.-
	Humanium – Développement durable au village d'Annathur	1'000.-
	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	2'000.-
	Seva – Education et santé, enfants d'Inde du Sud	1'000.-
	Ushagram – Programme « Kechala » en milieu rural	1'950.-

Puplinge

Nigéria	Soutien aux plus démunis-e-s	1'500.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda Développement rural au village de Kesenyi	1'000.-
	Nouvelle planète – Orphelinat	1'500.-
	Omoana	1'000.-
Palestine	Meyrin-Palestine – Centre culturel et scolaire à Gaza	2'000.-
Sénégal	Cayla solidaire – Construction d'un centre de soins	2'000.-
	Irha – Maison internationale	1'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle Programme de formation professionnelle	1'500.-
Togo	Assikloassi Achèvement d'un bâtiment de quatre classes	2'000.-
Aide humanitaire		9'550.-
Burkina Faso	Morija – Eau potable	4'550.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi Aide alimentaire pour des enfants de Bogota	1'000.-
Égypte	Coup de cœur Boulad	1'000.-
Haïti (séisme)	Association suisse des amis d'Haïti Aide à la reconstruction	2'000.-
Mali	Le pont du Mali Apport de mil à 150 familles durant trois mois	1'000.-

Total des contributions versées

45'000.-

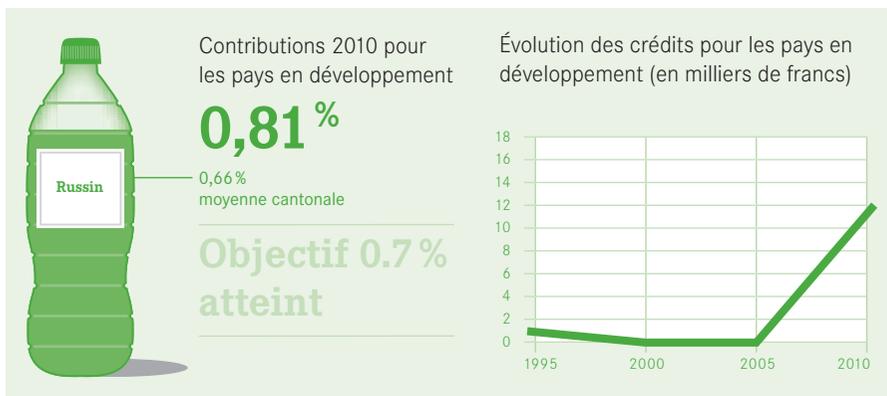
Contribution par habitant

22.17

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Puplinge

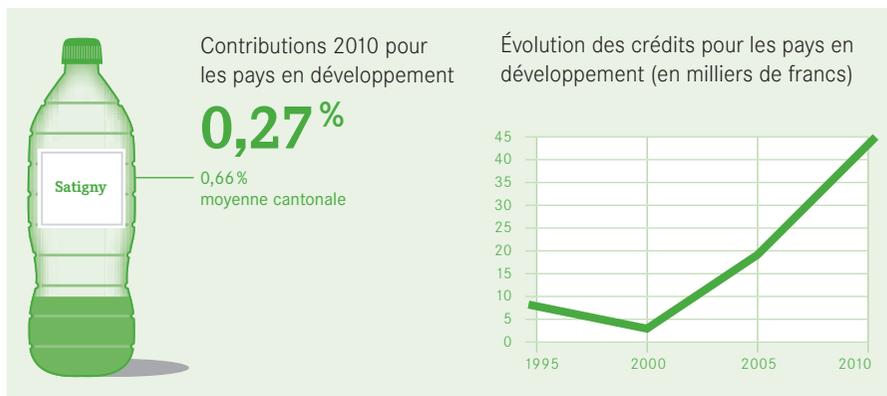
- Critères appliqués pour les contributions: taille et ancienneté de l'association, connaissance de l'un des fondateurs, but du projet et clarté de la demande, montant budgété et existence d'une comptabilité.

Russin 474 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Aide humanitaire		12'000.-
Haïti (séisme)	Association pour l'avenir Aide à la reconstruction de l'école genevoise	12'000.-
Total des contributions versées		12'000.-
Contribution par habitant		25.32



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		34'000.-
En collaboration avec la FGC		10'000.-
Haïti	Kombit – Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presque île du sud	10'000.-
Autres collaborations		24'000.-
Bénin	Solidarité avec les villages du Bénin – Lutte contre le diabète (participation des étudiants 3 ^e médecine Uni-GE)	500.-
Brésil	Nordesta – Installation système récupération d'eau de pluie	500.-
Burkina Faso	Hop Burkina – Parrainage d'élèves et centre multimédia	1'000.-
Cambodge	Tourism for help – Centre de formation pour jeunes	1'000.-
Chine	Les amis du Tibet – Rénovation des écoles, province du Qinghay	1'000.-
Équateur	Graine d'affection – Foyer d'accueil pour enfants	1'000.-
Inde	Mme Renée Furrer – École gouvernementale au Ladakh	3'060.-
	Nouvelle planète – Camp d'entraide	500.-
International	Dignité en détention	1'000.-
	Terre des hommes – Marche de l'espoir	440.-

Satigny

Madagascar	Hope international	1'500.-
Malaisie	Bruno Manser Fonds – Forêts primaires	500.-
Mali	Dimmbal.ch – Commune rurale	3'000.-
	Genilem du monde – Soutien aux entrepreneuses	1'700.-
	Le pont du Mali	500.-
	Reso-femmes – Formation « empowerment et genre »	1'000.-
	Solférino et Jatur – Soutien à l'école primaire Amadou Haya Boly	500.-
Ouganda	Nouvelle planète Projet d'entraide camp de jeunes « Jinja2 »	300.-
PED, non spécifié	Terre des hommes	1'000.-
Sénégal	Cayla solidaire	500.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – Création d'un centre de formation professionnelle	1'000.-
Tchad	Morija – Ecoles communautaires de brousse, formation d'enseignants	2'000.-
Togo	Animation jeunesse de l'Église protestante de Genève – Échanges interculturels	500.-

Aide humanitaire **11'000.-**

Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	2'000.-
	Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt	1'000.-
	Médecins sans frontières	3'000.-
République Centrafricaine	Antenna technologies – Distribution de Spiruline	5'000.-

Total des contributions versées **45'000.-**

Contribution par habitant 12.40

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Satigny

- Soutien des associations qui collaborent avec des partenaires locaux clairement identifiés.
- Souhaite l'implication d'habitants de la commune dans les associations soutenues.
- Exige un retour d'information pour les habitants, en présentant des projets dans le journal communal ou dans le rapport annuel.
- Augmentation progressive du montant total alloué à la solidarité internationale.
- Séparation budget développement et aide humanitaire.
- Instauration prévue d'un formulaire de demande pour standardiser les requêtes et permettre les comparaisons.
- Exposition d'un projet (dimmbal.ch) à l'occasion de la remise du mérite communal.

Satigny > Haïti

Réhabilitation agricole et réinsertion des déplacés

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Agriculture, renforcement de la société civile, emploi
Zone d'intervention	Départements de Nippes et de la Grand'Anse, Haïti
Durée	1 an (2010-2011)
Financement	185'625 Fr.
Bailleurs	Choulex, Jussy, Lancy, État de Genève, Puplinge, Satigny, Troinex, Ville de Genève

Contexte et objectifs

Le séisme du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince a entraîné l'exode en province de près de 600'000 sinistrés. Cet afflux massif de population précarise l'existence d'habitants de campagnes déjà privées d'infrastructures de base alors que les agences de coopération concentrent leurs efforts en milieu urbain. Les réseaux d'organisations paysannes ont rapidement pris la mesure du problème et tentent d'apporter des solutions pour nourrir et intégrer les nouveaux venus. A cet effet, ce projet vise à augmenter la disponibilité des produits agricoles. Il s'agit d'encadrer les nouveaux paysans et d'encourager la création d'entreprises familiales à l'aide du microcrédit, tout en proposant des formations en techniques agricoles comme en gestion.

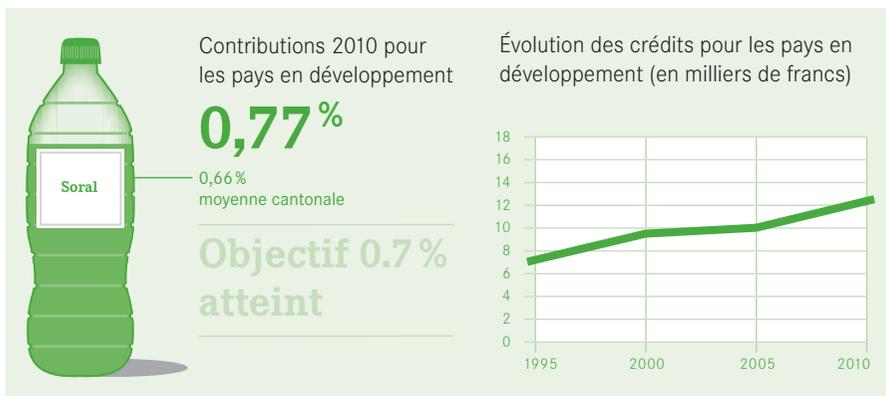
Activités et résultats

Le projet a débuté par la distribution de semences et d'engrais auprès de 12 communes. Par la suite, les activités se sont concentrées sur le petit élevage, le crédit agricole et l'encadrement des déplacés. Quatre cents apiculteurs ont reçu une formation de deux jours et 150 ruches modernes ont été construites. En parallèle, la constitution d'un stock stratégique de semences doit permettre d'affronter plus sereinement les périodes de rareté due à des catastrophes naturelles. A terme, ce projet doit permettre à 1'600 exploitants de bénéficier de prix subventionnés pour l'achat de semences.

Association membre porteuse du projet

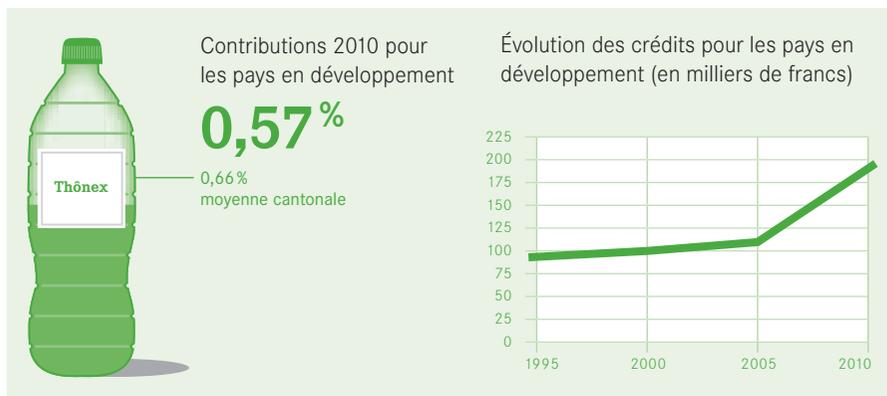
KOMBIT

Kombit est une petite association de bénévoles avec pour objectif de soutenir des communautés rurales dans leurs efforts d'organisation pour devenir autonomes et pour obtenir la reconnaissance des autorités locales. Kombit collabore avec un partenaire haïtien depuis 1986 : le Groupe de recherche et d'appui au milieu rural (GRAMIR). Kombit est membre de la FGC depuis 1987 et compte 12 bénévoles et une cinquantaine de donateurs réguliers.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		9'300.-
Burkina Faso	Communes de la Champagne Centre de formation artisanal et professionnel à Pô	9'100.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	200.-
Aide humanitaire		3'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	2'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	1'000.-
Total des contributions versées		12'300.-
Contribution par habitant		16.69



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		165'500.-
Algérie	Soutien au peuple Sahraoui – Installations de panneaux photovoltaïques dans les camps de réfugiés et formation pour leur maintenance	2'000.-
Bénin	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales Prévention et traitement des fistules vésico-vaginales	20'000.-
Brésil	Nordesta Installation d'un système de récupération d'eau de pluie	2'000.-
Burkina Faso	Arvan Aide à la scolarisation et aux populations défavorisées	5'000.-
	Boule de neige Fourniture de livres au collège privé de Gédéon	4'000.-
Chine	Les amis du Tibet Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	3'000.-
Colombie	La Casita Soutien aux jeunes sans ressources ni formation	3'000.-
Haïti	Association suisse des amis d'Haïti Travail pédagogique dans des centres ruraux	25'000.-
	Association suisse des amis d'Haïti	80'000.-
Inde	Ushagram – Reboisement de la région de Kechala	2'000.-

Thônex

Jordanie	Organisation mondiale pour l'éducation et la formation professionnelle – Rénovation de citernes d'eau anciennes	1'000.-
Mali	Anitié – Eau potable, agriculture et soutien aux femmes	4'000.-
Népal	Surya – Développement d'une clinique	2'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis – Forage de puits, réhabilitation d'écoles de brousses, appui à des initiatives locales et microcrédits	5'000.-
Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l'économie locale de Bisesero	1'000.-
Sénégal	Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie – Promotion de l'utilisation de l'eau de pluie pour l'adaptation aux changements climatiques Go-Sénégal – Soutien au centre d'alphabétisation : achat de matériel scolaire, de livres et formation des enseignants	1'000.- 3'000.-
Tchad	Amis de Goundi – Santé publique et éducation	1'000.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Acquisition d'un terrain agricole pour rizières	1'500.-
Aide humanitaire		31'500.-
Burkina Faso	Ader Burkina – Achat de céréales pour la cantine scolaire du village de Kamba Morija – Lutte contre la malnutrition des enfants	4'000.- 3'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Aide alimentaire pour des enfants de Bogota Lectures partagées – Formation du personnel de la bibliothèque de Quebrada Henda, réparation du toit et rénovation	5'000.- 3'000.-
Haïti (séisme)	Amis de l'orphelinat de Manasse – Reconstruction de locaux pour loger, nourrir et scolariser 50 orphelins	4'000.-
Inde	Être-Tibet – Aide aux communautés villageoises de réfugiés tibétains	5'000.-
International	Campagne suisse contre les mines antipersonnel Programme d'action contre les mines antipersonnel	2'000.-
Kenya	Maasai aid – Nourriture, éducation et lutte contre les mutilations génitales féminines Masanga éducation & assistance – Finalisation des annexes d'une école enfantine et achat de matériel éducatif	1'500.- 2'000.-

Viêtnam **Jeunes du Mékong et intégration** 2'000.-
Enfants défavorisés dans le Delta du Mékong

Total des contributions versées	197'000.-
--	------------------

Contribution par habitant	14.47
---------------------------	-------

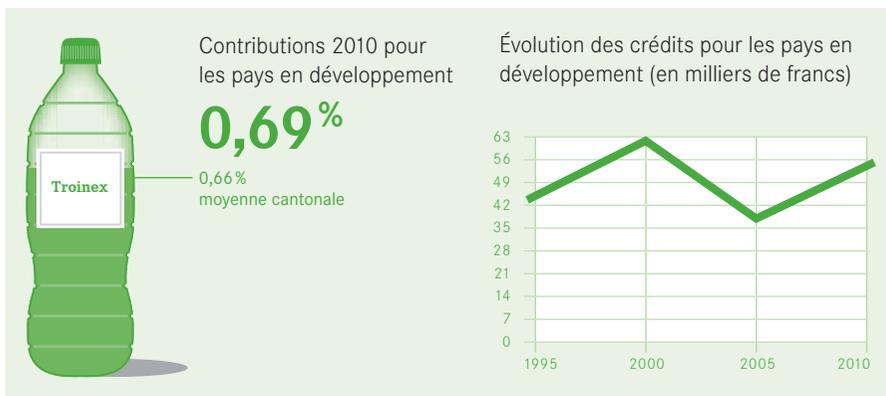
Contributions hors pays en développement	1'500.-
---	----------------

Djembé Faré – Cours et ateliers de danse et percussion, engagement d'artistes africains	1'500.-
---	---------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Thônex

- Règlement d'attribution adopté par le Conseil municipal.
- Examen des dossiers par les membres de la Commission sociale.

Troinex 2'180 HABITANTS



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		37'000.-
En collaboration avec la FGC		
Haïti	Kombit Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presque île du sud	500.-
Autres collaborations		36'500.-
Bolivie	Églises action biblique Fomento al desarrollo infantil	6'000.- 2'000.-
Brésil	Nordesta – Reforestation	1'000.-
Burkina Faso	Nouvelle planète – Construction d'une école à Songpelsé	1'000.-
Côte d'Ivoire	Effata – Construction d'une maternité	1'000.-
Guatemala	Vivamos mejor	6'000.-
Inde	Orphelinat St-Joseph	4'000.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	1'000.-
Sri Lanka	Gabor Kato – Soutien à une école	1'000.-

Troinex

PED, non spécifié	Centre écologique Albert Schweitzer	4'000.-
	Frères de nos frères	4'000.-
	Organisation mondiale contre la torture	1'000.-
	Solidarité tiers-monde	500.-
	Terre des hommes	4'000.-

Aide humanitaire	18'500.-
-------------------------	-----------------

Asie	Chaîne du bonheur	5'000.-
Haïti (séisme)	Association pour l'avenir	1'000.-
	Aide à la reconstruction de l'école genevoise	
	Chaîne du bonheur	5'000.-
PED, non spécifié	Campagne suisse contre les mines antipersonnel	500.-
	Médecins sans frontières	6'500.-
	Mission évangélique contre la lèpre	500.-

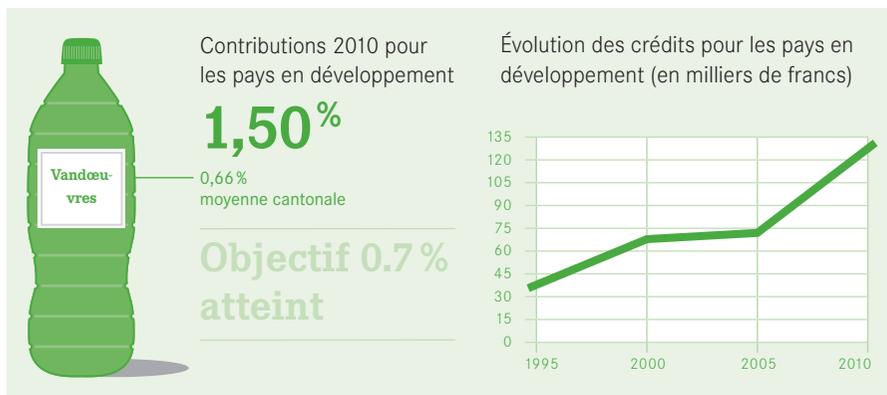
Total des contributions versées	55'500.-
--	-----------------

Contribution par habitant	25.46
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Troinex

- Sélectionne des projets en fonction de la documentation reçue, des contributions effectuées lors des années précédentes et de la qualité du suivi des projets.

Vandœuvres 2'674 HABITANTS



Contributions versées en 2010

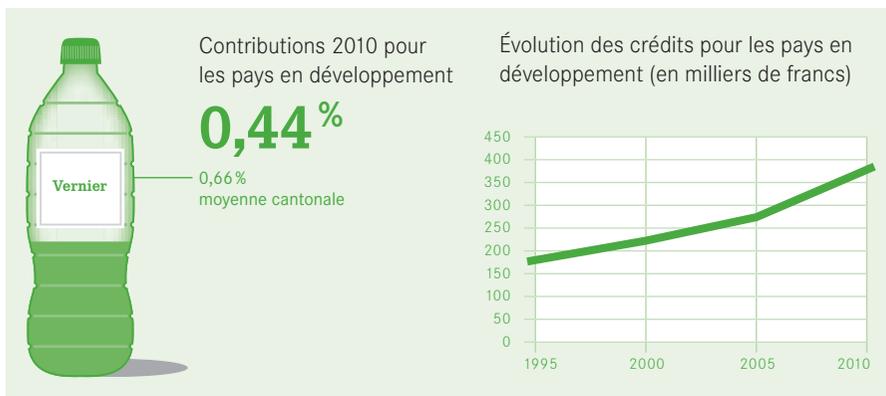
Coopération au développement		118'694.-
Afrique	Soutien au peuple Sahraoui	500.-
Argentine	Mate Cocido – Foyer de jour	10'000.-
Bésil	Nordesta – Accès à l'école pour tous	6'100.-
Burkina Faso	Bilifou-Bilifou – Centre de radiologie	5'000.-
Cambodge	Krousar Thmey	2'000.-
Haïti	Aide au développement agricole en Haïti – Bergerie	3'000.-
Inde	Amis du Sakthi Children's home Orphelinat pour les filles de Madurai	7'000.-
	Asskam – Crèches	2'000.-
	Ushagram – Programme « Kechala » en milieu rural	2'000.-
Israël-Palestine	Fondation Surgir – Soutien aux femmes victimes de violences sexuelles	1'192.-
Mali	Arvan Aide à la scolarisation et aux populations défavorisées	20'000.-
	Resofemmes	2'000.-
	Solférino – Salle informatique	5'000.-
Nicaragua	Casa Alianza – Enfants des rues	6'000.-
	Educar es avanzar – Centre de formation pour malvoyants	3'202.-

Vandœuvres

Ouganda	SidEcole – Scolarisation des orphelins et démunis	13'200.-
Pérou	Association andine de Genève	300.-
Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l'économie locale de Bisesero	3'000.-
Sénégal	Cayla solidaire	2'000.-
	Centre écologique Albert Schweitzer – Reboisement	3'000.-
	Irha – maison internationale Écoles bleues : eau pour tous	2'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle – Formation professionnelle	4'800.-
Tibet	Les amis du Tibet	700.-
	Peu-la	700.-
Togo	Assikloassi Ecole	14'000.-
Aide humanitaire		8'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Aide aux enfants	7'000.-
International	Médecins sans frontières	1'000.-
Sensibilisation Nord-Sud		4'000.-
	Animation jeunesse de l'Église protestante de Genève Échanges avec le Togo	4'000.-
Total des contributions versées		130'694.-
Contribution par habitant		48.88

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Vandœuvres

- Soutien de préférence des projets concrets menés par des petites et moyennes associations.
- Les demandes sont en général adressées à l'adjoint délégué aux Affaires sociales et humanitaires et étudiées par la Commission aide sociale et humanitaire.
- Événement publics: soutien à l'association Bangwe pour une conférence à Vandœuvres par les femmes de la région des Grands Lacs d'Afrique qui luttent contre la violence.



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		362'000.-
En collaboration avec la FGC		342'000.-
Afrique	Recherches et applications de financements alternatifs au développement Faciliter l'accès au microcrédit par la formation	72'000.-
Argentine	Mouvement pour la coopération internationale Récupération de territoires traditionnels, province de Rio Negro et Chubut, Patagonie	61'000.-
Haïti	Commission tiers-monde de l'église protestante Renforcement de producteurs de café dans la Grand'Anse	57'000.-
International	Terre des hommes suisse Plan d'action quadriennal 2009-2012	31'000.-
Ouganda	Espoir pour ceux qui ont faim - fh suisse Production et commercialisation de riz pluvial à Pader	76'000.-
Pérou	Kallpa-Genève Communautés promotrices de la santé gérées par le gouvernement local à San Juan de Lurigancho	38'000.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	7'000.-

Vernier

Autres collaborations		20'000.-
Burundi	Éducation et santé pour tous – Construction d'une école	6'500.-
Cameroun	Ensemble, combattons la misère – Soutiens scolaires	3'500.-
Sénégal	International rainwater harvesting alliance Initiatives écologiques dans les écoles	10'000.-
Aide humanitaire		25'000.-
Chili (séisme)	Caritas	5'000.-
Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	20'000.-
Total des contributions versées		387'000.-
Contribution par habitant		11.61

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Vernier

- 20'000 Fr. sont conservés chaque année pour des projets qui concernent des associations ou institutions sises sur le territoire verniolan.
- En l'espace de 5 ans, le budget dévolu à la coopération au développement a sensiblement augmenté. L'objectif est de se rapprocher de 0.7%.
- Il est demandé aux organisations communales financées de publier un article dans le journal communal « Actualités Vernier »

Projet



Domaines d'intervention	Microcrédit, emploi, formation
Zone d'intervention	Bénin, Kenya, Mali, Togo, Burkina Faso
Durée	2 ans (2008-2010)
Financement	269'857 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Vernier, Ville de Genève

Vernier > Afrique

Faciliter l'accès au crédit par la formation

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

La microfinance permet à de petits entrepreneurs des pays en voie de développement d'accéder à des crédits auxquels ils ne peuvent prétendre dans le système bancaire. En ce sens, elle représente un moyen essentiel de lutte contre la dépendance et la pauvreté. Mais pour permettre à un grand nombre de personnes de démarrer ou de développer leurs activités, les institutions de microfinance doivent être formées de façon à consolider leurs compétences et étendre leur accès aux ressources financières.

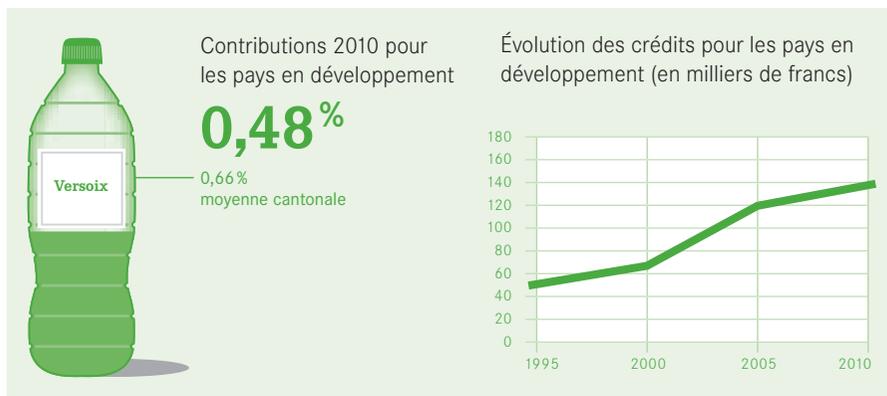
Activités et résultats

La phase précédente du projet a obtenu des résultats encourageants qui se sont traduits par une augmentation de 40% des fonds obtenus. Lors de cette nouvelle phase, 18 personnes représentant autant d'institutions ont participé à une formation organisée au Bénin avec pour thème « l'analyse et la gestion des risques de crédits ». D'autres soutiens aux coopératives d'épargne ont été apportés au Kenya comme au Burkina Faso. De plus, des actions de sensibilisation ont visé les banques locales, souvent méfiantes à l'égard des institutions de microfinance. Finalement, un programme de formation a permis à de jeunes entrepreneurs d'accéder au crédit par une plateforme internet. Cependant, face à une croissance non maîtrisée, certaines institutions de microfinance doivent ralentir leurs activités afin de limiter les risques.

Association membre porteuse du projet



Recherches et applications de financements alternatifs au développement (RAFAD) a pour mission de contribuer au développement des économies locales dans les pays du Sud. De ce fait, l'association privilégie l'autonomie des acteurs économiques locaux pour éviter la dépendance à l'aide. RAFAD est membre de la FGC depuis 1989. www.rafad.org



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		124'590.-
En collaboration avec la FGC		100'000.-
Bolivie	Éducation et futur Réadaptation sociale des enfants exploités de Tarija	25'000.-
Haïti	Kombit – Programme de développement local des réseaux d'Opas des Nippes et de la Grand'Anse	37'500.-
Togo	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Education et protection sociales des jeunes travailleuses dans le secteur informel, Lomé-Ouest	37'500.-
Autres collaborations		24'590.-
Burkina Faso	Nouvelle planète – « Atelier Tanguiga » : recharge de batteries et location d'outils, avec la participation de cinq Versoisien	2'500.-
Laos	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales Formation et recherche dans le domaine médical	20'590.-
Viêtnam	Nouvelle planète – Rénovation et construction de classes d'école maternelle, avec la participation de deux Versoisien	1'000.-

Versoix

Mali	Solférino et Jatur – Construction d'un terrain de jeu et d'une bibliothèque et apport de matériel informatique	500.-
------	---	-------

Aide humanitaire		14'821.-
-------------------------	--	-----------------

Cuba	Association Lazaro Relova – Transport de matériel	5'410.-
------	--	---------

Haïti (séisme)	Chaîne du bonheur	1'500.-
	Réseau des entrepreneurs solidaires – Médicaments et lait pour les enfants d'un bidonville de Port-au-Prince	7'911.-

Total des contributions versées	139'411.-
--	------------------

Contribution par habitant	10.61
---------------------------	-------

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Versoix

- La répartition est de 60% pour des projets présentés par la FGC et 40% pour des soutiens directs de la commune.
- En dehors des projets des associations membres de la FGC, les domaines d'intervention prioritaires sont: alphabétisation, promotion de la femme, développement durable des ressources locales.
- Analyse des demandes par le Service social jeunesse sécurité, puis décision de la Commission social-jeunesse.
- En 2010, le Conseil municipal a organisé une journée de soutien pour Haïti à la suite du séisme.

Versoix > Bolivie

Réadaptation sociale des enfants exploités

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Droits humains, jeunesse, éducation, enseignement
Zone d'intervention	Ville de Tarija, sud de la Bolivie
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	100'032 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Versoix

Contexte et objectifs

Dans le sud de la Bolivie, beaucoup de familles pauvres quittent leur campagne pour la ville de Tarija avec l'espoir d'y trouver un emploi. Leurs enfants sont souvent exploités comme vendeurs, laveurs de voitures ou cireurs de chaussures. Sans protection, et victimes d'abus, les enfants souffrent de sous-alimentation, d'alcoolisme et de carences affectives et sont parfois incités à voler ou à se prostituer. Le centre la Libellule de l'association **Educación y futuro** accueille ces enfants exploités et maltraités pour améliorer leur estime de soi et leurs perspectives d'avenir.

Activités et résultats

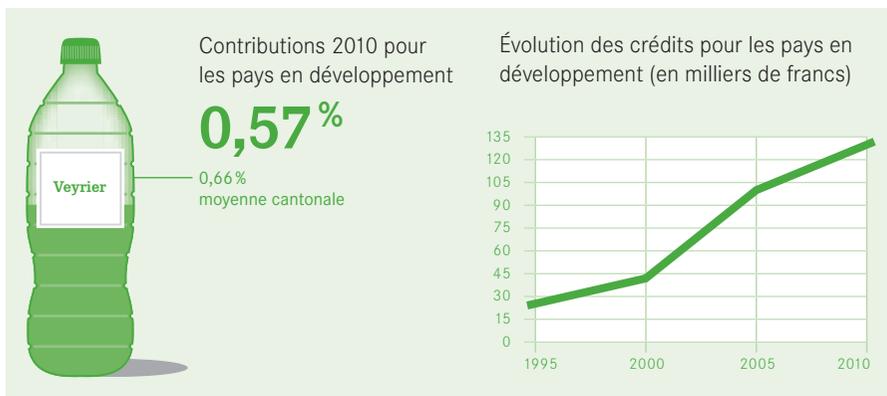
La Libellule accueille en moyenne 129 enfants et adolescents chaque jour, elle leur propose des activités d'éveil et d'art ainsi que des conseils sociaux et juridiques. Ces enfants retrouvent confiance en eux et peuvent s'épanouir; de nouveaux talents ont été découverts en théâtre, comme en musique et en sport. En outre, le soutien scolaire et les formations techniques leur permettront d'exercer un emploi plus valorisant. L'association cherche maintenant à assurer la pérennité du centre par le biais d'activités génératrices de revenu et en collaborant avec les autorités locales.

Association membre porteuse du projet



Éducation et futur a été fondé en 1997 avec pour objectif de soutenir les projets de l'ONG bolivienne Educación y futuro. Elle organise à cet effet des manifestations et des campagnes pour récolter des fonds et du matériel. Éducation et futur est membre de la FGC depuis 2006.

www.educacionyfuturo.com



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		89'500.-
En collaboration avec la FGC		2'000.-
Mali	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Accompagnement et formation professionnelle des jeunes dans la rue, district de Bamako	2'000.-
Autres collaborations		87'500.-
Afrique	Global institute of water environment and health Eau, environnement et santé	5'000.-
Albanie	ECG Jean-Piaget et ASSAJ – Voyage solidaire à caractère socio-éducatif, apport matériel et pédagogique à une crèche de Tirana	500.-
Burundi	Education et santé pour tous Centre de santé « Brigitte Said-Crettol » à Kibaribari	6'000.-
Chili	Association des enfants de Vichuquen Enfants défavorisés d'une favela de Santiago	1'000.-
Colombie	Katuyumar-Veyrier – Aide aux communautés indiennes	6'000.-
Congo RD	Amis de l'abbé Joseph Lukelu Centre d'alphabétisation à Kinshasa	5'000.-
Guatemala	Vivamos mejor – Jardins d'enfants interculturels à Nahualate, Haut Pays d'Atitlán	4'000.-

Veyrier

Haïti	Haïti Cosmos – Renforcement d'un programme éducatif	5'000.-
Inde	Paadhai – École et dispensaire, district de Wayanad Seva – Panneaux solaires pour une école de Bangalore	4'000.- 4'000.-
International	Terre des hommes – Marche de l'espoir	5'000.-
Madagascar	Hope international – Autonomie alimentaire d'un lycée Nouvelle Planète et Mizara-Madagascar Adduction d'eau du village Behorimo	2'000.- 4'000.-
Mongolie	Unicef – Eau potable pour les enfants	4'000.-
Népal	Buddha Academy Boarding School Home pour enfants tibétains	6'000.-
Nigéria	Soutien aux plus démunis Forage de puits, villages dans l'État de Benue	4'000.-
Pérou	Achalay – Foyer-ferme de San Andrés et communauté de Cieneguilla	6'000.-
Sénégal	Nouvelle planète – Construction de deux classes d'école primaire à Mbaraglou	1'000.-
Togo	Assikloassi – Achèvement d'un bâtiment de 4 classes	5'000.-
PED, non spécifié	Collège universitaire Henry Dunant – XVI ^e session de l'Université d'été des droits de l'homme : bourse d'études Terre des hommes Maison de Massongex: home médicalisé pour enfants	4'000.- 6'000.-
Aide humanitaire		43'000.-
Afrique	Médecins sans frontières – Crise nutritionnelle au Sahel	5'000.-
Burkina Faso	Morija – Centre de récupération et d'éducation nutritionnelle de Ouagadougou	3'000.-
Chili (séisme)	Chaîne du bonheur	2'000.-
Colombie	Aide aux enfants foyers Bambi – Projet nutritionnel destiné aux enfants de la naissance à 6 ans, Bogota	5'000.-
Haïti (séisme)	Anmwe pour Ayiti / Secours pour Haïti Aide alimentaire d'une année à douze familles Chaîne du bonheur	6'000.- 11'000.-
Niger	Swissaid – Aide alimentaire	5'000.-
Pakistan (inondations)	Chaîne du bonheur	2'000.-

Veyrier

Soudan **Amis de sœur Emmanuelle** 4'000.-
Centre d'alimentation pour enfants

Total des contributions versées **132'500.-**

Contribution par habitant 13.22

Contributions hors pays en développement **500.-**

Chypre **Association contre l'exploitation et l'esclavage** 500.-
sexuels – Lutte contre la traite des êtres humains

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Veyrier

- Pas de critères prédéfinis.

- Etude attentive des dossiers reçus et envoi d'un questionnaire spécifique le cas échéant.



Domaines d'intervention	Emploi, formation, jeunesse
Zone d'intervention	District de Bamako, Mali
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	256'036 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Meinier, Meyrin, Plan-les-Ouates, Ville de Genève

Veyrier > Mali

Accompagnement et formation professionnelle des jeunes

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

En dépit d'une croissance économique proche de 6%, le Mali reste fortement dépendant de l'aide extérieure. Les populations rurales s'exilent en nombre à Bamako où la pauvreté est alarmante. Les enfants ont rarement accès à l'école. Aussi, un nombre croissant de jeunes se retrouve sans qualification ni emploi. Par conséquent, ce projet, mené par l'**Association Jeunesse Actions – Mali** propose des formations vouées à favoriser l'insertion des jeunes et valoriser le travail des métaux comme facteur de développement économique.

Activités et résultats

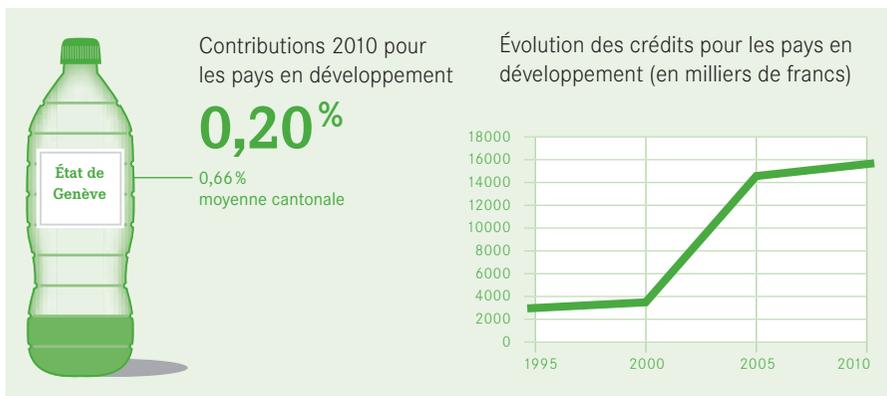
Deux cent jeunes ont reçu des formations de chaudronnier et de soudeur. Les élèves ont déjà la possibilité de vendre certains des produits fabriqués dans le cadre de leur formation. Pour compléter la formation technique, une filière parallèle enseigne les compétences de base en matière de gestion d'entreprise, d'outils comptables et de techniques commerciales. Dès le début de la seconde année, l'accent a été mis sur la préparation des jeunes à l'entrepreneuriat, via la réalisation de leur caisse à outil et l'élaboration de projets de micro entreprises.

Association membre porteuse du projet



L'Association pour l'accès à l'éducation et à la formation (AccEd) œuvre en faveur de l'accès à l'éducation et la formation professionnelle pour les personnes défavorisées. AccEd est membre de la FGC depuis 1999 et compte 80 membres.

www.acced.ch



Contributions versées en 2010

Coopération au développement		9'042'990.-
En collaboration avec la FGC		2'899'633.-
Afrique	Ired.org Renforcement des organisations de la société civile en Afrique	40'000.-
	Les jardins de Cocagne Lutte contre le VIH dans la région du bassin du fleuve Sénégal	19'000.-
Afrique du Sud	Commission tiers-monde de l'église protestante Développement rural dans la région de Msinga	27'003.-
Argentine	Mouvement pour la coopération internationale Récupération de territoires traditionnels, provinces de Rio Negro et Chubut, Patagonie	2'636.-
Bangladesh	Enfants du monde – Amélioration de la santé materno-infantile, district de Netrokona	70'000.-
Bolivie	Éducation et futur Réadaptation sociale des enfants exploités de Tarija	25'000.-
Brésil	Mouvement populaire des familles Menuiserie Vida Nova: formation professionnelle et sociale pour adolescents et jeunes, Ville de Joao Pessoa	65'151.-

État de Genève

Burkina Faso	Association pour le développement des aires protégées – Faune et développement de Boumoana, province de Gourma	12'400.-
	Graine de Baobab – Agroécologie dans 6 villages, province du Boulgou, centre Est	75'000.-
Burundi	Espoir pour ceux qui ont faim - fh suisse Renforcement des capacités des associations de producteurs, Province de Ruyigi	100'000.-
Cameroun	Association Suisse-Cameroun – Développement intégré de la maïsiculture dans l'arrondissement de Nguélémendouka	130'708.-
Chili	Alborada – Prévention, insertion et formation professionnelle de jeunes à Puente Alto	50'000.-
Colombie	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Participation et leadership comme forme de résistance pour la transformation sociale	9'000.-
	Genève tiers-monde Femmes en mouvement pour dynamiser leurs territoires et construire un développement alternatif	40'950.-
	Genève tiers-monde Gestion locale participative en milieu urbain, Bogota	97'000.-
	Genève tiers-monde – Vers une culture participative de gestion de l'environnement urbain et péri-urbain, environs de Medellin	60'000.-
	Terre des hommes suisse – Renforcement du tissu social et réhabilitation de familles déplacées et vulnérables de Cordoba et Sucre (Fonds «drogue ou développement ?»)	49'633.-
Congo RD	Caritas – Consolidation des organisations paysannes et des Unions du Mayumbe, Bas Congo	100'000.-
	Espoir pour ceux qui ont faim – fh suisse – Lutte contre l'insécurité alimentaire dans la périphérie de Bukavu	186'478.-
Guatemala	Enfants du monde Éducation bilingue interculturelle à Alta Verapaz	20'000.-
	Helvetas – Appui aux chaînes de production et de commercialisation dans sept départements occidentaux	67'500.-

État de Genève

Haïti	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation Formation professionnelle de jeunes, promotion et commercialisation de l'artisanat	45'000.-
	Commission tiers-monde de l'église protestante Renforcement de producteurs de café dans la Grand'Anse	35'587.-
	Kombit Programme de développement local des réseaux d'Opa des Nippes et de la Grand'Anse	7'015.-
	Kombit Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presqu'île du sud	75'000.-
Inde	Frères de nos frères Développement rural parmi les populations tribales de l'Orissa	80'000.-
International	Espace femmes international Programme d'enseignement en ligne (e-learning) en genre et développement	49'973.-
	Terre des hommes suisse Plan d'action quadriennal 2009-2012	286'000.-
Mali	Amis suisses – villages dogons Hydraulique villageoise et développement communautaire	150'000.-
	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Formation professionnelle en chaudronnerie et tuyauterie, Bamako	28'597.-
	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Accompagnement et formation professionnelle des jeunes dans la rue, district de Bamako	15'000.-
	Helvetas Promotion des filières agricoles, région de Sikasso	69'195.-
Mexique	Madre Tierra Formation de promoteurs en permaculture pour l'auto-développement durable communautaire	31'000.-
Niger	Equiterre Adaptation des pratiques pastorales, département de Dakoro	46'349.-

État de Genève

Pérou	Genève tiers-monde – Amélioration de la chaîne productive des alpagas et lamas dans la province de Caylloma (2 ^e phase)	20'000.-
	Genève tiers-monde – Amélioration de la chaîne productive des alpagas et lamas dans la province de Caylloma	50'220.-
	Genève tiers-monde – Intégration scolaire des élèves handicapés à Cusco	8'046.-
	Kallpa-Genève – Communautés promotrices de la santé gérées par le gouvernement local à San Juan de Lurigancho	2'000.-
	Kallpa-Genève – Jeunes et adultes acteurs d'une communauté promotrice en santé à Iquitos	70'519.-
Sénégal	Les jardins de Cocagne – Autonomisation des caisses locales d'épargne et de crédit dans le département de Bakel	26'654.-
Tanzanie	Association pour le développement des aires protégées – Appui au développement intégré de l'apiculture	50'000.-
	Association pour le développement des aires protégées – Gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga	50'461.-
Timor oriental	Mouvement pour la coopération internationale Centre de développement communautaire :soutien aux activités et renforcement institutionnel à Baucau	33'058.-
Togo	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Education et protection sociales des jeunes travailleuses dans le secteur informel, Lomé-Ouest	33'000.-
Togo	Genève tiers-monde – Appui aux populations autour de la forêt d'Abdoulaye	29'500.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	360'000.-
Autres collaborations		6' 143'357.-
Afrique	Campagne internationale contre la torture Formation et appui aux jeunes défenseurs des droits humains	95'000.-
	Fondation suisse du service social international Film institutionnel et documentaire sur le programme Afrique de l'Ouest	50'000.-
Asie et Pacifique	Displacement solutions – Formation aux droits des réfugiés climatiques	117'000.-

État de Genève

Bangladesh	Croix-rouge suisse – Prévention du VIH : thérapie antirétrovirale, conseils et dépistage volontaire	100'000.-
Bénin	Association Fonds 1 % Développement de la filière des ananardiers	11'248.-
	Terragir énergie solidaire Électrification à l'énergie solaire de trois écoles	29'000.-
Bolivie	Instituto para el desarrollo humano Éducation et information pour prévenir le VIH	80'000.-
	Racines – Application d'un système de reforestation générateur de puits de carbone stable	60'000.-
	Tupaj Amaru – Fourniture d'un tracteur pour la communauté de Chajnacaya, Potosi	23'686.-
Brésil	Aquaverde – Reforestation : réalisation d'une pépinière	59'777.-
	Helina Brésil – Centre d'éducation populaire et d'appui au développement des communautés rurales	20'000.-
	Nordesta – Reforestation et protection de 100 sources du bassin fluvial du Rio Grande	163'548.-
Burkina Faso	Centre écologique Albert Schweitzer Gestion des déchets, mairies de Sabaa, Pô et Gourcy	15'000.-
	Fondation a better life – Scolarisation des enfants handicapés et enfants de parents handicapés	55'000.-
	Ingénieurs et architectes solidaires – Electrification solaire du centre médical pédiatrique Persis	43'000.-
Cambodge	Goutte d'eau – Soutien éducatif (Fonds «drogue ou développement ? »)	33'367.-
	Handicap international – Droits des enfants handicapés : mise en œuvre d'un modèle pilote reproductible d'éducation inclusive	150'000.-
Colombie	Lectures partagées – Construction d'une bibliothèque-ludothèque, La Union	10'000.-
	Protierradentro Femmes unies pour une vie digne et sans violence	50'000.-
	Vivamos mejor Éducation et santé pour les enfants déplacés	16'400.-
Congo RD	Groupe de réflexion sur l'Afrique et le Congo RD Équipement en nouvelles technologies de l'information et amélioration de la recherche et de l'enseignement de l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu	45'000.-
	La chambre de l'économie sociale et solidaire Production de bâtons de manioc à Kinshasa	31'000.-

État de Genève

Haïti	Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire – Film de sensibilisation en Haïti	50'000.-
	Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire – Participation aux frais pour la venue d'experts haïtiens au colloque universitaire « Haïti, des lendemains qui tremblent »	12'000.-
	Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire – Formation « Gestion des risques et des désastres en Haïti »	50'000.-
Honduras	Casa Alianza – Enfants migrants rapatriés	44'000.-
Inde	Les amis du Tibet – Amélioration de la santé et de l'agriculture en montagne	60'000.-
Indonésie	Caritas – Recyclage d'huile usagée	40'000.-
International	Département des constructions et des technologies de l'information Aide aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève	1'263'957.-
	Institut des hautes études internationales et du développement – Formation décentralisée : programme « International Master in Advanced Studies »	175'000.-
Kenya	Maasai aid Lutte contre les mutilations génitales féminines	40'000.-
Kirghizistan	Médecins sans frontières – Programme de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire	150'000.-
Mali	Dimmbal.ch – Consolidation du projet de développement multisectoriel de la commune de Dimmbal	97'574.-
	Helvetas Soutien aux initiatives locales de lutte contre l'excision	172'800.-
	Islamic relief Sécurité alimentaire et amélioration des conditions de vie des populations vulnérables à Gourma Rharous	53'475.-
	Medes sapcom Égalité de droits entre hommes et femmes par le regroupement des mouvements indépendants de femmes	15'000.-
Mauritanie	Vétérinaires sans frontières Promotion et commercialisation du lait local sur les marchés urbains et périurbains, région de Bamako	30'000.-
	Yaakaare – Intégration et réconciliation sociale au moyen des droits culturels	40'300.-

État de Genève

Nicaragua	Casa Alianza – Pour une vie sans drogue (Fonds «drogue ou développement ?»)	150'000.-
Niger	Association Suisse-Niger Construction et équipement de trois classes	42'000.-
Ouganda	SidEcole Scolarisation et alimentation pour enfants des rues	20'000.-
Palestine	Aide sanitaire suisse aux Palestiniens Amélioration des conditions de vie des personnes marginalisées et handicapées	60'000.-
	Fondation Surgir – Amélioration du dialogue entre enfants et parents en Cisjordanie	25'000.-
Papouasie- Nouvelle-Guinée	Centre pour le dialogue humanitaire Préparation au dialogue en Papouasie	100'000.-
Rwanda	Dignité en détention – Santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés à la prison centrale de Gitarama et au centre de Nyagatare	39'700.-
	François-Xavier Bagnoud International Programme de développement communautaire et de promotion économique	38'716.-
Sénégal	Cayla solidaire – Construction d'un centre de soins	20'000.-
	Collectif artistes plasticiens Construction et équipement d'une salle d'activités créatrices au Collège Morina Diakité de Tambacounda	20'000.-
	La compagnie des cris Formation en lecture, jeu de scène et théâtre scolaire à Thies	20'000.-
Somalie	Hawa Abdi – Amélioration des infrastructures d'une école primaire et d'un centre pour femmes	40'000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle Création d'un centre de formation professionnelle	75'000.-
Sri Lanka	Project new eyes-iris Prévention de la cécité et restauration de la vue	47'170.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong – Achat d'un terrain agricole (Fonds «drogue ou développement ?»)	37'000.-
Tibet	Peu-la Enseignement de la médecine tibétaine traditionnelle	100'000.-

État de Genève

Togo	Aide et action – Offres alternatives pour l'éducation des exclus du système scolaire	47'928.-
	Classe solidaire – Aide au financement et à la construction d'un centre scolaire à Gamakui	30'000.-
	Mongaado Village Développement d'une pépinière à Bagré	51'858.-
Ukraine	Fondation suisse du service social international Intégration sociale et professionnelle de jeunes vivant en institution	150'000.-
Viêtnam	Croix-rouge suisse – Réduction des risques de catastrophes naturelles dans le village d'Ho Gui	180'000.-
PED, non spécifié	Académie de droit international humanitaire et de droits humains – Bourses d'études à quatre étudiants provenant de pays les moins avancés	60'000.-
	Association pour la prévention de la torture Soutien aux initiatives nationales et régionales de prévention de la torture	120'291.-
	Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire – Aides aux études pour quatre étudiants en provenance de pays en développement	60'000.-
	Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix Expertise sur les institutions du système international de promotion et de protection des droits de l'homme, formation dans les pays du Sud	60'000.-
	EUforIA – Contribution financière en faveur d'étudiants latino-américains participant au sommet ELAYS	15'400.-
	Institut des hautes études internationales et du développement – Conférence « La nouvelle donne politique et le rôle de la diplomatie au Caucase »: frais de publication et de déplacement de participants des PED	10'000.-
	Organisation mondiale contre la torture Programme de défense des droits humains	200'000.-
	Track impunity always – Assistance aux victimes de crimes, génocides et tortures	60'000.-
Frais de fonctionnement	Service de la solidarité internationale	711'162.-
Coopération décentralisée		715'311.-
Afrique	Hôpitaux universitaires de Genève – Consolidation et extension du réseau pour la télémédecine	111'400.-

État de Genève

Cameroun	Cantons de Genève et du Jura – Mise en œuvre des soins de santé primaires dans la province du Centre	200'000.-
Nicaragua	Département des constructions et des technologies de l'information – Construction d'une instance régionale pour le gestion du territoire, Matagalpa	150'000.-
Tanzanie	Hôpitaux universitaires de Genève Création d'une école d'infirmières	253'911.-
Aide humanitaire		5'012'991.-
Afghanistan	Fondation Terre des hommes Assistance à 8'459 personnes suite aux inondations	32'991.-
Afrique	Drugs for neglected diseases Maladie du sommeil, Nifutimos et éflonithine (NECT)	200'000.-
Cambodge	Ciomal – Lutte contre la lèpre	120'000.-
Haïti (séisme)	Caritas – Lutte contre le choléra	100'000.-
	Croix-rouge suisse	200'000.-
	Eirene – Construction de l'école normale de Liancourt	50'000.-
	Lumière pour Haïti – Aide alimentaire	60'000.-
	Médecins du monde – Lutte contre le choléra	200'000.-
	Médecins sans frontières	200'000.-
	Nouvelle planète – Équipement permettant la réouverture de dix écoles à Port-au-Prince	60'000.-
	Terre des hommes – Soutien aux enfants en situation de vulnérabilité accrue	60'000.-
Madagascar	Projet suisse d'assistance médicale Accès aux soins médicaux, dispensaire Aina Vao	30'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	50'000.-
	Handicap international	200'000.-
Soudan	Caritas – Sécurité alimentaire	200'000.-
	Croix-rouge suisse – Apport d'eau potable et de produits de base, assainissement et promotion de l'hygiène	50'000.-
PED, non spécifié	Appel de Genève Protection des femmes victimes de conflits	200'000.-
	Comité international de la croix-rouge Convention entre l'État de Genève et le Comité international de la croix-rouge	3'000'000.-

Sensibilisation Nord-Sud	1'057'127.-
En collaboration avec la FGC	150'000.-
Déclaration de Berne – Campagne Clean Clothes 2010 « Pour un salaire minimum de subsistance »	15'448.-
Fédération genevoise de coopération Fonds pour l'information	51'528.-
Atd Quart monde – Jeu vidéo ludo-éducatif « Bouba et Marius destination Ouaga! »	17'718.-
Groupe de réalisations et d'animation pour le développement Dossier, CD et suite web « Jeunes ruraux du Sahel »	24'791.-
Groupe de réalisations et d'animation pour le développement Ouvrage « Du bon usage des crises » (titre provisoire)	15'515.-
Traditions pour demain – 12 ^e festival « Filmar en America latina » (novembre 2010)	25'000.-
Autres collaborations	907'127.-
Campagne internationale contre la torture Formation et appui aux jeunes défenseurs des droits humains	20'000.-
Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones Soutien aux diverses prestations	50'000.-
Centre Europe Tiers-monde – Elaboration de brochures didactiques sur les droits humains	55'000.-
Centre pour les droits civils et politiques Soutien financier en faveur des représentants de la société civile du Cameroun et de la Jordanie	8'940.-
Commission internationale des juristes	100'000.-
Ensemble contre la peine de mort Congrès mondial contre la peine de mort	40'000.-
Être femme aujourd'hui Manifestation sur le thème des femmes dans la guerre	12'720.-
Festival black movie – Soutien à l'édition 2010	50'000.-
Festival international du film oriental Soutien de la 5 ^e édition	35'000.-

Festival international du film sur les droits humains – Soutien de la 8 ^e édition	80'000.-
Festival tambour battant Court-métrage « Etudiants africains ici et là-bas »	18'790.-
Geneva Health Forum – Soutien à la 3 ^e édition	50'000.-
Genève pour les droits de l'homme Formation, session 2010	18'000.-
Human rights watch – Soirée de témoignages : halte à l'exploitation des enfants domestiques	8'877.-
International council of human rights policy Colloque « Human Rights in the global economy »	20'000.-
Mandat international Permanence d'accueil et d'information	200'000.-
Média 21 – Tribune des droits humains	40'000.-
Organization for international geographical indications network – Journée d'échange sur les programmes de coopération technique dans le domaine des appellations d'origine	10'000.-
Promotion santé suisse – Soutien financier pour la 20 ^e conférence mondiale de l'UIPES	50'000.-
Service international pour les droits de l'homme Session de formation en marge du conseil des droits de l'homme	19'800.-
UN watch – 2 ^e édition du Sommet de Genève pour les droits de l'homme, la tolérance et la démocratie	20'000.-

Total des contributions versées	15'828'419.-
--	---------------------

Contribution par habitant	34.12
---------------------------	-------

Contributions hors pays en développement	118'242.-
---	------------------

Roumanie	Mesemrom – Construction de lavoirs publics à Aiud	60'000.-
	Puplinge – Plaiesii de Jos Réhabilitation de l'école de Plaiesii de Jos	58'242.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - État de Genève

- Les critères d'attribution pour les projets de coopération au développement, sont définis par rapport aux points suivants:
 - Population impliquée; contenu et structure du projet; contexte et impact du projet; viabilité du projet; désengagement et autonomisation; partenaire local.
- Les projets d'aide humanitaire doivent: respecter les droits humains fondamentaux et observer le droit international humanitaire; répondre à des besoins clairement identifiés sur le terrain; secourir les victimes sans discrimination de race, de genre, de religion, d'appartenance sociale ou d'opinion politique; assurer la distribution de l'aide et la réalisation des activités prévues soit directement, soit à travers un partenaire local, encourager l'initiative personnelle et l'implication des bénéficiaires.
- La loi sur le financement de la solidarité internationale stipule qu'au moins 0.7% du budget de fonctionnement de la République et canton de Genève doit être alloué à la solidarité internationale.

État de Genève > Burkina Faso

Agro-écologie dans six villages du département de Bané

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Agriculture, développement rural, environnement,
Zone d'intervention	Province de Boulgou, Burkina Faso
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	358'235 Fr.
Bailleurs	DDC, État de Genève, Meyrin, Perly-Certoux, Ville de Genève

Contexte et objectifs

Le climat sahélien impose aux agriculteurs du Burkina une longue saison sèche suivie d'une courte période pluvieuse, parfois accompagnée de violentes précipitations entraînant des inondations. La pression démographique augmente alors que les sols s'appauvrissent. Partant de cette situation, ce projet mené par **Agir au Burkina** se concentre sur une zone peuplée d'environ 10'000 habitants pour aménager les terres appauvries et améliorer la productivité agricole.

Activités et résultats

Ce projet a engendré des résultats concrets: le premier centre polyvalent de la région a été construit, il sert de cadre de travail à l'équipe en charge du projet, ainsi que de lieu de réunion et de formation. De plus, 186 paysans ont suivi des formations techniques sur l'aménagement de sites antiérosifs, la production de compost et les techniques de reboisement. A leur tour, ils ont transmis dans leur village les connaissances acquises. De plus, la construction de 606 fosses fumières et l'aménagement de 308 hectares de cordons pierreux ont augmenté le rendement des cultures sans engrais chimique, évitant ainsi l'endettement. Finalement, de nombreux arbres ont été plantés pour lutter contre la déforestation et l'amélioration du système d'irrigation a permis d'augmenter le revenu des maraîchers.

Association membre porteuse du projet



Graine de Baobab a pour objectif de réaliser des projets de développement durable au Burkina Faso en partenariat avec les représentants locaux dans les domaines de l'accès à l'eau, de l'alimentation, de la santé et de l'éducation. L'association favorise également les échanges éducatifs, sociaux et culturels entre la Suisse et le Burkina Faso. Graine de Baobab est membre de la FGC depuis 2008 et compte 175 membres. www.grainedebaobab.org



Domaines d'intervention	Santé, femmes, sensibilisation, renforcement de la société civile
Zone d'intervention	District de Netrokona, Bangladesh
Durée	2 ans (2010-2012)
Financement	288'965 Fr.
Bailleurs	Carouge, État de Genève, Ville de Genève

État de Genève > Bangladesh

Améliorer la santé des jeunes mères et des nouveau-nés

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Contexte et objectifs

Selon l'OMS, 530'000 femmes meurent chaque année de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. La majorité des décès de mères et de nouveau-nés pourraient être évités avec un meilleur accès aux services de santé. L'association **PARI**, qui signifie « Je peux » en bangla, répond au taux élevé de mortalité materno-infantile dans le nord du Bangladesh en renforçant les capacités des femmes et des communautés à préparer la naissance et les complications possibles. Pour améliorer l'accès aux services de santé, l'association collabore aussi avec les autorités publiques et la société civile.

Activités et résultats

Dans le cadre de ce projet, l'association PARI – en partenariat avec le Ministère de la santé et d'autres ONG – dispense des formations aux femmes enceintes et à leur famille, et réalise avec elles un plan de naissance. De cette façon, elle les prépare à l'accouchement et, le moment venu, facilite l'identification des signes de danger. D'autres formations ciblent le personnel de santé : l'une vise à renforcer leurs compétences en matière de conseil et de soutien aux femmes enceintes. La seconde propose aux agents communautaires de rafraîchir leurs connaissances sur la préparation à l'accouchement et aux situations d'urgence. A terme, PARI souhaite renforcer la collaboration avec le Ministère de la santé ainsi que d'autres acteurs dans son domaine.

Association membre porteuse du projet



Enfants du monde a pour objectif d'aider et de protéger les enfants des pays défavorisés par le biais de projets de développement en éducation et en santé. En collaboration avec des organisations partenaires locales, l'association soutient 12 projets dans sept pays. Enfants du Monde est membre de la FGC depuis 1968 et compte 1'073 membres.
www.edm.ch

État de Genève > Haïti

Renforcement de producteurs et productrices de café

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Emploi, formation, développement rural
Zone d'intervention	Département de la Grand 'Anse, Haïti
Durée	2 ans (2009-2011)
Financement	376'800 Fr.
Bailleurs	Bernex, Carouge, État de Genève, Plan-les-Ouates, Vernier, Ville de Genève

Contexte et objectifs

Le café haïtien, issu des meilleurs arabicas éthiopiens, répond aux exigences des gourmets. Cependant, la filière, mal organisée et en déficit d'infrastructures, connaît un déclin. Ce projet, mis sur pied par l'Entraide protestante suisse, en partenariat avec le **Centre Œcuménique haïtien d'intervention en milieu rural et urbain (COHIMRU)**, vise à rétablir la chaîne d'opérations du café, du paysan au distributeur. Dans cette perspective, COHIMRU veut apporter des réponses concrètes aux contraintes que représentent le traitement et le stockage du café, comme sa commercialisation et son financement.

Activités et résultats

En 2009, des formations à l'attention de 1'400 paysans ont abordé l'entretien et la gestion des exploitations, de même que le contrôle de qualité. Trois nouveaux centres de traitement ont été construits et la vente sur le marché japonais s'est révélée lucrative. Mais le séisme a ralenti les élans. S'il a épargné la Grand 'Anse, l'immigration massive a troublé la vie habituelle des planteurs. Occupés à assister les déplacés, ils étaient de fait peu disponibles pour les séances de planification et de formation. Dès le mois d'avril, la population semblait s'accommoder de cette nouvelle présence et les activités ont pu être relancées afin de dynamiser les réseaux de producteurs.

Association membre porteuse du projet



La Commission tiers-monde de l'église protestante (COTMEP) est active dans les domaines de l'information liée au Sud et soutient des projets de développement dans les régions d'Afrique francophone, du Moyen-Orient et des Caraïbes francophones. La Commission tiers-monde de l'église protestante est membre de la FGC depuis 1968 et compte 7 membres actifs.

Projet



Thèmes	Commerce équitable, consommation, conditions de travail, industrie textile
Format	Publications, site Internet, présence médiatique, action ponctuelle
Financement	48'300 Fr.
Bailleurs	État de Genève, Ville de Genève

État de Genève > Sensibilisation Campagne Clean Clothes 2010 « Un salaire de subsistance »

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

Problématique et objectifs

Dans l'industrie textile, quelques 30 millions de personnes triment chaque jour pour un salaire de misère. Ainsi, les couturières du Bangladesh devraient travailler vingt-neuf heures par jour pour nouer les deux bouts ! Pour mettre fin à ces conditions inacceptables, une coalition de syndicats et d'ONG s'est formée en Asie, elle exige un salaire de subsistance pour tous.

Coordonnée en Suisse depuis plusieurs années par la **Déclaration de Berne (DB)**, cette campagne exerce une pression sur les grandes marques et distributeurs de vêtements et sensibilise le jeune public, à l'aide de pétitions, lettres, actions et appels.

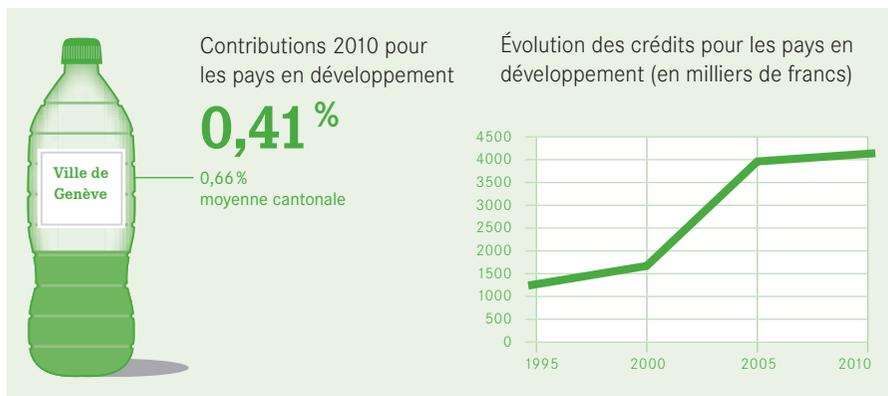
Résultats

La DB a mené une étude auprès d'environ 80 entreprises pour évaluer leurs politiques salariales et responsabilité sociale. A l'aide des informations récoltées, un guide de poche fut édité, les marques de vêtements y sont classées selon un code de couleurs qui oriente facilement le choix des consommateurs. Une brochure d'information sur le salaire de subsistance a également été imprimée à 10'500 exemplaires. Grâce au site web de la campagne, plus de 31'400 messages de protestation ont été envoyés aux entreprises qui ne respectent pas le salaire de subsistance.

Association membre porteuse du projet



«Nous ne réaliserons pas notre vocation humaine si nous nous accordons du status quo.», cette phrase figure dans le texte fondateur de la **Déclaration de Berne**, une association décidée à agir ici pour un monde plus juste. A cet effet, elle interpelle les décideurs suisses et sensibilise le public. La Déclaration de Berne est membre de la FGC depuis 1971 et compte 21'000 membres. Retrouvez la Campagne Clean Clothes sur le web: www.10centimes.ch et www.evb.ch/fr



Contributions versées en 2010

Coopération au développement

3'458'971.-

En collaboration avec la FGC

1'743'325.-

Afrique	Ired.org – Renforcement des organisations de la société civile en Afrique	99'927.-
	Les jardins de Cocagne – Lutte contre le VIH dans la région du bassin du fleuve Sénégal	40'000.-
	Recherches et applications de financements alternatifs au développement Faciliter l'accès au microcrédit par la formation	41'916.-
Afrique du Sud	Commission tiers-monde de l'église protestante Développement rural dans la région de Msinga	53'833.-
Bangladesh	Enfants du monde – Amélioration de la santé materno-infantile, district de Netrokona	70'000.-
Bénin	Genève tiers-monde – Renforcement des organisations socioprofessionnelles et promotion de l'emploi des jeunes à Cotonou	41'262.-
Burkina Faso	Association pour le développement des aires protégées – Faune et développement de Boumoana, province de Gourma	40'000.-
	Graine de Baobab – Agroécologie dans six villages, province du Boulgou, centre Est	53'329.-

Ville de Genève

Colombie	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Participation et leadership comme forme de résistance pour la transformation sociale	46'000.-
	Genève tiers-monde – Vers une culture participative de gestion de l'environnement urbain et péri-urbain, environs de Medellin	50'000.-
El Salvador	Centrale sanitaire suisse romande Réhabilitation des blessés de guerre et des jeunes handicapés à Chalatenango	35'000.-
Guatemala	Enfants du monde Éducation bilingue interculturelle à Alta Verapaz	80'000.-
	Helvetas – Appui aux chaînes de production et de commercialisation dans sept départements occidentaux	67'500.-
Haïti	Commission tiers-monde de l'église protestante Renforcement de producteurs de café dans la Grand'Anse	38'000.-
Haïti	Kombit – Projet post-séisme de réhabilitation agricole et de réinsertion socioéconomique des familles déplacées, presque île du sud	81'125.-
Inde	Frères de nos frères – Développement rural parmi les populations tribales de l'Orissa	15'670.-
International	Espace femmes international – Programme d'enseignement en ligne (e-learning) en genre et développement	15'000.-
	Terre des hommes suisse Plan d'action quadriennal 2009-2012	200'000.-
Mali	Amis suisses – villages dogons – Hydraulique villageoise et développement communautaire	50'000.-
	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Formation professionnelle en chaudronnerie et tuyauterie, Bamako	40'403.-
	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Accompagnement et formation professionnelle des jeunes dans la rue, District de Bamako	25'000.-
Mexique	Madre Tierra – Formation de promoteurs en permaculture pour l'auto-développement durable communautaire	30'000.-
Nicaragua	Action de soutien à l'enfance démunie – Éducation primaire dans cinq communautés rurales, municipalité de Santa Maria de Pantasma	20'000.-
	Espace femmes international Formation et communication sociale pour la prévention de la violence de genre, Mulukuku	38'771.-

Ville de Genève

Niger	Swissaid – Sécurité alimentaire et renforcement des capacités de la commune de Birni N'Gaour	52'075.-
Pérou	Genève tiers-monde – Des municipalités actives dans la protection des enfants et des adolescents travailleurs (phase I)	50'000.-
	Genève tiers-monde Des municipalités actives dans la protection des enfants et des adolescents travailleurs (phase II)	20'000.-
	Genève tiers-monde Intégration scolaire des élèves handicapés à Cusco	20'000.-
	Kallpa-Genève Communautés promotrices de la santé gérées par le gouvernement local à San Juan de Lurigancho	32'905.-
	Kallpa-Genève – Jeunes et adultes acteurs d'une communauté promotrice en santé à Iquitos	62'809.-
République de Guinée	Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs – Renforcement des capacités des femmes du secteur informel	45'000.-
Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation – Appui aux orphelins de conflit et du sida et aux enfants vulnérables	45'000.-
Tanzanie	Association pour le développement des aires protégées Appui au développement intégré de l'apiculture	50'000.-
Subvention de fonctionnement	Fédération genevoise de coopération	92'800.-
Autres collaborations		1'715'646.-
Afrique	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales Prévention et traitement des fistules vésico-vaginales	200'000.-
Argentine	Mate Cocido – Construction d'un centre communautaire pour 150 familles, dont 600 enfants, à Moreno	48'700.-
Bolivie	Croix-rouge suisse – Amélioration du système sanitaire: nutrition et soins aux enfants	50'000.-
	Voix libres – Centre d'accueil pour 250 femmes et enfants maltraités	60'000.-
Brésil	Helina Brésil – Soutien à la formation d'agriculteurs et encouragement pour une agriculture familiale, biologique et écologique, région nord du Minas Gerais	10'000.-
	Nordesta – Installation d'un système de récupération d'eau de pluie	32'832.-

Ville de Genève

Congo RD	Centre pour la promotion de la santé de Kangu Création de trois bibliothèques médicales dans des écoles d'infirmières et de sages-femmes	7'740.-
Côte d'Ivoire	Effata Construction d'une maternité dans le village d'Odoguïé	25'000.-
	Fondation cartooning for peace Atelier de création éditoriale « Côte d'Ivoire, on va où là?: tome 2 de l'accord de Ouagadougou (...) »	14'600.-
Cuba	Medicuba Soutien au programme national de lutte contre le cancer et mise en application des directives de l'OMS	30'000.-
Guatemala	Médecins sans frontières Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles à Guatemala City	30'000.-
	Vivamos mejor Développement agricole dans le haut-pays éloigné	20'000.-
Guinée-Bissau	Fondation suisse du service social international Amélioration des conditions de vie des habitants de cinq villages par l'agriculture	24'000.-
Haïti	Bouclier bleu international Préservation du patrimoine culturel haïtien	75'000.-
International	Fondation médias et société Norme de gestion de la qualité des médias des pays en développement ou en transition	50'000.-
Kenya	Maasai aid Lutte contre les mutilations génitales féminines	10'000.-
	SidEcole – Scolarisation et prise en charge d'orphelins et d'enfants des rues du district de Busia	9'000.-
Liban	Comité journées de la science Organisation des journées de la science à Beyrouth (2010)	50'000.-
	Rencontres et cultures du monde arabe Création d'un centre d'enseignement musical de fanfares d'harmonie	70'000.-
	Solidarité orphelins du Liban « Mission de vie »: centre pour personnes âgées, adolescents et orphelins à Beyrouth	30'000.-
	Think Lebanon – Création de quatre centres de fanfares d'harmonie dans différentes villes	35'000.-

Ville de Genève

Mali	Festival du film et forum international sur les droits humains – Lancement de la fondation des cinémas pour l’Afrique, dîner de récolte de fonds pour la réfection d’une salle de cinéma à Bamako	15’000.-
	Forum civique européen Réalisation d’une cartographie du niveau de rayonnement gamma à la surface du sol (exploitation d’uranium) et réhabilitation d’une radio communautaire	75’000.-
	Genilem du monde – Soutien aux entrepreneuses	30’000.-
	Le pont du Mali Construction d’une case de santé à Tombouctou	13’739.-
	Medes sapcom – Accession à la citoyenneté et formation destinées aux femmes des régions rurales	20’000.-
Nicaragua	Casa Alianza – Soins aux enfants de Managua	15’000.-
Ouganda	Keiser Initiative for Uganda Installation d’une salle de soins, d’une pharmacie et d’une petite maternité dans un dispensaire	15’000.-
Palestine	Palestine demain Soirée de soutien en faveur de la « Hope Flowers School », établissement scolaire de Bethléem	20’000.-
Pérou	Dansehabile – Danse intégrée avec des handicapés, Lima	1’450.-
République de Guinée	Appel de Genève – Centre de formation en couture et broderie pour des jeunes filles, Conakry	30’000.-
Rwanda	Intore za – Opération « 300 vaches » pour l’économie locale de Bisesero	30’000.-
Sénégal	Fondation Digger – Équipement mécanisé de déminage	200’000.-
	Go-Sénégal – Construction de deux abris pour les banques céréalières de la communauté rurale de Patar Lia	15’355.-
	Nouvelle planète Construction et équipement de deux salles de classe, école primaire de Mbaraglo, avec un groupe de jeunes genevois	6’000.-
	Urbanistes sans frontières – Restructuration durable de quartiers informels, Pikine, Dakar	40’000.-
Soudan	Amis de sœur Emmanuelle Assistance médicale aux populations des camps	47’630.-
Thaïlande	Le sourire de Chiang Khong Construction d’un abri pour vaches à Chiang Rai	15’000.-

Ville de Genève

Togo	Echos Afrique – Promotion des droits des femmes en milieu rural dans deux préfectures de la Région Centrale	20'000.-
	Ingénieurs et architectes solidaires Électrification solaire d'un hôpital régional	20'000.-
	Animation jeunesse de l'Eglise protestante de Genève – Séjour d'échanges de jeunes Suisses, participation à un chantier sur le terrain	3'000.-
Zimbabwe	Zimbabwe network for health Réfection des bâtiments et fourniture de matériel médical, hôpital de Thorngrove et de Harare	40'000.-
Subventions de fonctionnement	Appel de Genève	30'900.-
	Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones	20'600.-
	Dignité en détention	5'200.-
	Fondation les instruments de la paix	75'000.-
	Genève Cap-Vert	2'000.-
	Genève tiers-monde	15'500.-
	Volontaires internationaux de conférences	12'400.-
Coopération décentralisée		141'000.-
Afrique	Fédération genevoise de coopération (mandat) Fonds international de solidarité des villes contre la pauvreté, Mairies de Dakar, Bamako et St-Louis	40'000.-
International	Conservatoire et jardin botanique Programme des conservatoires et jardins botaniques pour un développement durable au Sud	66'500.-
Palestine	Département de la culture - Musée d'art et d'histoire – Frais d'assurance et d'entreposage à Genève des objets de l'exposition « Gaza à la croisée des civilisations »	9'500.-
PED, non spécifié	"Gaza meets Geneva (Domaine art et culture) Enregistrement d'un album avec le groupe de rap palestinien « DARG Team », film, tournée et rencontres à Genève	25'000.-
Aide humanitaire		259'500.-
Afrique	Médecins sans frontières Crise nutritionnelle au Sahel	50'000.-
Haïti (séisme)	Croix-rouge suisse	100'000.-
Pakistan (inondations)	Croix-rouge suisse	50'000.-

Ville de Genève

Subventions de fonctionnement	Comité international de la croix-rouge Médecins sans frontières	51'500.- 8'000.-
-------------------------------	--	---------------------

Sensibilisation Nord-Sud **327'775.-**

En collaboration avec la FGC 214'475.-

Centre Europe Tiers-monde 50'000.-

Pages « Solidarité » du Courrier (2010)

Centre Europe Tiers-monde 19'690.-

Symposium « Le pétrole est-il un bien commun? Quelle souveraineté nationale sur les richesses naturelles? »

Traditions pour demain – 12^e festival « Filmar en America latina » (novembre 2010) 25'000.-

Déclaration de Berne – Campagne Clean Clothes 2010 « Pour un salaire minimum de subsistance » 32'852.-

Groupe de réalisations et d'animation pour le développement – Livre-CD sur le thème de la consommation des boissons 22'208.-

Commission tiers-monde de l'église catholique 36'750.-

Symposium « Entreprises et droits humains: entre devoir de respect et difficultés d'application »

Fédération genevoise de coopération 27'975.-

Fonds pour l'information

Autres collaborations **113'300.-**

Village alternatif 30'900.-

Festival médias Nord-Sud 30'900.-

Centre Europe Tiers-monde 51'500.-

Total des contributions versées	4'187'246.-
--	--------------------

Contribution par habitant	21.88
---------------------------	-------

Contributions hors pays en développement **184'283.-**

Bulgarie	Département de l'environnement urbain et de la sécurité – Coopération avec la Ville de Sofia :	80'598.-
----------	---	----------

réorganisation de la gestion de l'environnement urbain

Ville de Genève

Israël	Fondation Surgir Prévention des violences menant aux crimes d'honneur dans les communautés arabes israélienne du nord	25'000.-
	Fondation de Jérusalem Frais d'écolage du jardin d'enfants multiconfessionnel «Jardin de la Paix» (2010-2011)	48'685.-
Roumanie	Mesemrom – Construction de lavoirs publics à Aiud	30'000.-

Indications sur la stratégie de solidarité internationale - Ville de Genève

- Suivant l'engagement d'Aalborg, la Ville de Genève développe sa politique de solidarité internationale en privilégiant la coopération avec des villes, en favorisant le développement durable et en contribuant au renforcement des administrations locales.
- Les actions menées à l'extérieur de la Suisse par la Délégation Genève Ville solidaire s'inscrivent dans quatre grandes catégories:
 - la coopération décentralisée, qui repose sur un accord entre Genève et une ou plusieurs collectivités locales étrangères. C'est un partenariat avec des objectifs communs de développement;
 - les accords de coopération avec des partenaires locaux, qui créent des liens, favorisent des échanges culturels et mobilisent des actions de solidarité entre les populations;
 - la coopération transfrontalière, qui se caractérise par des relations de voisinage avec des partenaires au travers des frontières;
 - l'aide d'urgence, qui offre des actions ponctuelles pour faire face à des situations de crise ou à des catastrophes naturelles et humanitaires.
- Les dossiers sont analysés par un secrétariat rattaché depuis juin 2011 au Département des finances et du logement (anciennement: Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports). Les soutiens potentiels sont présentés quatre fois par an à la Délégation Genève Ville solidaire composée de trois magistrats.
- Un nouveau cadre stratégique relatif à la solidarité internationale est en cours d'élaboration.
- La Ville de Genève s'engage à consacrer 0.7% de son budget de fonctionnement à la solidarité internationale dès 2018.

Ville de Genève > Guinée Conakry

Renforcement de capacité des femmes dans le secteur informel

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Domaines d'intervention	Emploi, formation, renforcement de la société civile et des institutions, femmes
Zone d'intervention	Guinée Conakry, ensemble des dix régions administratives
Durée	20 mois (2010-2011)
Financement	285'369 Fr.
Bailleurs	DDC, Ville de Genève

Contexte et objectifs

Dans un pays où la majorité de la population travaille dans le secteur agricole, la **Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)** est l'une des seules organisations à s'investir autour des difficultés des travailleuses du secteur informel : revenus insuffisants, conditions pénibles, travaux dangereux, manque d'accès aux aides financières... Avec pour objectif d'étendre la participation syndicale et ainsi de d'améliorer les conditions de travail, la CNTG souhaite poursuivre la formation de ses membres sur les droits des travailleurs, comme en matière de santé et de sécurité au travail. De plus, des microcrédits doivent faciliter la mise en place de coopératives artisanes.

Activités et résultats

La CNTG a joué un rôle incontournable dans le rassemblement des forces d'opposition qui a conduit le pays vers l'élection d'un nouveau président en 2010 et l'avènement d'un système politique démocratique. Mais ce processus fut émaillé de nombreux heurts et violences sur fond de conflit ethnique et l'unité des syndicats n'en ressort pas indemne. En 2010, l'association a néanmoins formé 200 travailleuses à la gestion financière de production artisanale. D'autres formations de développement de capacités ont concerné 80 responsables d'entreprise et 160 membres syndiqués. En 2011, des initiatives de microcrédit ont été lancées et la CNTG va organiser un symposium pour préparer son plan de développement quinquennal.

Association membre porteuse du projet



Le Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT) défend les intérêts des travailleurs notamment par un renforcement de la solidarité. La commission internationale du syndicat soutient des projets de développement dans les pays du Sud. Le SIT est membre de la FGC depuis 1989 et compte plus de 11'000 membres. www.sit-syndicat.ch



Domaines d'intervention	genre, réseaux, Enseignement
Zone d'intervention	Afrique de l'Ouest et Europe francophones
Durée	2 ans (2010-2012)
Financement	99'893 Fr.
Bailleurs	État de Genève, Ville de Genève

Ville de Genève > Afrique

e-learning: enseignement en ligne en genre et développement

Projet soutenu en partenariat avec la FGC

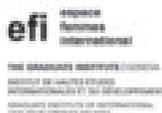
Contexte et objectifs

La formation est un outil essentiel pour lutter contre les inégalités entre hommes et femmes. Ce projet de formation en ligne, mis en œuvre par **l'Espace femmes international (EFI)** avec le **Pôle genre et développement** de l'Institut de hautes études internationales et du développement, vise à renforcer les compétences en genre et développement prioritairement en Afrique de l'Ouest pour favoriser l'intégration de cette approche dans les programmes de développement. La formation conjugue le travail personnel des participantes, la collaboration en réseau sur les forums en ligne, modérés par les enseignantes, et un atelier de trois jours regroupant les participants dans quatre centres partenaires à Bamako, Dakar, Ouagadougou et Genève.

Activités et résultats

Cette nouvelle phase prévoit de former des professionnels du développement pour qu'ils intègrent la perspective de genre dans les démarches de transformation sociale. Deux sessions de formation ont été menées en 2010-2011 : une formation d'enseignantes visant à renforcer l'équipe pédagogique du programme et une formation en genre et éducation suivie par 95 participants.

Association membre porteuse du projet



L'association **Espace femmes international (EFI)** est un lieu d'échange et d'information en appui aux femmes actives dans le monde afin de rendre visibles les initiatives prises pour apporter des solutions pacifiques et concrètes aux problèmes qu'elles affrontent. Espace femmes international est membre de la FGC depuis 1994 et compte 120 membres.
http://graduateinstitute.ch/genre/e_learning_fr.html

Ville de Genève > Sensibilisation

Livre: « Développement et santé dans les pays pauvres, le rôle des Organisations internationales et de la Suisse »

Projet soutenu en partenariat avec la FGC



Thèmes	Santé, accès aux médicaments, propriété intellectuelle, cohérence des politiques de développement
Format	Ouvrage de 210 pages édité en français et anglais
Financement	7'440 Fr.
Bailleur	Ville de Genève

Problématique et objectifs

Signé par les pays membres de l'OMC, l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce comporte des risques pour la santé publique et l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. La **Centrale sanitaire suisse romande (CSSR)** avait déjà publié en 2006 « Propriété intellectuelle et accès aux médicaments ». Ce nouvel ouvrage présente, dans une première partie, les activités des organisations internationales concernées par la propriété intellectuelle en portant son attention sur les tensions qui les animent. Une seconde partie examine les positions souvent contradictoires des représentants suisses dans ce contexte.

Résultats

Au fil de son analyse, l'ouvrage explique comment la défense des droits de propriété intellectuelle peut constituer un obstacle à l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. Les dangers identifiés sont parfois inattendus, notamment lorsqu'il s'agit de lutte contre la contrefaçon de médicaments ou de brevetage du vivant. En parallèle, la CSSR souligne que la Suisse a le devoir de prendre des positions plus favorables à la santé publique et l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. Imprimé à 700 exemplaires, cette publication, tout comme la première, est disponible en téléchargement libre sur le site web de l'association.

Association membre porteuse du projet



La **Centrale sanitaire suisse romande (CSSR)** considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est nécessaire de résister aux pratiques prédatrices des pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice. Aussi, l'association est active dans cinq pays où elle mène des projets pour étendre l'accès aux soins. La **CSSR** est membre de la FGC depuis 1981 et compte environ 250 membres. www.css-romande.ch



3. Synthèse

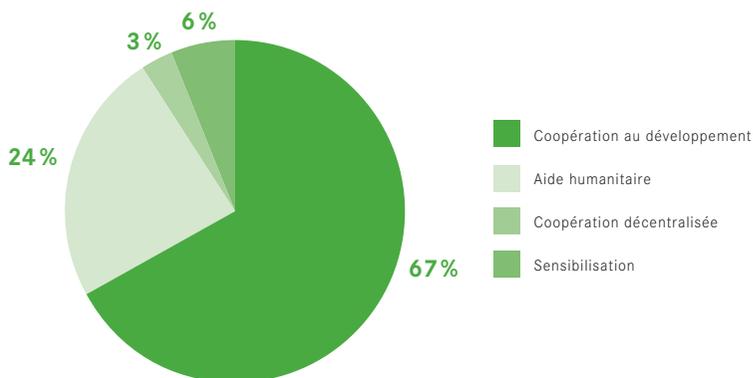
La solidarité internationale genevoise en 2010

3a. Les chiffres qui parlent

- En 2010, l'aide publique au développement des collectivités genevoises a atteint Fr. 25.7 millions, en augmentation de 3.2 millions par rapport à 2005.
- Les collectivités genevoises ont versé 1'237 contributions à 347 associations partenaires.
- Les montants versés vont de Fr. 100.- à 3 millions pour une contribution moyenne de 20'776.-.
- 18 communes sur 45 atteignent le 0.7%. Entre 2005 et 2010, la moyenne cantonale des montants versés par habitant passe de Fr. 17.80 à 21.60.
- La collectivité ayant attribué la plus grande part de son budget de fonctionnement à la solidarité internationale est Cartigny (1.70%). Le montant le plus élevé par habitant va à Cologny (74,75 Fr.).
- 74 pays en développement ont bénéficié de la solidarité internationale genevoise en 2010: 32 en Afrique, 16 en Amérique latine, 23 en Asie et 3 en Europe.
- 58% des contributions d'aide publique genevoise sont destinées aux pays les moins avancés.
- 27.8% de la solidarité internationale ont transité par la Fédération genevoise de coopération.
- Le séisme survenu le 12 janvier 2010 en Haïti a suscité un élan de solidarité à hauteur de Fr. 1.45 million, soit 23.7% de l'aide humanitaire versée en 2010.

3b. Répartition thématique

Répartition thématique (2010)

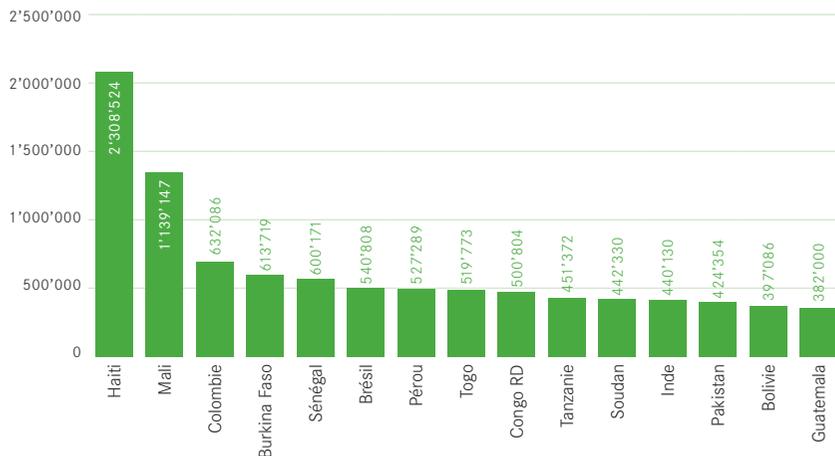


Répartition thématique : Communes, État et Ville de Genève (2010) - (francs)

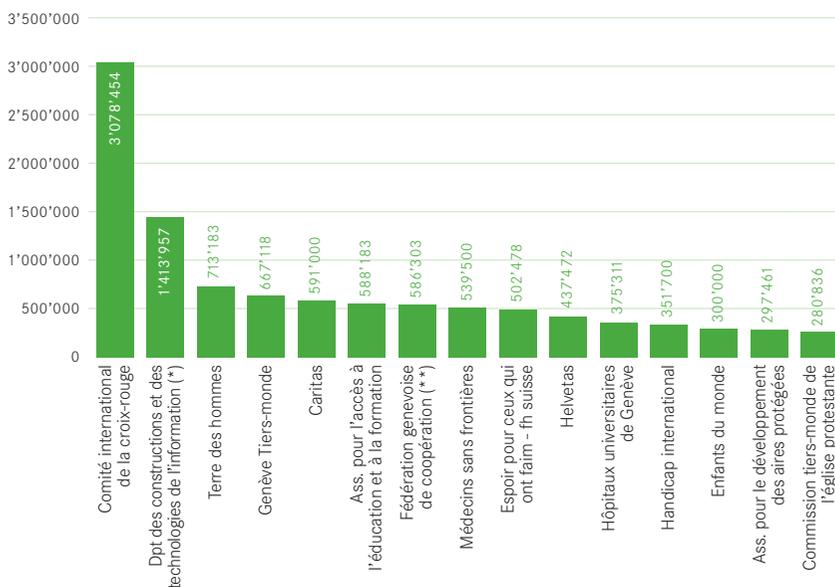
	Coopération au développement	Aide humanitaire	Coopération décentralisée	Sensibilisation	Total
Communes genevoises	4'834'850	830'334	0	45'000	5'710'183
en pourcentage du thème	27.9%	13.6%	-	3.1%	22.2%
État de Genève	9'042'990	5'012'991	715'311	1'057'127	15'828'419
en pourcentage du thème	52.2%	82.1%	83.5%	73.9%	61.5%
Ville de Genève	3'458'971	259'500	141'000	327'775	4'187'246
en pourcentage du thème	20.0%	4.3%	16.5%	22.9%	16.3%
Total	17'336'811	6'102'825	856'311	1'429'902	25'725'848
en pourcentage du total d'APD	67.4%	23.7%	3.3%	5.6%	100.00%

3c. Répartition géographique et associations partenaires

Les 15 principaux pays d'intervention



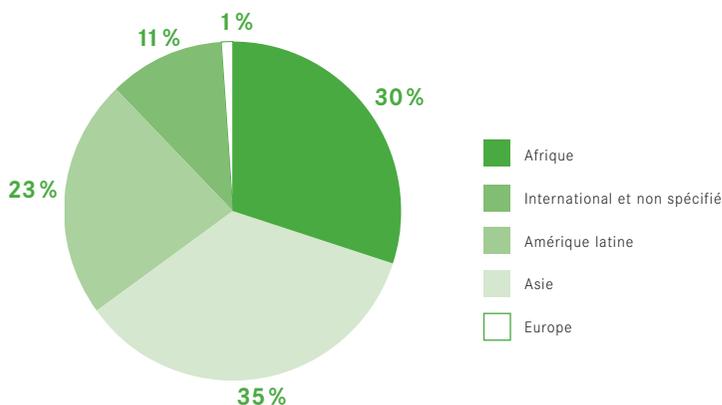
Les 15 principaux partenaires



(*) aide aux missions des pays les plus pauvres auprès des organisations internationales à Genève et gestion territoriale à Matagalpa (Nicaragua)

(**) subventions de fonctionnement et fonds pour l'information uniquement. Les projets soutenus via la FGC sont comptabilisés au nom des associations qui les portent.

Répartition géographique par continent



Répartition par région d'intervention (en milliers de francs)

Afrique			7'664	Amérique latine		5'824
Afrique du Sud	81.0	Nigéria	28.7	Argentine	249.0	
Algérie	2.0	Ouganda	260.0	Bolivie	397.1	
Bénin	197.2	République Centrafricaine	5.0	Brésil	540.8	
Burkina Faso	613.7	République de Guinée	119.0	Chili	75.0	
Burundi	184.0	Rwanda	143.5	Colombie	632.1	
Cameroun	366.9	Sénégal	600.2	Cuba	44.9	
Congo RD	500.8	Somalie	64.3	El Salvador	35.0	
Côte d'Ivoire	43.6	Soudan	442.3	Équateur	10.0	
Éthiopie	5.5	Swaziland	0.5	Guatemala	382.0	
Ghana	3.0	Tanzanie	451.4	Haïti	2308.5	
Guinée-Bissau	24.0	Tchad	3.0	Honduras	44.0	
Kenya	106.5	Togo	519.8	Mexique	61.4	
Madagascar	129.7	Zambie	0.2	Nicaragua	420.0	
Mali	1139.1	Zimbabwe	40.0	Pérou	527.3	
Maroc	3.3	Activités régionales ou non réparties par pays	1252.4	République Dominicaine	18.0	
Mauritanie	40.3			Uruguay	23.7	
Mozambique	2.5			Activités régionales ou non réparties par pays	55.7	
Niger	290.2					

Asie		2'946	
Afghanistan	39.8	Népal	46.9
Bangladesh	240.0	Pakistan	424.4
Birmanie	2.0	Palestine	137.9
Cambodge	316.1	Papouasie-Nouvelle-Guinée	100.0
Chine	4.0	Sri Lanka	62.2
Égypte	7.0	Thaïlande	84.9
Inde	440.1	Tibet	154.8
Indonésie	42.5	Timor oriental	68.1
Jordanie	1.2	Viêtnam	203.7
Kirghizistan	150.0	Activités régionales ou non réparties par pays	124.0
Laos	72.3		
Liban	185.0		
Malaisie	1.0		
Mongolie	38.0		

Europe		169.50	
Albanie		5.8	
Bosnie-Herzégovine		4.4	
Ukraine		150.1	
Activités régionales ou non réparties par pays par pays		9.2	

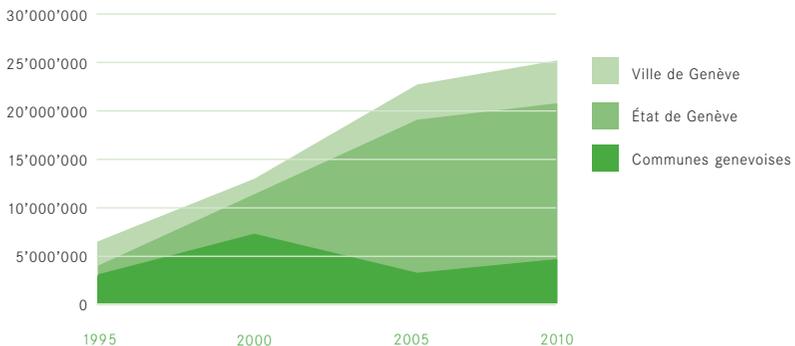
Activités non réparties géographiquement		9'122.51	
Activités internationales et pays non spécifié		7805.903	
Sensibilisation		1316.602	

Pays les moins avancés et à revenus faibles sans contribution genevoise

Angola	Gambie	Maldives	Tadjikistan
Bhoutan	Guinée-équatoriale	Ouzbékistan	Tuvalu
Comores	Kiribati	Salomon, îles	Vanuatu
Corée du Nord	Lesotho	Samoa	Yemen
Djibouti	Liberia	Sao Tomé et Príncipe	
Erythrée	Malawi	Sierra Leone	

3d. Effort des collectivités genevoises

Évolution des contributions genevoises à la solidarité internationale (1995-2010)



Au-delà des chiffres, la politique de solidarité entre cœur et concept

Le questionnaire adressé aux collectivités publiques genevoises comportait un volet qualitatif dont le but était de comprendre comment s'opère leur choix en matière de solidarité internationale. Les principaux critères déclarés par les collectivités sont :

Politique de solidarité

- Engagement pour la bonne gouvernance et contre la corruption
- Mobilisation collective sur le terrain et/ou autonomisation des bénéficiaires du projet
- Effets démultiplicateurs
- Neutralité politique et/ou confessionnelle des activités
- Intégration d'une perspective de genre
- Prise en charge substantielle du coût d'un projet
- Concentration sur un nombre limité d'actions ou diversification
- Durée des soutiens (minimale, maximale).

Associations partenaires

- Qualité du retour d'information et du suivi des projets
- Taille de l'association (budget, ressources humaines), part de l'engagement bénévole et ancienneté
- Présence de l'association dans la commune
- Dépenses administratives et de promotion, situation financière.

La comparaison des réponses recueillies révèle la diversité d'approches des collectivités publiques en matière de solidarité internationale. D'une part, certaines ont opté pour formaliser leur engagement dans une charte, une loi ou un règlement. Elles cadrent ainsi les procédures d'attribution et formulent, dans certains cas, un engagement financier à hauteur de 0.7% ou davantage. D'autre part, les collectivités rurales privilégient souvent les petites associations, comme la proximité avec la vie locale (cette tendance ne concerne pas l'aide humanitaire, canalisée par un nombre restreint de partenaires). Elles sont également plus nombreuses à déclarer choisir leurs soutiens au cas par cas, sans appliquer une stratégie préétablie. A l'inverse, d'autres collectivités, et notamment les plus grandes, ont opté pour cadrer les thèmes d'action, les populations cibles ou la répartition géographique.

Si certaines collectivités développent une stratégie thématique alors que d'autres fonctionnent davantage au « coup de cœur », en proximité avec la vie communale, nombreuses sont celles qui conjuguent ces deux approches en gardant, par exemple, un fonds souple pour l'attribution de contributions en dehors du cadre principal.

Tableau récapitulatif
Contributions des collectivités genevoises (2000 - 2010)

	% des dépenses de fonctionnement			Fr. par habitant			Montants versés		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Aire-la-Ville	0.53	1.99	0.56	9.1	39.3	13.78	7'000	32'600	16'000
Anières	0.54	0.78	0.97	12.05	24.85	35.47	24'000	59'500	90'000
Avully	0.25	0.52	0.39	4.05	11.65	7.12	7'000	20'355	12'500
Avusy	0.28	0.62	0.04	6	16.55	1.08	7'000	21'000	1'500
Bardonnex	0.89	0.87	1.28	14.3	19.7	26.36	30'000	42'000	58'535
Bellevue	0.34	0.53	0.73	7.45	12.2	19.75	13'150	33'900	63'500
Bernex	0.72	0.67	0.75	13.85	15.05	18.31	120'817	141'360	178'760
Carouge	0.57	0.68	0.94	15.45	20.85	38.35	268'800	400'355	763'392
Cartigny	0.14	0.41	1.70	2.6	11.25	60.61	2'000	9'000	51'700
Céligny	0.36	0.77	0.63	9.6	22	19.64	6'000	14'500	13'100
Chancy	0.46	0.98	0.27	10.7	23.25	6.10	9'800	21'500	7'000
Chêne-Bougeries	0.61	0.53	0.73	11.1	11.35	18.70	108'400	115'000	195'500
Chêne-Bourg	0.42	0.53	0.43	7.9	12.05	11.42	57'000	94'000	92'500
Choulex	0.66	0.59	0.81	15	20.2	25.90	14'200	19'470	26'500
Collex-Bossy	0.64	0.67	0.66	11.75	15.25	14.32	15'180	24'000	24'000
Collonge-Bellerive	0.33	0.68	0.52	7	14.75	15.77	44'500	104'000	120'000
Cologny	0.96	1.32	1.00	37.1	52.9	74.73	176'122	260'094	364'000
Confignon	0.52	0.43	0.70	10.05	11.95	20.96	30'400	41'427	87'514
Corsier	0.3	0.46	0.10	8.2	9	2.77	13'890	15'400	5'000
Dardagny	0.29	0.48	0.37	6.95	14.1	11.92	8'980	18'650	17'550
Genthod	0.68	1.02	1.01	14.95	17.1	32.44	33'000	45'000	89'600
Grand-Saconnex	(a) 0.03	0.71	0.76	(a) 0.60	19.75	21.55	(a) 5'000	195'271	251'501
Gy	0.21	0.31	0.31	5.7	14	11.69	2'100	5'500	5'200
Hermance	0	0.00	0.55	0	0	13.38	0	0	12'500

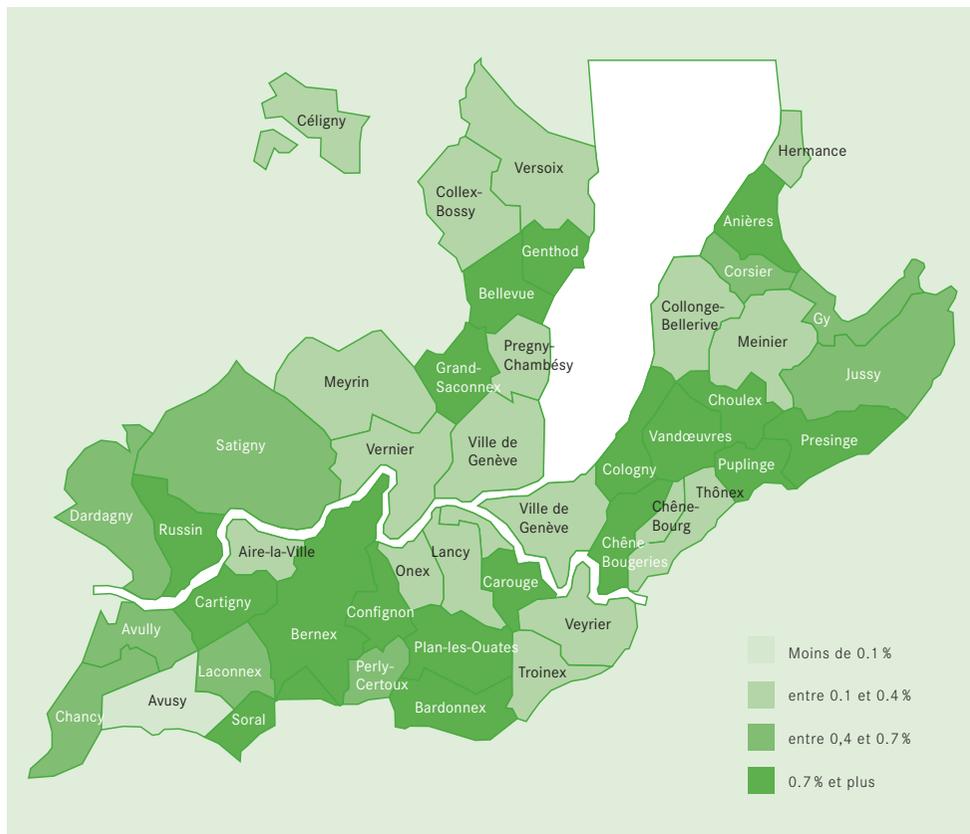
Jussy	0.13	0.19	0.25	3.15	7.3	11.13	3'500	8'800	13'500
Laconnex	0.6	0.64	0.38	15.15	20.5	12.50	8'100	12'300	7'600
Lancy	0.7	0.61	0.64	15.25	19.3	20.51	391'000	522'978	590'000
Meinier	0.48	0.67	0.62	9.95	17.1	18.28	16'762	30'000	34'800
Meyrin	0.48	0.93	0.69	11.95	30.35	25.08	235'000	619'258	543'500
Onex	0.17	0.30	0.68	3.15	6.2	15.67	52'000	107'478	277'577
Perly-Certoux	0.15	0.18	0.32	2.35	3.9	8.28	6'500	10'800	24'000
Plan-les-Ouates	0.53	0.84	0.92	19.3	32.6	42.01	131'150	287'890	420'400
Pregny-Chambésy	0.52	0.38	0.61	9.25	8.2	18.50	28'700	29'000	68'050
Presinge	0.85	1.59	1.12	17.25	64.05	40.91	9'512	39'000	27'000
Puplinge	0.61	0.89	1.11	12.9	20.5	22.17	26'500	43'260	45'000
Russin	0	0.00	0.81	0	0	25.32	0	0	12'000
Satigny	0.03	0.14	0.27	1.15	6.3	12.40	3'200	19'000	45'000
Soral	0.71	0.57	0.77	15.9	14.25	16.69	9'500	10'100	12'300
Thônex	0.46	0.37	0.57	8.05	8.2	14.47	100'000	108'500	197'000
Troinex	1.25	0.73	0.69	31.35	17.9	25.46	62'150	38'600	55'500
Vandœuvres	0.96	0.88	1.50	29.5	28.45	48.88	68'811	73'208	130'694
Vernier	0.38	0.37	0.44	7.5	8.75	11.61	220'000	272'000	387'000
Versoix	0.31	0.37	0.48	6.15	10.05	10.61	66'500	119'922	139'411
Veyrier	0.26	0.53	0.57	4.7	10.45	13.22	42'000	100'100	132'500
État de Genève	0.05	0.21	0.20	7.75	34.55	34.12	3'528'167	14'312'285	15'828'419
Ville de Genève	0.21	0.40	0.41	9.3	21.5	21.88	1'709'523	3'994'985	4'187'246
	Moyenne cantonale			Moyenne cantonale			Totaux		
	0.46	0.62	0.66	10.71	17.81	21.56	7'717'914	22'493'346	25'725'848

(a) : quasi-totalité des contributions attribuée à la Roumanie

Le pourcentage des dépenses de fonctionnement des collectivités 2005 est corrigé avec les données du Service de surveillance des communes

La moyenne cantonale d'APD sur les dépenses de fonctionnement considère le pourcentage de chaque collectivité

**Participation des communes genevoises à la solidarité internationale (2010),
en pourcentage de leurs dépenses de fonctionnement**



Associations membres de la FGC

AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation www.acced.ch	Centrale sanitaire suisse romande www.css-romande.ch	Ired.org www.ired.org
Actares - Actionnariat pour une économie durable www.actares.ch	Centre Europe tiers-monde www.cetim.ch	Les Jardins de Cocagne www.cocagne.ch
Action de soutien à l'enfance démunie / www.asedswiss.org	Commission tiers-monde de l'église catholique - www.cotmec.ch	Madre tierra Suisse www.madretierrainternational.org
Agir avec les scouts pour une terre meilleure	Commission tiers-monde de l'église protestante de Genève	Magasins du monde Genève www.mdm.ch
Aide suisse à l'action communautaire en Haïti www.fgc.ch/associations_membres.php	Croix-rouge genevoise www.croixrougegenevoise.ch	Mouvement populaire des familles, Genève - www.mpf-ch.org
Association Alborada www.alborada.ch	Déclaration de Berne, comité genevois - www.ladb.ch	Mouvement pour la coopération internationale - www.mci.fgc.ch
Association Amis suisses - Villages dogons	E-changer Genève www.e-changer.ch	Oeuvre suisse d'entraide ouvrière - Genève / Solidar Suisse www.oseo.ch
Association Ceas - Genève www.ceas-ge.ch	Éducation et futur www.educacionyfuturo.com	Recherches et applications de financements alternatifs au développement www.rafad.org
Association de solidarité Nicaragua - El Salvador	Enfants du monde - www.edm.ch	Soc. religieuse suisse des amis (Quakers) - Genève www.swiss-quakers.ch
Association Kallpa-Genève www.kallpa.ch	Equiterre - www.equiterre.ch	Swissaid Genève www.swissaid.ch/geneve/
Association Kombit www.pfhs.ch/membres/memb_fich/kombit.pdf	Espace femmes international	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs www.sit-syndicat.ch
Association La Florida - Pérou	Espoir pour ceux qui ont faim - fh suisse - www.fhsuisse.org	Terre des hommes suisse www.terredeshommesuisse.ch
Association pour le développement des aires protégées (ADAP) www.adap.ch	Frères de nos frères - www.fdnf.org	Tourism for Help www.tourismforhelp.com
Association Suisse des amis d'Haïti www.asahaiti.org	Genève tiers-monde www.getm.ch	Traditions pour demain www.tradi.info
Association Suisse-Cameroun www.suisse-cameroun.com	Graine de baobab www.grainedebaobab.org	Uniterre - commission internationale www.uniterre.ch/Dossiers/commissionInt.html
Atd quart-monde www.atdvwqm.ch	Groupe de réalisations et d'animation pour le développement www.grad-suisse.org	urbaMonde www.urbamonde.org
Cap Vert Genève www.capvert-geneve.ch	Helvetas Swiss Intercooperation, section de Genève www.helvetas.ch	Utopie Nord-Sud
Caritas Genève, Service coopération au développement www.caritas-geneve.ch	HorYzon - section genevoise www.horyzon.ch	
	Humanitel	
	Institut de hautes études internationales et du développement www.graduateinstitute.ch	

Solidarité Genève Sud statistiques 2010

Participation des collectivités publiques genevoises à la solidarité internationale : État des lieux et perspectives

Le peuple genevois démontre depuis longtemps sa solidarité avec le reste du monde, notamment par la richesse de la vie associative locale. Les collectivités publiques genevoises ne sont pas en reste. L'État et la Ville de Genève ainsi que les communes genevoises contribuent à près de la moitié du total de l'aide publique au développement des collectivités suisses. Leur engagement est essentiel pour faire de la solidarité internationale une réalité partagée.

Cet ouvrage s'adresse aux élu-e-s ou personnel des collectivités publiques, aux représentant-e-s des associations et institutions genevoises et à toute personne intéressée par la solidarité internationale.

La première partie aborde les différentes manières de construire une politique de solidarité en restituant le regard de différents acteurs directement concernés: collectivités publiques, associations, partenaires au Sud et membres de la FGC. Ces témoignages soulignent que la solidarité n'est pas uniquement conçue comme un déboursement de fonds mais surtout comme un engagement porteur de sens, dont l'ambition est de changer la donne dans le monde et d'informer le public sur les réalités du mal-développement.

La seconde partie présente la situation détaillée des engagements de chaque collectivité publique genevoise pour l'aide publique au développement. Une synthèse finale présente un instantané de la solidarité internationale genevoise et souligne l'évolution positive des montants accordés depuis l'an 2000.

La Fédération genevoise de coopération (FGC) regroupe une soixantaine d'associations actives dans la coopération au développement et la sensibilisation du public aux relations Nord-Sud. Depuis 45 ans, avec l'appui des collectivités publiques, elle travaille avec des partenaires du Sud pour combattre les inégalités et augmenter la liberté de choix des peuples dans leur construction d'un mieux-être économique, social et culturel.



Fédération genevoise de coopération (FGC)

Rue Amat 6 1202 Genève

Tél. 022 908 02 80 Fax 022 908 02 89

fgc@fgc.ch www.fgc.ch